NATHAUSON

—

COMMERCE

ET

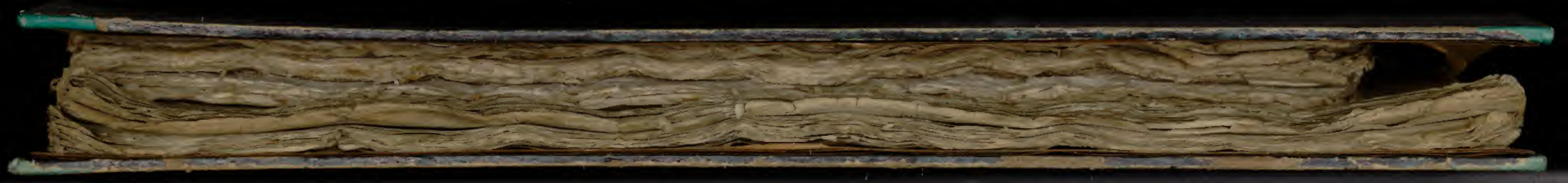
NAVIGATION

DU

DANEMARK

1730-1830

La Roq.
1569



3.613

Fo = La Roq 15-69.

N. 1.

12

1

Commerce, navigation, monnaies & finances du Danemark depuis 1730 jusqu'à 1830.

jusqu'à la page 62 de l'original

Exposé historique et éclairci

par

M. L. Nathanson

négociant.

Copenhague

1832.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ GENEVOISE

depuis 1 à 52.

J'ai donné à différentes époques des documens pour l'histoire de notre commerce et monnoie, qui ont eu le mérite de gagner l'approbation (J'ai été engagé) chérie de mes concitoyens; il faut par écrit que verbalement ~~j'ai été engagé~~ à continuer mes recherches; mais malgré que déjà l'année 1818 j'avais l'intention d'accomplir ces engagemens, et malgré que quelques étaient déjà alors imprimés, je trouvais néanmoins plus convenable (kunigts varende) de laisser mon travail reposer jusqu'à ce que plus de renseignemens fussent réunis, pour pouvoir parler décider avec plus de certitude, jusqu'où mon opinion est juste et convaincante.

Quinze ans se sont maintenant écoulés, qui, autant de l'histoire générale universelle du commerce et de la monnoie, nous ont enrichi de renseignemens, qu'au - cune époque dans les annales nous a donné. Chaque état a cherché à organiser sa monnoie et ses finances; on a donné au commerce la direction qu'il demandait, et on a attaché de

lieu (Baand) qui anciennement
le [illegible] bornait
à un fort petit étendue. On a
acquis des idées plus justes et plus
claires sur la science de l'économie
politique (Stats oeconomie)
on l'a rendue plus générale
(almumfattelig), ce qui a mis
le peuple plus au courant
des ressources du pays, et l'a
engagé à s'en servir avec plus
d'exactitude et d'une manière
plus juste.

Dans ce-ci notre patrie n'était
point arriérée, et cette recherche
montrera, quels progrès économiques
nous avons fait, et dans quel
étendue considérable le pays a
étendu ses forces. On verra aussi
par ce-ci quelles sont les principales
raisons, qui nous ont assuré
une monnaie sure et constante,
et qui nous conduira à une
circulation générale d'argent.

Les sources dont je me suis servi,
sont en partie imprimé, en partie
manuscrites. — Quant au langage,
j'espère que les lecteurs très honorés
ne seront pas trop sévères, pour
un médecin en littérature.

L'auteur.

Contenu

Période de Christian 6 de 1730–1746.

Le rétablissement de la banque courante p. 1. Mauvais état de la monnoie, les plaintes de Tonn à ce sujet, . . La banque cesse les payemens de monnoie en raison de cela. La diminution des biens effectifs du pays, l'union de la Scanie à la banque, l'état misérable des ouvriers, le château de Christianborg, les deux forces militaires, la loi des grains (Hoveriet) 5–8. L'état économique du pays, impôts, les droits du Sund, les subsides, la mine d'argent, le commerce asiatique, la navigation, les esprits volontaires, privilège Laan, 8–10. La taxe de capitel pour 16 ans, des prix de grains plus élevés qu'à présent 10. La dette d'état, la mort du roi, 11.

Période de Frederik 5 de 1746–1766.

Introduction, 11. La banque recommence à échanger (löse) ses billets pour de la monnoie, 12.

Du Collegium de Caville, batimens publics, commerce et navigation, le commerce d'Asie, celui des Indes occidentales, plusieurs societés de Commerce, Cour — dissolution, les fabriques, 12–15. La permission d'introduire la monnoie courante en Norvege, l'opinion de Foegas sur l'effet des billets de Change, 16. La guerre de 7 ans sur le commerce et la navigation, neutralité armée, dangement des finances, empreint à Hambourg, 16–18. Voyage en Arabie, cultivation de (Hede) embarras des finances, dette à la banque, la banque suspend le payement de monnoie, l'opinion de Foegas à ce sujet, l'exportation de l'argent interdit, l'opinion de Sulzer et d'autres à ce sujet 19–23. Les motifs de la prohibition de l'exportation de la monnoie, les suites, le haut cours, et manque d'argent monnoié, l'opinion de Busch à ce sujet, 23–25. Histoire de la monnoie courante, 26–28. Monnoie de compte, 29–31. La loture (Lukning) de la Banque de Hambourg, 31–36. Histoire de

la Banque Courante jusqu'en
1766, prêt au gouvernement,
masse des billets à différentes
époques, nouveaux intéressés, 33-36
Opinion de Büsching au sujet
de cette augmentation (Udvidelse)
37. Status de la banque, 38-40.
Finances, monnoyage de mauvais
(slette) deux schellings, introduction
des billets de Reichsdaler, 40-41.
Emprunt en Hollande, payement
(afbetaling) à la banque 41.
Revenus de l'état, 42. Dépenses,
43-45. Etat avantageux des
changes, les raisons en decelés, 45,
46. Lecteur (Skjul) de l'importation
et exportation, plusieurs opinions
à ce sujet 46, 47. Exportation de
Danemark 48-50. Exportation
de Norwège 50, 51. L'inexactitude
(upaalidelighed) des districts de
douane, 51, 53. Le commerce
de norwège, 54, celui des Indes orientales
54, des Indes occidentales, d'Islande,
de Groenland 55. La navigation,
56. L'opinion absurde de Martfeld
sur la navigation, 56-58.
Résultat des ressources des pays
58-61. Les opérations de finance
de la course de Schimmelmann
l'aîné, soulagent souvent les
malheurs des pays, 61-63. Apperçu
du règne de Frédéric 5, 63, 64.

1re Période de Christian 7 jusqu'à
la guerre de l'américaine du Nord.

Introduction, le bon ministère, 65.
Sur les privilèges, 66. L'encouragement des sciences d'économie politiques,
67. Le (Landbevaesning) des plantes nouvelles sur l'état (économique)
du pays, nouveau plan de Martfeld de 90 articles (Rentskammer)
68-74. Sur le commerce des grains,
73, 74. Lubatkoi, sur les prix
élevés des grains, 75, 76. Les
améliorations plus modernes,
comparaison avec l'Angleterre
76. Revenus de l'état, 77. Dette
de l'état, 78. Empruent des
finances de la banque, mesure
de billets de la banque, sommes
volantes (indestaende), compte
des prêts (Laancontoir) 79, 80. —
Continuation de l'histoire de la
banque, convention de Schimmelmann
avec la banque, procédé avec le
payement des finances à la banque
et le (Cedering) de
4/5 des actions, l'opinion de (Büsching) à ce sujet,
les intéressés obtiennent de nouveaux
privilèges, leur prend à lui la
Banque, la manière dont cela a
eu lieu, 81, 85. L'opinion de Eggers

à ce sujet, Observations, 85. 88. L'opinion du Conseiller de conférence Oersted sur l'ancienne baugue, observation, 89, 90. Ordonnances concernant la baugue, 90, 91. Le plan de la (Overtagelse) de la baugue sous Struense, 91-95. Observations sur le (Overtagelse) de la Baugue, 95, 96. Accusations contre le Baron de Schimmelmann, ses changemens sur le commerce et le change (Vexel), 97, 98. L'adjutte de l'état, 98, 99. Le commerce des Indes orientales, 100. Navigation de Copenhague, 100. Droits de consommation, 101. ——— (Magazkiltz) avec la Russie, 101, 102. Taxe de (Kapitel) , le cours.

Seconde période depuis la guerre d'Amérique jusqu'à 1784. Introduction, 104-106. Les principales ordonnances, 106, 107. La ——— Société de commerce, celle de la Baltique 107-111. La compagnie de [redacted] l'asiatique, la société remise d'Islande, le commerce de Groenland, 111, 112. Le gouvernement dispose ces Compagnies, 112-114. Appareil (Overtigt) du commerce, celui des

Indes occidentales, 115, 116. Celui des Indes orientales, 116–123. Celui de l'Islande, du Groenland 124. Commerce d'esprit 124. Le commerce de la Norwige, 126. La navigation pour Copenhague et par le Sund 127. Droits de consommation 128. La dette de l'état 129. La dette de billets, 130. L'empreinte des négociants de la banque 130, 131. La continuation de l'histoire de la banque, 132, 133. La taxe de (Kapotel), 134. L'état du change (Courses), 134, 135. La compagnie asiatique et ses difficultés (Studighede),

3e Période depuis 1784–1792.

La situation du pays, introduction, 148, 149. Les lois principales 149, 150. L'opinion du professeur Ostede à ce sujet, 150, 151. Les finances, le comte Schimmelman, son plan de finance (1785), 151. Les moyens d'Egger 151–153. Le plan ne réussit pas, raisons, 153–156. Les moyens, jusqu'à quel point ceux répondent au but 156–160. Emprunt étranger, l'empreinte des Indes occidentales, le ministère laissa passer une bonne occasion pour

procurer au pays une monnaie fixe, 160-163. Besoin de circulation, Calcul de (mes leçons), preuves de cela, 160-164. Caisse de Crédit, 165, 166. Comment la monnaie Holsteinoise, me montra ici beaucoup de force, 167, 168. La banque de Holstein était elle nécessaire, 165-170. Le second plan de la Comte de Schimmelmann de 1791, Teleri nous montre (son) intention, fait, mesures. Banque de Speeies, elle était mal fondée, observations, 171-177. Si cours des billets dépend du commerce, Opinion de Teleri, remarque à ce sujet, et si l'amasse des billets, l'influence la dessus, l'opinion de (la banque) Büsch sur (la balance) des billets et la balance de commerce, 177-183. Opérations de bourse, 183. Le commerce, celui des Indes orientales, 184, 185. Celui des Indes occidentales, 185, -186. — Navigation, commerce de fret, navigations Copenhague, par le Sund, canal du Holstein, Méditerranée, tous les navires marchands 186-188. Le commerce norwégien et holsteinois, 188, 189. Fabriques, 189-190.

Dette de l'état, 190-192. Revenus et dépenses, 192-194. Secours 194, 195.

4e Période de 1793-1799.

Introduction, 195. Force du com.e 196. Forces du pays, 197. Les lois, les conséquences, les louanges de Lord Brougham sur la Commission de conciliation, 197, 198. Incendie du château royal, concours du peuple pour sa réédification, l'emploi qu'en fait le roi de l'argent, le grand incendie, la prompte réédification de la ville, 199, 200. Armements de mer, payements à compte de dettes à l'étranger, de nouvelles impositions, empruntent aux pays, (les) revenus augmentent, 200-202. Navigation, jaugeage des navires, abatis de nouveaux vaisseaux, des navires d'avis pour des endroits étrangers, 202, 203. Des navires par le canal du Holstein, par le Sund, 203, 204. Le commerce des Indes orientales, celui des Indes occidentales, le commerce des produits, le commerce de Norwège, 204-207. Les fabriques 207, 208. La marche du cours 209, 210. Crise de commerce 1799, 211, comptoir de banque, 211-214. L'arrangement (épuisé) des effets de la banque des espèces, cessa ses payements d'argent effectifs, 214-220. L'augmentation des

billets, observations sur l'article
des finances de Labaume, 224-276.
5e période de 1800-1807.
Introduction, 231. Contrariétés
politiques, 232. Lois 232. Le
commerce des Indes orientales 233,
234. Celui des Indes occidentales
et de l'amérique du Nord, 234, 235.
Le commerce de bois, de produits, les
prix élevés, 235, 236. L'augmentation
considérable, 236-238. Commerce
Islandais & Groenlandais, Exportation
& Terre-Neuve, le commerce des manufac-
tures en Suède 240. La navigation,
commerce d'exportation, le tonnage des
navires, 240-242. La naviga-
tion de Copenhague, 242, 244.
Droits d'asyle, 244. Navigation
par le Sund, par le Canal de
holstein 244, 245. Compagnie
d'assurance mer, la compagnie
particulière 245, 246. Finances,
augmentation des dépenses de la
Caisse de l'état, Aide de la banque,
nouvelles importations, augmenta-
tion de la dette de l'état, rentes de
change du comptoir de banque,
246-250. La marche du cours,
masse des billets, 250-254.
Emprunts étrangers, l'attention
des Commerçans sur les fonds
l'agent Droits, 254, consulte de Mr
Meyer, 254, 255. Quantité de la
dette nationale, 256.

1re Période de Frédéric 6 jusqu'en 1813.

Etat du pays, déclaration de guerre, 257, 258. Frédéric monte sur le trône, 259. Bien être du pays, — grande — dépôt de marchandises, l'augmentation des deniers coloniaux, monnaie d'or et d'argent étrangère, corsaires, — mouvemens, 259–261. Les — mouvemens diminuent, l'opinion de la Suède, des importations de marchandises considérables, — Napoléon arrête le commerce, 262–264 le prix des céréales, 264–265. Le commerce des Duchés, la 2e période de Tönningue, l'attention de Napoléon là dessus, restrictions, 265–267. Le commerce de Norwège, qui augmente de 1810–1812, Rapport de Kraft là dessus, un grand nombre de lettres de Change anglaises, 267–270. Les finances, la diminution des ressources, nouvelle augmentation des billets, (Revers) du trésor, nouvelles impositions, premier emprunt dans le pays 1808, le second 1809, 270–274. Ressources dans l'emprunt des prises condamnés, 274. Empreint des négocians suédois de Hambourg, 275. Les impôts, 275–277. Le — comptoir de la Banque et la dette, 277, 278. Marche des cours, le conseil

Meyer, observations, —
opérations de bourse sous la direction
de banque Thygeson, 278–281.
Garantie) Fan) pour cour qui se —
reservait de Banco, 281, 282.
Les (Cours de Hambourg),
282, 283. Continuation de la —
marche du Cours, la nomme
et Calendrier et exportée, le comptoir
de banque le reçoivent pour —
l'expédier, le comptoir de banque
est muni de ~~Cette~~ fond, l'achat
de mon Grandeur par la Compagnie,
les meilleures opérations du comptoir de banque
en 1810, mes anciennes observations,
plusieurs réglemens, une grande
catastrophe de bourse, 283–289.
Opérations de bourse sous le
conseille de mon Meyer, quelle
influence le commerce pouvait faire avoir sur
le cours, l'operation cesse, 289–293.
Fin de l'histoire ancienne des billets en
Danemark et en Holstein,
augmentation des billets, 293–294.
Observations du conseiller de —
conférance Prytz sur le système
de finances pendant la guerre,
observations 294–303. Ordon ce
du 5 Janv. 1813, observations,
la banque ne pouvait avoir d'influence
sur les cours, manque de fonds
effectifs, 304–308. La dissolution

de deux banques de Suède, 308-310. La compagnie d'Asie, 310. Lois intérimes, 310-311. Agriculture et l'industrie pendant la guerre 311.

2e période de 1814 à 1820.

Etat du pays, la paix, attention du gouvernement sur le commerce, lois, 311-316. Finances le comte Mollke, le Ministre d'Etat Mösting prend la direction des finances, manque d'argent, de ressources, commencement du payement de la dette, les finances sont [illegible] organisés, arrangemens avec des créanciers étrangers, les dépenses augmentant, baisse considérable des impôts, 316-319. Dissolution du comptoir de la banque, on établit un bureau pour le payement étranger, comparaison avec le payement de banque, 319, 320. Continuation de la marche des finances, plaintes générales, sur le manque d'argent, emprunt hambg, 319-323. Les finances [illegible] prétent, les plaintes du manque d'argent continuent, traité du Comte de J. Thomsen accepté, 323. Réception de quelques impôts en grains, influence d'une meilleure qualité, 324. Le commerce -,

difficultés, expéditions aux Indes
orientales, pour l'Amérique
septentrionale, commerce des
Indes occidentales, commerce
des produits du Danemark, —
exportation de commerce, de
bétail, commerce avec la Norwège,
324–327. Navigation et
commerce de pêche, navires
armés à Flensbourg, navigation
du Sund & le canal de Holstein,
327, 328. Ce qui favorise
nuit le commerce, 328, 329. Com.ce
de spéculation, évaluation de cela
dans le Kjöbenhavns Skilderie,
329, 330. Banque du royaume
(Rigsbanken) son effet,
raison pour être content avec
le résultat, 330, 331. Loi royale
ouverte du 1 avril 1818, l'exportation
taxes de bois (Grundeier)
résultat de la réunion avec la banque,
331–335. Empruntent du printemps
1820, observation 335, 336. — état
Marché du Cours, — du
Commerce, — état des marchandises
de 1816, comparaison avec 1821, 336–
339. Le commerce de productions
s'améliore, beaux également,
importations considérables de bois,

marche de Cours, 339 – 342.

3e période de 1821 à 1830

Introduction, efforts du gouvernement pour donner au — Commerce et l (Agriculture) de facilité, lois, 342 – 344. — Monnoyage des Frederik d'or à Altona, 344. Exportation de — (Gouvernement) de grain, beurre, fromage, harengs, étain, laine, peaux et cuirs, cauderie, 344 – 346. Observation sur — Handelstidende, le commerce des Indes occidentales, avec l'amerique sept & méridionale, avec la Norwège, le Groenland —, le commerce de manufactures, 346 – 349. Navigation aux forges — étrangères, comparaison, tonnage de navires, comparaison avec les anciens tems, navigation de Copenhague 350 – 352. Navigation par le Sund, le canal, les belts, 353. Les villes marchandes moins grandes cependant indépendantes de la Capitale, 354, 355. Les villes marchandes dans le Duchés, et Jutland, 355.

Prix des grains, 355, 356.
finances, jetté dans les billets,
les impôts rentraient peu après,
embarras, l'emprunt anglois de
5 p cent, 356, 358. Manie
d'obligations, le ministère des
finances s'intéresse aussi,
358. L'emprunt anglois de
3 p C^t, (Indragelse) par
le conseiller d'Etat Donner, 359.
Les Suédois dans les Emprunts, très nuisibles, payement des
emprunts plus vieux, que
payant plus de 4 p^c, dédite de
l'emprunt hambourgeois, espoir
de l'avoir converti à 4 %,
s'en disparoit avec la caisse de
commerce survenu, le reste de
l'emprunt de 3 % est vendu,
fond d'amortissement (synkende
Fond) 360–362. Le revenu de
l'état augmente, payement à
compte de la dette, fond de reserve,
362–363. Perte des finances par
les changemens (Omsætningsvæsen),
caisse d'escompte de Kiøbenhavn,
combien de petite monnoie
(pregt) depuis 1788, combien de
specier, manière d'éviter les
changemens (Omsætningen) 363–366.
Changement de billets 366, 367.

Dette de l'Etat 368, 369. Sa constitution jusqu'à la plus grande partie, parties en sont nommées, 369 370. Le montant de l'emprunt anglais de 3 %, en 371. Capitalistes danois qui y ont placé de grandes sommes, 371. La dette de l'état n'est pas dangereuse, 371 Comparaison avec la dette de l'état norwégienne, 372. Banque nationale, l'Effet, grands payements, revenus, état, effets d'une circulation d'argent monnoie, 372–375. Prix d'obligations, emprunt norwégien de Hambro, 375–377. Marché des Cours, opérations de la bourse, celles-ci cessent, cotation des Cours, achat d'obligations par des étrangers, crise de commerce, le cours tient lieu plus que le commerce même, 377–380. Opérations de bourse de la banque, 380. Résultat des observations sur les billets, opinion de Forstad à ce sujet, observations, 380–388. Etat des fabriques, le Danemark est-il un pays de fabriques ? 384, 384. L'économie domestique (Hus flid) est-elle utile au Danemark, 385, 386. L'art industriel (Kunstflid),

Jacob Holm, von Langenske, maire de Flaubro, 387, 388. — Plainte d'Olafsen sur l'état du commerce, des observations à ce sujet, preuves de l'avantage qu'a eu le commerce, ce que le commerce a donné pour l'usage public, 389–393. Ce qui a enlevé de grandes sommes du Capitaux de Droits Capitaler, 393, 394. La science de l'economie domestique n'est point cultivée, opinion du professeur Falk à ce sujet, Introduction de l'examen, 394, 395. ~~Situation~~ Situation economique de l'Islande, 395–396. Navigation entre les provinces et la capitale, 396. Introduction de grains étrangers à Copenhague, 396. Comparaison du Capitaux de l'(Overformynderiet), ~~de~~ somme d'assurance du batiment de Copenhague 1826 et 1831, ~~en~~ Légats et institutions ~~—~~ faites dans le 19e siècle, monnaie de Copenhague exportation de grains du Danemark ~~—~~ comparée à celle de la Russie 397, 398. Population, toutes les

les compagnies d'assurance, importation de la graine de bois, 399, 400. Espérance des progrès du pays, 401–404. Le bien être du pays est-il détruit ? 404. Réponse à quelques (Indigels ex), 405–408.

Il y a maintenant environ un siècle que les billets de banque ont été introduits en Danemark. Ce fut en 1736, que la banque de Copenhague d'assignation — change et emprunts, fut instituée. Cette banque fut d'abord une institution particulière qui avait un capital de 500,000 Rdlr. courant, divisé en 1000 actions de 500 Rigsdalers. Cette contribution avait probablement lieu par trimestre de 11 Decbr. 1736 à 11 Mars 1741, dans lequel dernier jour le 10 p. Ct. ou 50,000 Rigsdalers devaient être payés à la banque. Par cet octroi que Chrétien 6 accorda à la banque obtint la permission de distribuer des billets de banque réalisables. Jusqu'à alors l'argent circulation — à l'exception des (Note) billets et rabaissés par Frédéric Quatre — se composait de monnaie d'argent et d'or. Cependant la masse n'a pu être suffisante aux besoins de la — circulation, la banque a mis en monnaie d'argent en circulation aussi des monnaies étrangères.

Mais malgré cela le pays a cependant manqué de monnaie, ce que l'on voit aisément par l'ordonnance du 5 Juin 1676, dans laquelle il est dit:

„ que comme beaucoup de sujets se „ sont plaint, qu'ils ne peuvent „ procurer assez de monnaie pour le „ payement de la contribution, „ on permet en conséquence, que ceux „ qui doivent payer puissent le faire „ en argent monnoyé de 3 ℔ 4 ß le „ Lod, ou autre argent proportion „ de cela. "

L'administration de la Monnaie a été ici, comme partout très — mauvaise. La monnaie du pays était de différens pieds, qui lui ont mis par leur valeur de nom étaient égaux, mais non par leur véritable valeur. On voyait ainsi arrivé de Spanien, monnoyé à 9 1/2 Rigsdaler par Mark fin, du couronner de 10 1/3 = 10 3/4, ägyptien courant à 11 1/3 = 13 1/3, et finalement (plusieurs de) 2 à 4 Skillings Lout les grandes sommes étaient toutes fixées de 9 1/2 à 16 Rd. 89 Skilling par Mark fin. Les conséquences de cela furent les plus naturelles, les meilleurs espèces de monnaies disparurent et les plus mauvaises restèrent.

Le orfèvre fondait les meilleures
qualités, les négociants s'en
servaient pour leurs payements
à l'étranger, se prouvaient
ainsi les marchandises plus
facilement, que d'autres, qui
ne connaissaient pas ce secret.
Beaucoup ont même fait
le commerce en ~~introduisant~~
exportant les meilleures qualités,
et introduisant les plus mauvaises.
Tout cela fit mettre la confusion
(de manière)
dans l'argent, qu'une ordonnance
paraît après l'autre. Tantôt
on prohibait l'exportation de
monnaie, tantôt l'entrée, tantôt
cela se bornait à une qualité —
tantôt à l'autre. Une année
abaissait la valeur d'une monnaie,
l'autre année on la relevait.
Il y avait encore (circonstance) (dortel kom),
que la plupart des obligations
(Gildsbreviser) étaient en Specie, les
droits devaient aussi se payer dans
la même monnaie, mais celle-ci
manqua de ne reparaître jamais;
Celui devait par conséquent chaque
année finir un Agio pour des
couronnes, et comme celles ci —
devenaient de plus en plus rares,
on fut contraint de finir Agio pour
le gros courant &c. Il faut

— Specie —

lès les nombreuses ordonnances de
1661 à 1720, pour se faire une idée
juste de cette confusion. Loeg
dit dans son excellent traité des
monnaies; (Minerva pour —
l'année 1788 p. 345):

„Une telle (Verwarring) des monnaie entre
„les qualités (de munten) d'un pays influe ainsi
„sur le débit sur le meilleur du
„pays, qui fait perdre de sa (de waarde)
„(Forme) qui sont en argent, de
„la Bourgeoisie s'habituent peu
„à peu à demander de choses, qu'ils
„reconnaissaient anciennement,
„sans lettres à la considérer
„comme des besoins. L'économie
„se transforme en prodigalité,
„en frugalité (Zuinigheid) en
„luxe, et où celui prend racine, on
„ne peut plus le chasser."

Pour remédier maintenant au
manque (de munten de circulation) journalier de plus en plus
sensible, et pour étendre et
aider le commerce, on institua à
nouvelle banque, qui commença
à agir le 1er mars 1737. Le but
était bon et calculé pour l'utilité
du pays,

(fonds at de man van wittig heds stuk
op stadholder Bankens Instituteuren.)

+ lorsqu'elle cessera d'être secrète

L'histoire de la banque nous montrera jusqu'à quel point le but a été atteint. Les billets que la banque distribuait n'étaient d'après l'ordonnance du 8 mars 1737 aucunement forcé, malgré que les billets étaient reçus dans les caisses royales pour des impôts. Par l'octroi on promit à la banque beaucoup de droits (Rettigheder) mais ces charmes ne durèrent que peu. Déjà l'année 1745 il ne fut plus permis particulier à cet institut, par l'ordonnance du 16 octobre, de satisfaire à ses devoirs importants, " d'échanger ses billets avec de la monnaie sonnante."

L'ordonnance donne comme motif de cette prohibition, que la monnaie à la suite du + cours de change élevé s'exporte du pays. Mais comme jusqu'à présent tous les payements s'étaient faits en monnaie, comme était le seul légal (lovmassige) moyen de payement, il est alors évident, que le motif donné dans l'ordonnance est faux et nullement (intetsigende) atteint. De plus le cours de change n'a pas été trop haut, car —

l'année 1745 il était à 122, — donc moins que Paris. Il a dû avoir d'autres motifs, qui ont été cachés, et il faut supposer, que l'exportation de monnoie a été très forte l'année 1745, et c'est ce qui a fait naître une cherté hors de tems. Le motif de cette cherté provient en partie d'une maladie de bétail, qui regnoit dans le pays dans ce même tems. Cette terrible maladie a suivi de près le rapport à la chambre, et a enlevé l'année 1745 pas moins de 285,160 têtes de bétail, et on suppose, que le nombre ait été encore plus fort. Comme maintenant dans ce même tems, un des objets les plus considérable qui ait existé avec l'étranger a été le bétail comme et l'exportation en rapportait toujours de grandes sommes de monnoie dans le pays, il est donc naturel, qu'une diminution si considérable dans le bétail, comme celle qui entraina cette perte de bétail, devait sous plusieurs rapports faire naître l'effet contraire. Cependant il reste

avoit été d'un si grand étendu,
que pour cela n'eut besoin
~~—~~ d'inquiéter dans les droits
de la langue. ~~La libre~~
La annullation de la prohibition
16 mois après prouve évidemment,
que cela a été hors de tems et mal
fondé. En attendant ces
malheureux — événemens de la peste du bétail
a diminué en partie la monnaie
du pays, dont le manque,
comme nous l'avons vu,
fut jadis senti l'année 1676.

Jettons maintenant un
coup d'œil ~~—~~ léger sur la
marche de l'histoire, et nous
trouverons beaucoup de motifs
suffisants pour la diminution
successive de la richesse effective
du pays. Nous commencerons
par l'incendie de Copenhague (de) 1728;
il a détruit 2500 maisons à Gaarde,
outre des meubles (Indboe) et
provisions de vivres. Il n'y a eu
n'a vraisemblablement (d'abord) compté ~~—~~ le
rétablissement de tous ces bâtimens
et combien d'argent n'est pas
sorti du pays pour l'achat des
matériaux étrangers. Vont spécifi-
évalue le rétablissement de

2000 batimens après l'incendie
8 millions de rixdalers. Après
ceux-ci nous a citer les biens
propres et meubles pour ceux qui
d'après le goût et esprit
changé a été très curieux et
différent des arrangemens
(anciens)
frugaux, de la manière dont le
décrit Contaphéden dans la
balance économique 9e. chapitre.

(On ne peut facilement calculer) × La somme, dépensé pour l'achat
d'une si grande quantité de
meubles, cependant le montant
ne doit être très grand,
lorsqu'on considère l'état misérable
des ouvriers (dans ces tems) comme
dans les ~~Espagnes~~ dite balance
économique p. 287:

» tout ce qu'on voyait de
» meubles dans les soi-disantes
» chambres d'honnêtes gens, était
» généralement de l'ouvrage
» hollandais ou allemand,
» principalement des armoires
» (indiagte) incrustés,
» secrétaires, commodes, chaises,
» tables &c."

Qui même des fers à cheval
nous raconte Frédéric Lütken
dans ses Lettres économiques
se faisaient venir de Suède,

Tel étoit l'état misérable
des ouvriers en Danemarck.
Outre les bâtimens particuliers
(aussi
on a fait de nouvelles églises,
ainsi que beaucoup de ~~bâtimens~~ édifices
publics et enfin
le château de Christiansborg
sans pareil dans l'Europe
et peut-être pour toujours
avec ses ornemens magnifiques.
Le château Hirschholm a également
coûté une somme considérable

La force de guerre a principale=
=ment élevé et diminué une grande
partie de l'argent du pays.
Les deux états coûtent en entier
2 millions d'Espèces par an, que
les 400,000 ~~ils~~ Espèces de
subsides, que le Danemarck
reçut alors, ne peut couvrir.
(Oeuvre). Dans le tems Christian
6 le pays n'avoit ni ouvriers
ni de bonnes fabriques. On étoit
par conséquent obligé de faire
venir de l'étranger tous les objets
nécessaires à l'usage de l'armée
et de la flotte, comme: ~~de~~
poudre à canon, bois de
construction, ancres, ~~de~~ toiles,
draps, cordages &c. Tout cela
a pris de grandes sommes en

argent effectif, aussique
(Invortil Kom) l'exécute-
-ment prenait aussi —
par des sommes considérables.

Ce n'est pas mon intention de
faire ici la recherche des entre-
-prises concernant le commerce
et la circulation de l'argent dans le
règne de 16 ans de Chrétien 6;
Cependant il faut que je —
mentionne l'edit sur les grains
(Kornloven) du 16 Septembre 1735,
comme celle, qui a eu influence
immédiate (umiddelbar) et
nuisible sur le commerce, la
navigation et l'agriculture,
par conséquent aussi l'edit
sur l'argent (Pengevæsenet)
Il était parmi cet edit par cette loi d'exporter —
toutes sorte de grains, celui qui
en défendait l'introduction. La
Norwège du Nord (nordenfjeldske)
avait le droit de prendre les grains
nécessaires à sa consommation où
on pouvait l'avoir le mieux et
à meilleur compte; celui
qui fut imposé à la Norwège
méridionale de tirer
elle seule ses grains du Danemark.

17

On croit, que le roi, qui lui
lui même possédait 1/6 du grain
(Hartkorn) et entouré de
conseillers (Raadgivere), qui étaient
eux même ou des grands
propriétaires, ou étaient aussi
en rélations avec eux même,
s'est fait entraîner à
abolir les anciennes lois de
grains et pour en introduire
de nouvelles, qui durèrent
pour le malheur du pays, avec
quelques changemens, jusqu'à
1788. Il fut donc maintenant
réservé à notre roi, dans les
premiers années qu'il fut à la
tête de son gouvernement,
de changer la loi de grains de
1735; un bon avis (Minde) pour
les hommes, qui l'entouraient
alors.

direction

En attendant il nous semble,
que l'état économique du
pays, malgré les entretiens
(Misligheder) mentionnés, n'a pas
du être si misérable et à plaindre
dans le tems du règne de Chrétien
six, comme on voulait nous
croire quelques historiens partiels
et libidineux. Par l'execution

(caisses particulières)

des nombreux édifices mentionnés le peuple fut mis en activité et mouvement ; bientôt les milieux de la basse classe et de la moyenne étaient occupés, gagnaient de l'argent et étaient contents. Les ressources du pays ont dû être grandes pour pouvoir faire face aux dépenses considérables et payer de grands impôts. Celles-ci, qui sous (Misnöie) étaient payés, se montaient, autant qu'ils étaient versés dans la caisse de (Zahlkassen), annuellement à 3,682,051 Rigsdaler (6 millions de rigsdaler argent effectifs). Les droits du Sund ainsi que les droits de quelques autres villes étaient versés dans la caisse particulière, dont on reconnaît par le revenu annuel, aussi que quelle revenus annuels, que rapportaient 70,000 Tonneaux (en 11) grains (Lastkorn) des domaines du roi. La caisse particulière avait aussi un revenu dans les subsides étrangers de presque un demi million de Rigsdalers.

Nous citerons quelques unes des autres ressources du pays. Dans la mine d'argent en Norwege on a gagné dans les dernières 16 années 266, 333 Mk. argent fin, calculé à 11 1/3 pr. Mk fin fait 3,018,440 Rigsdalers Courant, ou moyen ~~[illegible]~~ (Gjennemsnit) environ 190,000 Rigsdalers par an. Ensuite nous citerons le commerce asiatique. C'est Chretien six, qui principalement a contribué au développement (Fremme), par l'octroi qu'il donna à cette société de commerce pour 10 ans. Les conséquences furent, que dans l'espace de tems de 1731 à 1745 la compagnie envoya 37 navires avec une Cargaison de 3,973,440 Rigsdalers Courant, presque tout en argent effectif; et malgré que 5 de ces navires se perdirent, les chargements rapportés dans les 32 navires se montèrent à 11,403,261 Rigsdalers Courant. L'avantage pour le pays a donc été considérable.

Pour ce qui est de la navigation l'état a du encore bon; car même le blanchissage (Badstegang)

Riegels [redacted] en tout la flotte de commerce du Danemark à 2069 navires, jaugeant 96,534 Lasts, avec un équipage de 12,587 matelots. — Le manque d'argent disponible n'a pas pu être si grand, puisque l'on voyait les offres volontaires pour l'emprunt de 1739 s'monter à 2 millions de Rigsdales courant.

Si nous regardons — maintenant le prix des grains de ces tems, nous trouverons, qu'ils étaient plus élevés dans une — période plus rapprochée de nous, 1821—1825, malgré que la qualité du grain maintenant soit meilleure qu'il a [redacted] un siècle. La taxe du Kapitel moyenne pour ces 15 ans pour les 3 espèces de grains: le seigle, l'orge et l'avoine 25 ß 13 ß courant par Tonne, qui au cours de 120 p. Ct. fait 7 Rbd 16 ß argent effectif, et le prix de bourse dans les mêmes tems de 1821—25 pour ces 3 espèces de grains n'a été que 6 Rbd. argent effectif.

Les finances étaient bien — administrées, et à la mort du roi celles-ci ne devaient rien à

la Cauque. Leur n'a pas
non plus abusé du crédit de la
Cauque, autrement Riegels
n'aurait pas oublié de le
mentionner; par contre il
raconte dans ses écrits historiques
3e volume p. 381:

« Le roi Christian Six voulait
« une fois au moyen d'un reçu
« emprunter de la Cauque 80,000
« Rdlr, mais celui répondit,
« lorsque sa majesté donne des
« gages en or et argent, la somme
« lui serait de suite envoyée."

Enfin il faut que nous remarquions
que la dette de l'état à la mort
de Louis n'était pas plus que
2,378,000 Rigsdaler. Cependant
nous pouvons ajouter, que
l'on prétend généralement que Frédéric Six
s'est laissé manger effectif 3 millions.

Nous pouvons par ce que je viens
d'exposer en abrégé, que les
richesses du pays par les événements
et circonstances mentionnées en
grande partie devaient diminuer;
mais que cependant les ressources
du pays peuvent tout supporter
sans beaucoup de (dépense),
et que ses forces n'étaient point
affaiblies à la mort de Roi.

La prodigalité de la cour de Frederic Cinq entraina de dépenses et besoins, qui ne balançaient point avec le revenu de la couronne. Son procédé se répandit parmi la noblesse et le peuple, parmi lesquels le luxe et la paresse s'était introduit, comme aussi l'augmentation du commerce, plus de relation avec les étrangers, un esprit et sentimens plus libres, avait engendré des besoins, que l'on n'avait point connu auparavant. Tous les écrivains d'alors s'en plaignaient, et s'en fachaient. De l'autre côté Frederik Cinq par ses intentions bonnes et sincères et son envie d'être utile et d'augmenter le bien du pays, s'entoura d'un grand nombre de grandes entreprises, qui surpassaient de beaucoup les bras du pays. Nous donnerons un aperçu en (Omrids) de ces 20 années, autant que cela concerne l'industrie.

La Comète hors de tous qui s'est montré à la fin de l'année 1745 au sujet de la mauvaise de la Banque, disparut entièrement immédiatement après l'arrivée au throne de Frederik Cinq; car déjà le 14 mars 1747 on abolit

l'ordonnance du 26 Novembre 1746, et la Saxe rentre dans ses droits. Ce fut une dépêche et belle action (la justice) du Roi, — par laquelle il élevé au thrône. Le roi et ses conseillers s'occupaient maintenant d'arrangement d'une utilité générale, comme pour l'amélioration des administrations de la Campagne (Landvaments), du commerce et la Navigation, au développement des fabriques, pour former les ouvriers, à l'embellissement de la ville et l'amélioration des arrangements des villes marchandes. En vérité! toutes des entreprises grandes, dignes d'admiration,

(comfattende og indgribende);

quoiqu'elles ne réussirent pas. En attendant elles furent accompagnées de grands frais, qui ne s'accordaient pas avec les revenus de la caisse de l'état, et remplies avec la fortune du pays. Nous commencerons par l'augmentation et l'embellissement de la ville. Le nouveau quartier de Frederic avec ses beaux bâtiments et magnifiques palais. — Ensuite l'édification de la magnifique église de marbre, que le roi commença en 1749, et qui avant la mort de la première (Portenants) fut finie, avait déjà coûté 594,000 Rbd.

Quelques années après on fonda l'hôpital de Frédéric, on commença un jardin botanique, l'académie des arts fut augmentée, la maison d'accouchement et de invalides batie &c — Tous ces établissements et batimens, tirent au commencement des 10 premières années des grandes sommes de la caisse des fonds affectés du pays.

Quant au commerce et à la navigation et l'industrie et les fabriques qui en dépendent le plus, il n'y avait aucun sacrifice trop grand, que l'on ne fit pour parvenir à ce but si important. Le roi donna toute l'attention au commerce asiatique, et la compagnie reçut beaucoup de preuves de la protection du gouvernement; parmi autres Choses le roi fit cadeau à cette société d'un vaisseau de guerre. Par contre cette société comme une preuve de leur reconnaissance, fit faire couler la statue du roi à Cheval, qui a coûté à la compagnie 400,000 Rbd courant. — Le roi n'encouragea pas moins le commerce des Indes occidentales. La compagnie des Indes occidentales, qui déjà avait obtenu son Octroi de Christian sixt, fut augmenté sous Frédéric cinq. Cela eut lieu en 1747, lorsque la

fond de la compagnie fut augmenté
à une somme de 625,000 Rd C.
courant. — En même tems
on institua la société ordinaire de commerce
xxxx avec un capital de 1/2 million
de Rd., à laquelle société on
céda le commerce de l'Islande
14 ans après. — Peu de tems
après on ~~fonda~~ institua une
compagnie africaine avec un
fond 1/4 de million de Rigsdalers.
Toutes ces sociétés furent protegées
de toutes les manieres possibles par
le public; ~~on~~ on leur fit bâtir
des magasins, on ~~les~~ fit des
relations diplomatiques avec les
états africains, et pour developper
et augmenter notre navigation
dans la méditerranée, on fit
de grandes expeditions. Cependant
toutes ces entreprises ne réussirent
point; les compagnies se trouverent
ensuite embarassées, et déjà en 1734
le gouvernement se chargea du
commerce des Indes occidentales.
Les interessés reçurent pour leurs
propriétés et droits 2 1/4 million
de Rigsdalers courant, dont de
grandes sommes servirent
pour des interessés et Créanciers
étrangers. D'après des Calculs
faits cette abdication (Overlagelse)
du commerce des Indes occidentales
a ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~

après la déduction de la somme
d'achat (400,000) pour les
plantations et raffineries vendues
au comte Schimmelmann, et
dû coutera au gouvernement 500,000
Rbdr courants. En attendant
nous devons avouer, que le
Commerce beaucoup a gagné par
l'abolition du monopole.

Le roi donne aux fabriques
toute son attention. Des colonies
entières d'ouvriers, leur donne
de l'argent pour des établissemens
coûteux, que ne se bornaient pas
seulement à l'amélioration des produits
du pays, mais la fabrication de
la soie devait être introduite dans
la le territoire danois, et être
cultivée par force. On commença
ainsi en 1751 une fabrique
avec 100. chaises; cependant on
n'oublia pas les fabriques de
soie; on s'y attacha beaucoup, et
elles ont été l'école des fabriques
déjà établies depuis dans le pays.
La caisse a beaucoup contribué
pour d'autres établissemens, et
nous citerons parmis ceux là la
bonne fonderie de Fredericksvark.
Les privilèges que les
fabriques avaient en outre
acquises, durent sans fin, ce fut

× n'est venu de l'Etranger

même si loin, que ceux-ci, comme
créanciers en (Bon), étaient
privilegiés vis à vis les autres, —
principalement pour les étrangers;
cependant, il serait trop long
de ~~[illegible]~~ copier ici toutes les
ordonnances à ce sujet. Il est
aussi naturel, qu'aussi —
beaucoup d'auteurs de projets
(Projetmagere) dans de telles
circonstances se sont servis de
bonne intention du Roi; nous
nommerons principalement le
projet concernant les essai —
teurs pour l'établissement de
ports pour des flottes galères.

Quant à l'introduction
générale du luxe et de la pauvreté
—, dit Pontoppidan, qu'une
grande partie de la monnaie a
été changée en Guldnisse
et vaisselle d'argent.

On voit par ce qui a été dit
sur combien de différentes manières
l'argent effectif du pays devait
diminuer. Cependant je ne puis
m'accorder avec Forbonnais que la
quantité des — billets de banque déjà l'année 1751
a contribué à ce que la monnaie
diminuait; il dit à ce sujet dans
le susdit traité p. 359.

„ L'ordonnance du 2 Avril 1751,
„par laquelle l'introduction et le cours
„de la monnaie courante était permise,
„devait faire voir le manque de
„monnaie, et que le manque

„ parait être une conséquence —
„ de l'effet des billets qui augmen-
„ taient."

Mais la masse de billets en circulation
n'était pas si grande, pour qu'elle
fut avoir eu une grande influence
sur eux; car même 5 ans après, le
31 Déc. 1755, toute la masse de la
circulation partout le royaume
n'est pas grande que 2,904,000
Rigsdalers, qui encore n'étaient
aucun moyen de payement —
forcé, et pouvait à tout tems se
changer pour de la monnaie sonnante.

Le pays a été jusqu'à 1755 —
libre des expéditions, il n'est pas —
non plus troublé par quelque
malheur extraordinaire; la caisse
de l'Etat pouvait par conséquent
aussi faire face à toutes les dépens
qu'il fallait faire pour les sudits
établissements, sans imposer de
nouveaux droits ni beaucoup
augmenter la dette de l'Etat. Mais
maintenant commença la guerre
de sept ans qui nous amena, et
qui en effet nous a apporté un
Commerce et navigation
× Van salmiak — préjudice très avantageux. Les —
propres productions du pays —
trouvaient un prompt et avanta-
geux débit, mais le commerce des Indes
occidentales lui a aussi augmenté, et aux
Indes orientales il fut considérables,
comme aussi avait le pavillon danois

flotte par tout dans la Méditerranée.
Cependant tous ces avantages
furent (en partie) anéantis par une la
neutralité armée. Chaque année
de 1757 à 1767 on tenait ~~à la~~
en mer une flotte de guerre de
6 à 8 vaisseaux de ligne et plusieurs
frégates. Dans le Holstein se trouvait
une armée sur pied de 24,000 hommes.
Si l'armée de terre & de mer ~~en~~
tems de paix a coûté environ
2,600,000 Rbd. courant, (par
conséquent bien plus qu'elle ne
coûte maintenant) il est alors
évident, que tant d'hostilités
d'armemens ont dû coûter des
sommes bien plus considérables, et
a dû occasionner une secousse dans
les finances, et cela d'autant
plus, que par des fausses opinions
et aigreurs ~~de tout~~ mal à
propos on n'a point voulu
imposer d'impôts, à l'exception
de l'impôt de l'ancrage, qui se
montait à 300,000 Rbd. courant,
mais se servait plutôt des
moyens très malheureux, billets
de banque et mauvaise monnaie.
En attendant ~~en~~ en 1759 on
a fait un emprunt à Hambourg
d'un million de Rbd. courant
à conditions pénibles, c'est par
le traité conclu avec Hambourg en 1768, ~~que~~
l'on ~~s'est~~ s'est obligé
à 2 pour cent (tilbage betale) l'emprunt
reçu en ~~Rbd. Courant~~ Rbd. courant
courant en Bco de Hambourg,
d'après un change de 108 p. cent,

malgré que la véritable valeur
du courant n'était pas plus de
12 à 15 p. cent. Cependant, le comp
de grace (Naudet's dit) pour —
peut être ~~[illegible]~~ la route
du dix huitième siècle, fut
les énormes armemens, qui —
eurent lieu l'année 1761 et 1762.
Par moins de 20 vaisseaux de
ligne ainsi que 11 frégates —
furent équipés, et la plus grande
partie de l'armée de Danemark
qui se composait de 70,000
fut mise en mouvement contre
40,000 russes qui entraient
en Mecklenbourg. Le comte
Schmettau évalue ces armemens
à 8 millions de Rd. courant.
Maintenant, pour le bonheur,
(bientôt)
du pays finit la guerre; mais
80 millions étaient dépensés, et
les finances se mirent endette, pour
dix millions. On peut s'imaginer
le grand — besoin d'argent, dans le
quel a dû se trouver ~~[illegible]~~ la
caisse de l'état ou les finances,
lorsqu'on envoya à Hambourg
10,000 hommes, seulement pour
les obliger à leur faire un —
nouvel emprunt de 1 million
de speciers, qu'on obtint naturelle
ment ensuite après.

Mais au milieu de cet embarras, on n'a pas arrêté d'autres entreprises coûteuses dans le pays et à l'étranger, à quelques-unes on aurait au moins pu remettre à des temps plus convenables. Je nommerais ici seulement l'précieux armement d'un vaisseau de ligne pour le fameux voyage oriental, pour trouver des curiosités d'histoire naturelle dans les déserts de l'Arabie, — tandis que nous avions encore tant à rechercher, à découvrir & améliorer, chez nous même les précieuses — cultivations de (Flede) dans Jutland et le Holstein, qui a coûté au pays dans l'intervalle de 1760 — 65 par moins de 991,293 Rdr courant.

L'embarras des finances augmentait, et l'année 1763 m'devait à la banque 11 millions de Rd. courant.

Nous nommerons maintenant les malheureux (Meigret) et autres prises, que tout cela entraîna. On commença par la banque; car déjà l'année 1757 par ordonnance du 6 8bre

se remit en vigueur les ordonnances de 1745. La Banque n'étoit plus maintenant chargée de billets, pour de la monnaie sonnante; l'exportation en fut prohibée, et les billets devinrent maintenant un moyen de payement forcé. L'ordonnance mentionnée est ainsi conçue dans ce qu'elle a de plus important:

„ Comme la différence, qui „ pendant longtems a existé et „ existe encore entre le cours de „ change de Hambourg et l'argent „ effectif pour de Banco, [illegible] „ doit donner à un „ et autre, que par la Chevchut „ de l'avantage non permis, l'occasion „ de (duper) l'argent effectif, de „ manière que les sommes importantes d'argent, que tant nos „ mêmes aussi bien que la „ Banque, [illegible] avant lié fait „ (nos) moyens, sont maintenant „ (nos) exportées au préjudice de notre „ Commerce. Et en conséquence „ a pu de prévenir un tel trafic si „ nuisible, et pour „ empêcher en attendant

tit vidlörlig [illegible]
Undgjeldelse af lade, [illegible]

« tous ceux qui y seraient coupables
« nous avons trouvé convenable
« de défendre l'exportation de
« la monnaie &c. Quoique nous
« ne voulions (pas) arranger, qui
« pourrait être contre l'octroi
« par nous donné (à Cabanga) cependant,
« pour (rue de Bodjon)
« empêcher de tels abus et
« propre intérêt, ne pourra
« plus pendant ce (court)
« espace de tems donner
« (aucun) d'argent effectif, qui si
« un ou autre en avait besoin
« pour des dépenses nécessaires,
« et aucune personne ne doit
« se refuser à recevoir (l'argent)
« en payement (de billets de
« banque, puisque le payement
« de l'étranger peut et doit se
« faire en lettres de change, et
« qu'aucune ne doit craindre,
« de perdre par-là la moindre
« chose, (puisque) par la banque
« tout dans la marche ordinaire,
« après ce court espace de tems -
« la circulation aura de
« nouveau lieu comme jusqu'à
« présent.

Ce que dit à ce sujet l'ordon=
=nance de Zoega.

« Le payement étranger doit
« avoir lieu en lettres de change,
« mais quand celles-ci doivent être

« change, on exige pour cela de
« l'argent ou des marchandises.
« Si on a des marchandises
« que l'on peut dispenser, et dont
« on exige pour la valeur, que l'on
« en exige, il sera facile à les —
« donner; si on n'en a pas, il faut
« ou procurer de l'argent, ou
« faire d'achats des étrangers.

Aussi clair et bon pour tous les temps que nous semble cette phrase de Gozza, aussi obscure et incompréhensible sont les motifs que l'on cite dans (ensuite) l'ordonnance. Quelle étaient donc les sommes d'argent, que le roi et la banque ont fait (a) ruiner et — monnoyer? Ne nes avons pas, que le roi ou la banque ait fait d'importants à l'étranger avant 1757, comment s'est-on — devenu possesseur de grandes sommes d'argent, à l'exception de l'argent, qu'on produit les mines en Norwège, et qui cependant n'est autre chose que les propres produits du pays. Ainsi sujet dit le clairvoyant Gozza dans traité si souvent traité pp. 366-367:

„L'argent de Norwège ne doit point
„être considéré comme une
„matière qui augmente annuellement la masse
„de l'argent, mais comme
„un produit, qui semblable
„à d'autres produits, tels que :
„cuivre, fer, grain detail, cela
„surpasse un peu la consommation annuelle
„du pays, mais en cas d'
„échange d'objets étrangers, dans
„le pays à savoir. Que Cela
„s'exporte en barres, comme
„argent fin, ou en monnaie, est
„entant la même Chose, seulement
„qu'il est avantageux, quand
„on l'exporte en barres, la dépense
„du monnayage, et des Coins
„de (Legering) n'étant
„pas payé par les étrangers. Mais
„Ce que nous n'avons pas de la
„même manière, comme d'autres
„métaux pour vases, outils,
(Pynt) et autres, doit —
„s'exporter comme production
„brute ou comme monnaie,
„et aussi peu, que l'on a raison
„de se plaindre, que le cuivre ou
„fer pour de la Valuta s'exporte,
„dans d'autres Choses, comme
„production libre ou fabriquée,
„aussi peu on a raison de considérer
„l'envoi de l'argent en produit
„brute ou argent fin, comme
„quelque chose, qui nuit au
„préjudice du pays."

L'ordonnance cite ensuite
„l'avantage illégal, qui a
„donné lieu a soufler de
„l'argent effectif."

Mais il n'était pas défendu de exporter de l'argent effectif, chose qui au contraire est permis par ordonnance du 14 mars 1747, c'était donc une chose, qui se passait ouvertement et n'avait pas besoin de soufler (udsuige). En outre on pouvait demander, quel autre moyen de payement il y avait eu, auquel on pût expédier les étrangers? Il était même dans certains cas avantageux de faire les étrangers payer notre courant dans 6 à 16 p. Cent au dessous de sa valeur reelle. Olufsen dits dans son ~~ouvrage~~ concours (Bidrag) pour un — dispense d'économie politique p. 423:

„une nation ne peut perdre
„son Numeraire en envoyant
„à l'étranger de la monnaie
„L'or et l'argent sont ~~le~~ souvent
„à meilleur prix, qu'il est plus
„avantageux ~~de~~ s'en servir
„pour payements ~~à~~ que
„d'autres marchandises."

Montesquieu et Suhm étaient de la même opinion. Suhm dit dans un recueil compilé 6e Tome p. 404:

„C'est une politique misérable „que de prohiber l'importation „et l'exportation de la monnaie. „Aucun négociant „envoie son argent hors du pays „sans l'intention d'y gagner, et „s'il gagne, l'état gagne aussi. „L'argent (le signe de la) n'est pas la véritable „richesse; du monde, des grains, „objets de fabrique, métaux, „animaux sont les — „véritables richesses, où il y en „a abondance, il n'y manque „pas de richesse."

Il dit dans un autre endroit p. 459:

„On n'a pas besoin de se servir „d'excuses, que certains hommes „ont exporté (l'argent effectif) „si par là on veut dire le négociant „cette excuse est même „nécessaire; car ils ne le font pas „sans gagner, alors le pays gagne „aussi, n'importe qu'ils „retirent „d'ici de l'argent comptant, ou „marchandises, qu'ils cependant „prennent bientôt se „change en argent effectif."

Ces vérités ne pouvant assez se répéter, puisqu'on même dans nos pays les plus éclairés, on ne trouve pas ceux, qui n'parlent ne pouvant ou ne prenant connoissance ces vérités.

Les mêmes raisons, que la susdite ordonnance mentionne en 1757, était aussi applicable dans l'été (1747) où justement l'exportation fut permise. Mais la véritable raison de la prohibition est été cachées; car comme nous l'avons déjà remarqué, l'état du change a justement été en faveur de la Pays. Il est aussi clair, que la base de la prohibition consistait dans une autre opération de finances, qui était d'un vrai relation avec le susdit voyage de Ducats courant qui eut lieu dans le même tems, et il est certain que cela a été l'intention des administrateurs de finances, de conserver à tous l'argent effectif, qui était encore disponible, dans la Banque ou dans d'autres endroits. Dans la retenue de la Banque hambourgeois peut aussi avoir contribué à ces mesures.

Quelles qu'aient été les raisons, il est constant, que l'on prohibant la banque de changer ses billets pour de l'argent, et en même tems d'en défendre l'exportation, on a (Brudt Staven over Banken). Néanmoins il est vrai dans l'ordonnance, que la

prohibition ne sera pas de longue durée, mais nous apprendrons plus tard, comment Ce court espace de tems a été changé pour jamais éternellement.

Les suites nuisibles, que cette ordonnance entraina, ne furent pas sentis de suite, et il est singulier, que le change alla de mieux en mieux, jusqu'à 1760, quoique dans l'intervalle de 1757 à 1760 on a augmenté la masse des billets. Zoega prétend, que l'argent fut pris à tout tems pour le Cours pour un barometre; mais même en accordant, l'exemple que Zoega mentionne de 1759 ne sert point de preuve. Le change était alors à 1 à un taux (Standpunkt), très remarquable dans l'histoire de la monnaie du Danemarck et dans les autres pays, et était évalué à 107, dont même la raison n'est pas éclaircie jusqu'à présent. Mais quand même cela ne fut pas été clair, il est dair, que le change déjà avant 1759, dans une série de 24 ans a été à 116 1/2 à 119, par conséquent au moins au dessus de Paris. Cela suffit pour faire voir suffisamment, que la balance du commerce n'a pu être contre nous, et cela d'autant moins,

qui à l'amélioration du cours
continua même après 1757, —
la Banque fut changée en
billets de banque lorsque l'argent papier, [illegible] et
n'étaient plus changés pour la
monnaie. Le manque de monnaie
courante se fit montré à [illegible]
différentes époques, mais
primitivement dans les années
quels produits divers et holtenus
étaient très recherchés. Ainsi
ainsi l'année 1793-1794 le courant
monta [illegible] à jusqu'à 116 p.c, quoique
les Hambourgeois mêmes au même
temps (comme raconte Büsch) a
fait monnayer 2 millions de B. —
courant. Nous avons également
vu souvent dans cette les espèces
monter à 4 à 5 p. cent avance. Mais
cela s'entend, qu'une hausse si
extraordinaire d'une seule espèce de
monnaie ne peut durer longtemps
dans nos pays, par cequelle
monnayage est libre, la [illegible]
établissement de fonderie et de
purification sont portés à un tel
degré de perfection, et enfin les [illegible]
relations et les transports sont [illegible]
si peu coûteux. Tout cela n'a pas
été sans motifs dans cette époque.
On lit le suivant dans le traité
de Büsch sur la banque de
Hambourg p. 136:
„Die ungeheure Menge Silber,
„welche die von Frederich dem
„Grossen neuen erschlossen, und

„ nachher am grozen wird von der
„ kleinsten Reichsständen Deutschlands
„ nachgeahmten Münzsorten des
„ elenden Geldes verbrauchten, ward
„ grözentheils über Hamburg
„ bezogen. Die Zahlung da[illegible] kom[illegible]
„ nicht wohl früher erfolgen, als bis
„ an diesen Klumpen Geld gemacht
„ war, und bis dahin ward durch
„ Hein- und Her-Trassieren bezahlt.

De Ceci on peut se faire une
idee de la grande difficulté, pour
le tems, qui alors rendoit difficile
un tiers ce remuage, j'indique
nous voyons maintenant, que
les barres d'or, que l'on envoit de
Londres le vendredi soir, se trouvent
le vendredi suivant ~~à~~ transformés
~~—~~ dans la monnaie d'Altona,
en Frederics d'or.

C'est sans doute un tems convenable
que je donne ~~ici~~ un petit aperçu
(qualités et cours)
de l'histoire de notre ancienne
monnaie courante. Le gros
courant ~~Louis~~ Louis, principalement
d'après le (Fed) Lubeckois 11 1/3
Rdr courant p. chaque Mk argent
fin étant toujours très recherché
à cause de sa sureté et payé au plus
du change. Cet argent d'anci

circulaient à Hambourg et à
Lubeck, sans aucune différence
à côté de la propre monnaie de ce
villes, quoique le courant hambourg
et lubekois étaient un peu moins
à cause de la grandeur ~~de~~
réelle de cette monnaie. Jusqu'à
1710 le courant monnoyé à 123/4
p. Ct, avait un cours à Hambourg
de 116 p. Ct par conséquent 7 p. Ct
au dessus de Spare. Depuis cette
époque (Frederic 4)
la se commença à s'avarier de ce
— (Fod) lubekois, et monnoya des
douzes schellings, au lieu de seize
schellings d'après un Fod de 13 1/3
Rd par Mk argent fin, par —
conséquent à environ ~~[illegible]~~ 144
p. Cent. Malgré cela cette monnaie
se trouvait à Hambourg au cours
de 131 1/2 par conséquent 13 1/2 p.
Cent diminuée par sa véritable
valeur intrinsèque. En attendant les
hambourgeois devraient beaucoup
de garder leur propre courant
d'après le pied (Fod) lubeckois, qui
déjà a été (remonté) par les Danois.
En conséquence les hambourgeois
établirent l'année 1726 une
banque courante à côté de leur
banque de Speries, et mirent tout
à leur monnaie courante,
monnoyée à 123 1/4 p. Cent, un
cours forcé de 116 p. Cent, par lequel

le hambourgeois gagnait par conséquent 7 p. C.t en impôt de (Schatzkat). Busch défend ce procédé et prétend, que c'était l'unique moyen, par lequel les hambourgeois pouvaient être sûrs de garder un [redacted] une monnaie courante sure (paalidelig). Frédéric 4 réduisit maintenant le seize schelings à quinze schelings déjà mentionnés, ce qui rendit la monnaie même un peu meilleure que la lubeckoise. Mais malgré cela le hambourgeois ne voulut pas laisser le roi jouer de pair à [redacted] à leur égard forcé de 116, fixé sur leur propre courant, en excluant les courant danois. Cette prohibition était d'autant plus offensante, que la monnaie hambourgeoise n'était pas en état de fournir autant de courant, qui était nécessaire à la circulation, et que les bourgeois se servaient (matteteyc) à cependant de monnaie danoise, qui pour cela était au cours de 118 p. C.t.

La manière d'agir des Hambourgeois dans cette affaire démontre à merveille à la fausseté de cette assertion avec Frédéric 4, qui continua jusqu'à l'établissement de la banque courante de Copenhague l'année 1736, à laquelle époque le courant de Hambourg fut [illegible] aboli. Notre courant monta comme auparavant à côté de celui de Hambourg, dont le cours était de 120 à 116 p/c ou en cours moyen de 22 ans 118 1/4 p. Ct.

Dans les 3 années célèbres de 1757, 1758 et 1759 notre courant était à 110 p/c à 107 p. Cent. Cet état d'élévation surnaturel de la monnaie courante doit en partie être attribué à la clôture de la banque de Hambourg, (que nous décrirons ensuite plus amplement) mais ce fut surtout à l'argent et monnaie qui haussèrent par suite de la diversion (Abfluss) de la monnaie qui fut [illegible] exercé au monnayage de mauvais monnaie. Pardessus on trouve la description dans sa Balance économique p. 247 de la manière suivante:

« on rappelle au contre ce que
« chacun sait, qui est, que
« l'envie des nations étrangères
« après notre monnaie d'argent,
« comme étant une des meilleures
« en Europe, un jeu de temps a
« été allumé pour Hamburg
« du sommes extraordinaires,
« pour être fondues et évaluées
« d'après le pied (Fod) allemand,
« ce qui a beaucoup contribué
« au manque d'argent."

et p. d'autres mss.

Cet auteur diligent ajoute dans une note:

« Une partie de l'argent
« était aussi envoyée aux
« familles aisées de Hanovre,
« qui avaient beaucoup d'argent
« pour l'édification de
« Copenhague."

Une autre circonstance très importante, qui chassa notre monnaie d'argent fut le nouveau (grand) monnoyage de Ducats convenu, qui eut lieu de 1757 à 1763. L'année 1757 en conformité de l'affiche du 2 Juillet on rappela tous les anciens Ducats comme réduisants, et d'après une résolution du 21 Juillet de la même année (modernes) un nouveau monnoyage d'après un petit fond (altérigando) d'environ 1 p. C.te (de contenu.) (lettere gehalt), a mis en

(Jacques de

circulation pour comme Jacques
Rigsdaler. Celle-ci se sont aussi
pas peu introduites à Hambourg
y ont été (Isaac Flavi)
se circulaient comme des pièces
de deux Rigsdaler à côté de la
monnaie d'argent courante.

Busch dit à ce sujet dans sa
traité sur la banque de Hambourg
p. 146.

„ Es ist nicht zu läugnen, daß
„ darin etwas erfolgte, was in dem
„ bisherigen Münzwesen nach den
„ Lübschen Fuß und den Geld=
„ Umsätzen in Hamburg, noch
„ nimmer Statt gehabt hatte. Noch
„ nie hatte eine feste Proportion
„ der Goldmünzen gegen die
„ silbernen gehalten, sondern ein
„ jede Goldmünze, in Anderheit
„ der Louisdor und Spanier Ducat
„ wurde, und und wird noch in den
„ Coursen gegen Banco zu solchen
„ Preisen gesetzt, wie sie die
„ Umstände der Handlung von
„ Zeit zur Zeit mit sich bringen und
„ entstehen machen. Dazu kam
„ das in der Ausmünzung dieser
„ Ducaten (Courant) von der im
„ Handel damals ungefähr
„ bestehende Proportion abgegangen.

La différence mentionnée ici
de la différence admis aujourd'hui
supposé entre l'or et l'argent
étant environ 2 3/4 p. Ct. dans
tous les états de Berne, où
il n'a l'on a, il est cette
monnaie d'or courante comme
très nuisible, et comme celle
qui a (portraits)
la monnaie d'argent. J'ai

longtems douté ; car je croyais que le numéraire des Ducats courants n'était pas d'aucune importance ; mais le fidel Busch [redacted] sous le rapport théorique et pratique par le trop souvent et avec succès sur l'influence de ces articles, m'a fait que j'ai examiné de plus attentivement. Je vois par les calculs ci-annexés réunis, que le numéraire des Ducats a été très considérable. 3,188,851 pièces Ducats — par conséquent 6 3/8 millions de Rigsdalers Courant — furent monnoyées dans l'intervalle de 1757 à 1762, dont les deux tiers dans les (deux) derniers années 1761 1762. Une somme si grande de numéraire d'or devait naturellement avoir de l'influence sur la circulation de la monnoie argent, et Busch était par conséquent autorisé de parler contre cela ; mais pour cela il n'est pas dit, que le gouvernement devait être blâmé pour ce Monnoyage, comme étant une chose, nuisible aux gens, au

contraire je le considère comme très sage, quelles puissances aient utilisé une conjoncture si avantageuse, principalement dans un tems, où l'armée espagnole se trouvait sur la frontière, et partie marchait contre les russes; car nous devons savoir, que pendant que l'argent hausse de 27 ℔ 12 ß à 32 ℔ 17 ß pr. Mark fin, par conséquent 18 pour Cent, l'or ne hausse que de 9 ℔ pr. cent. L'exemple suivant prouvera comment (l'or) le monnoyage a été très utile pour le Danemark à de certaines époques. Nous avons vu (p. 17) que la banque de Hambourg reçu l'année 1759 environ un million de rigsdalers courant. Quand on réduisait alors ce million en bco. de Hambourg d'après le change d'alors de 107 pCt, on obtenait alors en bco de Hambourg. 2,803,760 mark. On achetait alors pour cette somme d'or d'après le change de 6 ℔ 9 ß pr. Ducat, (con-

revait alors une somme de
427,238 Speciedaler Ducats. On
supposait alors monnoyer des
ducats courant d'après le nouveau
pied (Fod) de 75 pièces pour
un mark de poids de la teneur de
21 Karat; et on a alors obtenu
de la monnaie 535,000 pièces Ducats
courants ou 1,070,000 Rigsdaler,
par conséquent un restant
(Overskud) de 70,000 Rigsdaler.
Il aurait été encore plus
avantageux, si les administrateurs
des finances avaient fait une séparation
opération avec l'argent que
rapportait la norvège d'environ
27,000 mark de poids par an. Je
dois supposer [redacted] d'après Suhm,
qu'une telle chose ou de moins
quelque chose de semblable a
eu lieu; mais cet auteur célèbre,
pour cequi ne connaissait pas
bien [redacted] l'état des choses.

Nous avons déjà dit, que la
clôture de la banque de Hambourg
a aussi contribué à la hausse de l'argent.
Cette clôture est bien plus ancienne, mais
la raison en exposé celui: la
banque était alors, comme maintenant
une banque Giro, et comme elle
(dit Büsch) elle n'a pas besoin

de crédit. Mais la banque était alors fondé sur des écus d'espèces (Species Dalere), non pas comme maintenant sur des barres d'argent fin ; avec cela elle avait la permission de prêter encor de l'argent moyennant 2 p. Cte d'escompte. Pour chaque prêt, que la banque fesait ainsi pour des monnaies (étrangères) d'or et d'argent à A ou B, celle-ci en était créditée dans les livres de la banque pour une autre somme, pour laquelle on recevait les gages (pantorne) par Banco de Hamboürg. Quoique (dans les caves de la banque) l'on ne gardait pas (plusieurs) suffisamment de monnaie étrangère d'or et d'argent, xxxx, cette monnaie n'était cependant pas des espèces d'alere, qui représentait le (dans la banque) Banco de Hamboürg. S'il survenait maintenant quelque besoin dans la banque de cette monnaie espèces, et que celle-ci monta en cours, alors l'un (après l'autre) pour chercher ses (B^co de Hamboürg) espèces de la banque. Mais comme dans la banque il n'y avait pas autant d'ecus spaies, que celle-ci en avait crédité Ses (Folichavere) (mais peut être d'autres monnaies), le directeur devait demander (des) cautions, et on fermait les caves de la banque, ou pour mieux dire, on arrêtait le déliverement des monnaies, sans pour cela (rien) changer aux arrêtés

pour ces billets portés

dans le
(Fraskrivning et Tilskrivning) dans
les folios. Cette suspension du
délivrement des espèces
donne lieu, que celles ci hors (de) la
banque haussent encore plus haut
et avec elles ci avec l'argent, l'or,
ainsi que d'autres monnaies.

Busch explique toutes ces circonstances
très en détail dans plusieurs de ses
écrits, et prouve le mauvais procédé
à l'égard de la clôture de la banque,
mais malgré cela que Zoega
dit, dans le traité susmentionné, au
sujet de la banque de Hamburg
était sans, d'ailleurs mal exposé;
car la banque n'a jamais perdu son
crédit, aussitôt que l'on eut besoin
de ses secours de chaque morceau
d'argent, on payait 20 p. Ct. au dessus
du prix, par ce que l'on savait
comme Zoega s'exprimait
ce que l'on y avait. Büsch dit
précisément le du crédit
de la Banque dans ses " Zusätze zu
theoretischen practischen Darstellung
der Handlung " p. 30 - 69:

" Die Direction der Harburger
" Bank hat zwar Fehler gemacht,
" aber keinen solchen, welchen ihrem
" Credit schwächen konnte. Die
" Ueberredung, daß ihr Bankschatz,
" durch wechselweg Verwandlung ihrer
" Gelder gelitten hatte, stand so fest als
" jemals. "

aussi dans d'autres écrits. Cependant
traité cet objet, principalement dans
ses écrits compilés p. 142. Labaugue
a en attendant en l'année 1759 édité
les ~~—~~ prêts quelles ~~—~~ faites, introduite
ensuite beaucoup d'améliorations,
se trouve maintenant
(wrokkelig). Cependant nous
craignons, que nous sommes (trop) étendus
à cette banque, et nous (voulons) continuer
l'histoire de la banque de
Copenhague jusqu'à la mort
de Frédéric cinq.

Ce fut environ dans les années
1761 = 1763, que les finances ne
fait différents entreprises de la
banque, et on le voit clairement
par la formation des billets.

L'année 1755 la somme des billets
était ——— 2,904,000
en 1760 ——— 3,996,000
en 1761 ——— 5,184,000
en 1763 ——— 7,480,490

L'avantage des intérêts de la
banque augmenta en proportion,
et le (Usbytlet) ferait déjà
12 p. Cent, car le nette ~~—~~ revenu
pour l'année de la banque 1760,
fut 60,229 rigsdales, (par conséquent
60 Rigsdales pour chaque action
Ct dont la valeur primitive était
500 rigsdales — les actions hausèrent
à leur prix fut environ en cette
1250 rigsdales. Il y avait ~~—~~
maintenant ici assez de tentations
tant pour les intéressés ~~—~~ que pour
les non intéressés. Dans une

assemblée générale le 22 mars 1760
la députation fit la proposition suivante
" comme la république demande
" ~~[illegible]~~ constamment
" ~~[illegible]~~ la république à la banque de
" escompte, et que son fond actuelle-
" ment, on pourrait croire, n'est pas
" ~~[illegible]~~ suffisant, qu'on le doublerait,
" par faciliter la demande de
" chacun, — qui autrement
" aiderait beaucoup (à) la prospérité
" du commerce et d'autres établisse-
" ments, ainsi que la circulation
" de l'argent; en remarquant que la
" députation a résolu entre elle et
" trouvé nécessaire de proposer une
" augmentation du fond de la
" banque par avance (Tilskud)
" de plusieurs actions, tout de manière
" que les ~~[illegible]~~ anciens intéressés ne
" perdraient rien, mais continueraient
" à rester dans leur valeur actuelle,
" et qu'ils jouissent de
" (Udeling), dont ils ont joui
" anciennement (et) (droit de) commis remunéra-
" -rant cette proposition est l'utilité
" de la république en général, ~~[illegible]~~ principalement
" pour la commodité et avantage
" de chacun; on suppose alors sans
" d'autant plus (certain) que elle trouvera
" l'approbation de tous les intéressés;
" mais comme dans un pareil
" arrangement il y aura
" ~~[illegible]~~ plusieurs à parler et à
" consulter d'avance, il serait aussi

„ nécessaire dans ce cas, que les intéressés
„ nomment 2 à 3 d'entre eux,
„ qui puissent se réunir avec la
„ Direction, et règlent et fixent tout
„ ~~ce qui~~ afin d'être publié et
„ approuvé par tous les intéressés
„ dans (la prochaine) réunion générale.

Cette proposition fut adoptée par l'assemblée générale, qui se composait de 20 intéressés. Et peu après cela la direction était déjà (occupée ultérieurement) finit ses propositions et les exposèrent aux intéressés pour être approuvées dans une assemblée générale, tenue le 20 mars de la même année.

La proposition consistait:

1. „ indique une nouvelle souscription doit être faite à l'époque de la fête de S. M. Le roi, le 31 mars et continue jusqu'au 20 Juin:

2. qu'une vieille action doit s'évaluer à 1,000 Rigsdaler, et comme l'avance (Indskudet) pour une nouvelle action est fixée à 500 Rigsdaler, chacun des anciens intéressés obtiendra alors pour chaque ancienne action, deux nouvelles.

3. L'avance se fait entre époques.

4. On peut aussi souscrire pour des demi et quarts d'actions, et malgré cela avoir une voix, comme si on avait souscrit pour une portion entière:

5. qu'on doit permettre à la Direction suivant les circonstances de faire des suspensions sur des biens

immeubles, maisons et Jardins.

6) de pouvoir présenter devers moi une requête pour autoriser le Directeur (Burgermeister) d'institution publique ou tuteurs, et également de pouvoir souscrire pour de nouvelles actions.

7) De même pour la permission de sa Majesté, pour faire des billets de banque moins grands, à tous les fois que la direction le trouverait nécessaire. (en charge)

8. Que la direction aura soin de tout ce qui de plus sera nécessaire."

La susdite assemblée générale qui cependant cette fois ne comprenait de 34 intéressés approuva tout, ce que la direction a exposé; elle fut suivant, le 21 mars parut déjà une ordonnance royale, dont le contenu était conforme au renouvellement des décisions des susdits intéressés de la Banque.

Du écrivain de ces lignes (Santidge) ait supposé, qu'avec son augmentation on avait pour but de se procurer une influence durable par plusieurs voies. Voyez le magasin de Büsching 8 volume p. 261-270 d'où est extrait de cette augmentation.

„ Indessen kam es auf die, ob
„ die Vermehrung der Actien zum
„ Nachteil der ersten Interessenten
„ recht oder unrecht wäre, nicht
„ nicht an, nachdem von selbigen
„ in einer deshalb angestellten
„ Versammlung eine stimmung darin
„ war gewilligt worden, denn da
„ einen jeden freisteht, über sein
„ Eigenthum zu disponieren, so
„ war auch gedachten Interessenten
„ unbenommen, ihren Ueberschuz
„ zum Vortheil einer Dritten
„ herzugeben, oder mit ihm zu
„ theilen. Nun kommt dabei der
„ bekannte Kunstgriff in Erwägung,
„ da der, so die Macht in Händen
„ hat, durch Furcht und Hoffnung
„ die Stimmen einer solchen
„ Gesellschaft, wo zumal so viele
„ abwesend sind, und durch die
„ Anwesenden vertreten werden,
„ allemal nach seinem Willen zu
„ lenken weiz. Und gleich wie
„ dieser Kunstgriff in dem gegen-
„ = wärtigen Falle ebenfalls gebraucht
„ ward, und es an sich einerlei ist,
„ ob eine Sache mit Gewalt oder
„ mit List durchgesezt wird, so
„ steht die Hauptfrage, ob diese
„ Operation wirklich auf das wahre
„ Beste des Staats abgezielt, allemal
„ zur Verantwortung derer, die
„ damals das Häft in Händen hatten".

Je me puis me hâter de juger
en double but (Bibeurigte), et
je continue particulièrement l'histoire
de la Banque au sujet de ce
changement. Dans une assemblée
générale, qui s'tenait l'année
suivante, le 18 mars 1761, la
direction fit savoir aux intéressés
de la banque, que lors au septième
fait des progrès à divers
à toutes les manières, mais qu'à
la fin de la souscription on a eu
reçu une réponse de quelques
citoyens de la Norvège,
qui exigeaient de me
(ouverture) plus détaillée, et
en conséquence on décida que la
direction ne proposerait
aucun changement de cette
année. Le produit nette pour
cette année de banque 1760-1761
a été 94,685 Rigsdaler 3 ß 4 ß, dont
on distribue comme à banque
(Udbytte) 30 Rigsdaler par action,
ce qui fesait 94,637 Rigsdaler
1 ß 8 ß. Les nouveaux
souscripteurs jouissent également
en proportion de ce cette somme,
qui ont versé, et lorsque elle est
payée. La banque a aussi
maintenant sa propre monnaie.
Dans l'assemblée générale
de l'année suivante, 17 mars 1762,

on ne fit aucun changement dans le choix de la direction; cependant elle rapporta, que les negociations avec les souscripteurs norwégiens n'étaient point encore entièrement arrangées. Le produit net de cette année de banque fut 155,192 Rbd. et l'echange (udbytte) fixé à 30 Rbd. par action. Nous voyons par là ceci, que les actionnaires ont considérablement augmenté. L'année 1763 la banque se trouva dans le plus grand embarras, par suite de son grand emprunts aux finances. Les finances devaient à la banque 11 millions de Rigsdalers. La banque fut par consignant obligée d'emprunter à l'étranger sous une garantie royale, ou pour mieux dire, pour compte du Gouvernement. La direction exposa par aux interessés dans l'assemblée générale tenue le 16 mars 1763, sans cependant donner aucun détail sur cet emprunt; on devait seulement devenir autorisé pour agir à cet egard pour le mieux de la banque.

Le produit net de la banque pour l'année 1762-63 fut 178,043 Rdlr. et on en distribua 177,710, qui furent 30 Rbd. action. On s'était maintenant approché du nombre d'actions ou portions, que l'on avait fixé, c'est à dire 6000.

Le fond de capital de la banque a aussi été augmenté de 2 millions de, et l'année 1763 se composait de 2 1/2 millions. Cependant les anciens actionaires par le changement cité plus haut ont eu 8 doubles portions, le tout fait alors 6000 portions. fut.

L'année 1764 n'amena par un plus de changements à l'egard du choix de la direction. Le produit net de la banque pour l'année 1763–64 fut ~~arrêté~~ se montait à 180,478 Rbdr, et pour l'année suivante 180,143 Rbdr. L'échange (wechsel) fut fixé à 30 Rbdr par action et la vente fut placé (opslagt). On prétend que [illegible] dans le magasin de Bunching p. a. St. qu'on ajouta encore au capital 20,000 Rbl par an; mais je n'ai jamais rien trouvé à ce sujet.

Nous devons ici d'abord interrompre l'histoire de la banque, qui est continué dans la période suivante (1766–1744) et nous nous tournons maintenant du coté des finances.

Nous avons déjà mentionné p. 18, que la caisse de l'état a été en grand embarras, et que les hambourgeois furent obligés d'avancer un million de Reichsthaler. Cet embarras augmenta, et le manque

de monnaie courante était le plus
utile et le plus sensible. Pour y [illegible] —
remédier et aussi pour procurer aux
finances de nouvelles ressources, on
se servit l'année 1761 du moyen de
(très)
diversion, de monnoyer un grand
nombre de deux schellings, d'après
un pied (Fod) de 16 Rix dalers 89/3
par Mk fin, ou environ 176/9
p Ct, par conséquent 52 p Ct
plus mal que le courant ordinaire.
Nous avons vû par
l'aperçu [illegible] historique de notre
monnaie courante donné plus
haut, quelle valeur élevé on a
donné à cette monnaie, et que
cela a été la [illegible] bonne qualité
de la monnaie, qui a participé à
contribué au soutien du cours
des billets. — Mais de mettre
maintenant en circulation [illegible]
de grandes [illegible] sommes (monnaie) d'argent
monnoyé 52 p. Ct plus mauvais,
que le courant comme généralement
devait naturellement faire
perdre à la monnaie toute la
confiance. Les villes anséatiques,
avec lesquelles nous étions le plus
lié p[illegible] sous le rapport d'argent,
découvrirent bientôt ce que l'on
avait entrepris, et le secret
se perdit. Cette opération était
d'autant plus [illegible] impardonnable,
qu'elle n'était dans aucun cas, ou

on avait du ~~[illegible]~~ avoir le plus de précautions avec le crédit public. L'année suivante, 1762, on revint encore à un pareil moyen de désespoir; la banque a obtenu la permission de distribuer du billets de cinq Rigsdalers environ au même taux, et a renouvelé la prohibition de l'exportation de la monnaie, dont la violation doit être punie de [illegible] par travaux forcés. Après avoir ainsi travaillé au finances, monnaie et banque, on fut cependant obligé de se servir d'un troisième moyen, c'est à dire, de couvrir les besoins du finances par [illegible] des impots, et lorsque ceux-ci ne suffisaient pas, de [illegible] (compléter) alors [illegible] ce qui manquait par des empruents. Cela se fit aussi; l'impot extra, du montant environ d'un million environ de [illegible] rigsdalers par an, fut ordonné. On fit un emprunt de douze millions Gylden de la maison de commerce Boas, et Clifton & comp. à Amsterdam. On força la banque aux act. — argent, lequel pour son emprunt aux finances avait été mis dans le plus grand embarras; on se servit aussi des billets voyant, dont on avait vendu une partie, et la dette à la banque fut alors diminuée à environ 4 million de Rigsdalers. En attendant la dette du pays

avait considérablement augmenté les impôts, hausses et baissent — changeant. Il est difficile, en naviguant de sources fidèles, de fixer exactement, combien de millions ont été dépensés dans les entreprises (déjà mentionnées), et il est aussi difficile de dire avec — précision, combien de millions, les susdits armements, pendant les années 1757–1762 ont pris de plus que les sommes réglementées pour les armées. En attendant je crois cependant, qu'on peut en — approcher. Dans le magasin de Rätzching 14e Tas on trouve les tableaux généraux de toutes les revenus (y compris les droits du Sund) pour l'année 1769, dont le montant était de 6,072,270 Rdlr. On a pris pour vrai ces grands tableaux détaillés, avant je me suis assuré en comparant à d'autres notes authentiques. Mais nous avons à déduire des revenus mentionnés le montant des impôts qui étaient ordonnés (ids Krone) depuis la mort de Frédéric cinq. — 1766–1769, et qui se montaient à environ 272,000 Rdlr. Les revenus se montaient donc —

en 1765, à 5,800,000 Rdr. Mais cette somme ne peut pas être pour tout le règne de Frédéric Cinq, car l'impôt de l'eau de vie fut introduit en 1757, et l'impôt extraordinaire 1763, le premier remontait suivant Gebhardi, à environ 300,000 Rdr, le second à [illegible] 1/2 million de Rigsdaler.

Le revenu de l'Etat devait par conséquent se calculer ainsi:

11 ans,	1747 — 1757,	4 1/2 mill.	49,500,000 Rigsdaler
5 —	1758 — 1762,	4 4/5 —	24,000,000 —
3 —	1763 — 1765,	4 4/5 —	17,400,000 —

Donc en 19 ans, en tout — 90,900,000 Rd. courant

Pour ce qui est des dépenses, elles étaient, suivant le budget, fait en 1770, pour les états civil et militaire — évalué en tout à 2 millions. mais quoique l'on ajoute foi à cette somme si forte pour tout l'espace de tems du règne de Frédéric Cinq, nous n'y retrancherons cependant rien.

On peut donc supposer les dépenses ainsi:

Etat de la cour et civil	2,000,000 Rd. courant
Les dépenses des deux états militaires remontaient d'après des notes	2,700,000 — —
par an	4,700,000 Rd. Cour.

Les revenus surpasserent donc
les dépenses d'environ ——

1,600,000 Rixdales

On y ajoute l'augmentation de la
Dette depuis le tems de Chretien six —— 17,500,000 —— —

total 19,100,000 Rixdales

C'est donc cette somme, que l'on
peut supposer être dépensée
dans les expeditions extraordinaires,
ainsi qu'établissemens couteux &
autres entreprises. Mais la
somme a été encore plus forte;
car il vrai que je n'ai pas vu
mentionné comme entrée de la
dette, que Chretien 6 a laissé,
ni plus les frais, auxquels
la dette successivement a été
augmenté jusqu'à 1765, les-
quelles toutes d'après une évalua-
tion approximative peuvent
être estimés pour le règne
de Frédéric cinq à 5 p. mill.
de rixdales; mais je n'ai pas
ni plus mentionné les grands
revenus, qu'a eu la caisse
particulière, parmi lesquels on
peut compter les subsides français,
650,000 Rdr, depuis le traité de
1745; mais ni plus sur les

Domaine rendu, ~~ou~~ ni
burgrevenus. Quoiqu'il ne
soit à l'égard des subsides, qu'aussi
ait duré jusqu'à la mort de
Frederic Roy; cependant on
peut presque croire, que cela
a été le cas; car parmi les
(Actives) de la caisse de l'état,
qui sont mentionnés dans les
extraits pour 1769, on trouve,
que la France doit pour Subsides
896,885 Rdr. La caisse particulière
a encore eu d'autres revenus,
dépendant beaucoup d'effets.
Le roi ~~pensait~~ avait part dans la banque
dans la compagnie d'Asie, &c.
Nous voyons par le calcul fait
sur les revenus de la caisse
particulière en 1769:

A Echange (Agiotte) de la compagnie
asiatique —— 45,771 Rdr

B Du trésorier
Schimmelman pour
les 82 actions de banque qui
lui furent vendues à 316 R. 25,912 — "

De plus ce qui ~~vient~~ ~~—~~ doit être
mentionné ~~lie~~, nous pouvons croire avec
raison, que les dépenses extra-
ordinaires se montent à
beaucoup plus que les 19,100,000 Rdr.
mentionnés.

Nous avons donc appris par
tout l'apperçu, que les impôts

dans le Trésor depuis de Frédéric
cinq ans été augmenté annuellement
environ un million et demi par
an ; que les rentes de la dette
de l'état ont augmenté à un
million vingt deux mille par an ; que
le pays jouit de tous les avantages
mentionnés et que la tendance
du peuple pour la parure et le
luxe, de plus en plus a été dépendante
de sa monnaie, et que la banque
a placé une somme considérable
de billets sans fond en circulation.
Lorsque nous considérons tout
cela, on est tenté de demander
quelles ressources on possédait alors
le pays pour faire face à ces
dépenses ? D'où a-t-on pris
l'argent nécessaire, que fut devenu
à l'étranger ? et finalement
comment put maintenir un bon
cours sur des billets non fondés
de 1757 à 1766 Le cours moyen
pour ces 10 années fut 12 ½
et à la fin de la période il était
à 12 1/8 pour conséquent quelque
pour cent de moins que pair.
La réponse de ces questions
est un des objets les plus importants
dans la présente recherche. Si
nous jettons un coup d'oeil en
arrière, nous voyons alors,

que jusqu'à l'année 1759 tout
a été heureux et bien, sans de
nouveaux impôts, sans emprunts,
et le papier monnaie en circulation
aurait pu atous tems être
changé pour de la monnaie
sonnante. Déjà alors le commerce
avait une meilleure direction, il
a été augmenté ainsi que la
navigation, il ne se bornait pas
seulement aux propres productions
du pays mais, il unissait à celui
aussi les productions des
Indes orientales et occidentales.
Le pavillon danois flottait
tranquillement dans tous les ports.
L'agriculture commença aussi
à s'améliorer, la main d'œuvre
fesait de grands progrès, ainsi que
différents établissements de
fabriques. Tout cela réuni
a beaucoup contribué au pays des
ressources non peu considérables.
Nous chercherons à l'prouver,
et malgré que nous n'ayons pas
toutes sources nécessaires pour nous
entièrement au fait de la balance
du commerce, par des chiffres, le
quartier d'importation
par mesure, le poids, on peut néanmoins
par notre déclaration faite ici de la
une certaine résultat. A cette
occasion je dois observer que l'on
a toujours tenu caché l'importation

et l'exportation — Déjà Suhm
secrets — plaint[illegible] dans un écrit
compilé T. 6 p. 447 où il dit:
« Les livres de la douane appartien-
nent aux secrets de l'état. »

Philocosmus (Martfeld) dans l'écrit
à Philodamus (conseiller intime Goldb.
p. 150–151, parle aussi de cet objet de la
manière suivante:

« sans ce calcul aucun état
« commerçant ne peut être considéré
« comme un état agissant avec —
« prudence; mais plutôt, dans le
« cas le plus important, qui est la
(Velford) et le salut, sureté
« et bonheur, comme des enfants qui
« jouent une espèce de colin —
« maillard. Mais mettons qu'un
« tel calcul fut fait, quelle utilité
« serait-il, s'il ne s'en servait pas?
« Si l'on considère de pareils calculs
« comme dangereux pour l'état,
« s'ils étaient connus, on aurait alors
« la bonté de dire, quel tort ils
« ont fait [illegible] Hollande &
« France, en Angleterre et en Irlande,
« où ils sont journellement, et
« dans les derniers états sont —
« imprimés journellement. »

Qui ne verra que Martfeld a raison
quand il dit, que c'est de
(Velford) et de salut, lorsqu'
cache ces calculs, et bien des malheur

rait peut être empêché, si de pareils calculs, qui ont fait des rapports, avec l'argent, et le cours, eussent été publiés. Rien n'est incompréhensible, que j'aie pu dernières années n'ait voulu faire de pareils objets secrets. Cette franc-maçonnerie ne fait naître des opinions mal fondées, des craintes et (tranquillité) bien d'autres, ont peut être aussi de l'égoïsme; car quel mal peut il résulter, si de pareils tableaux sont publiés? Est-ce que cela peut faire tort à quelque branche d'administration? Cela peut être désagréable à ces contrebandistes et leurs complaisants. Cependant dans ceci nous avons raison de nous réjouir de l'attention que notre Roi (Son) fait à ces affaires; car de pareilles opinions (erreurs) ne trouve chez lui aucun accueil, et si je ne me trompe pas, ce fut déjà en 1817 qu'il pardonna la publication de tels tableaux à l'égard de l'importation et l'exportation.

J'étais maintenant en compte avec les articles d'importation dans ces années. Je tenais les notes de ces calculs faits par Monteapridans ne semblent les plus [illegible] raisonnables. Il évalue le restant de grain du Danemark [illegible] à Slesvig (par le Holstein) à —

846,000 Tonnes, qui la plus part sont exportés pour la Norwège. Toute la valeur de ces grains ainsi que les 8,000 Ohms d'eau de vie pour exportation, feraient 900,000 Rd. courant. Mais il nous semble, que les prix que Pontoppidan a donné sont trop bas. Il compte le seigle à 10 ℔ la tonne, l'orge, le malt et le gruau à 9 ℔, et l'avoine à 4 ℔, tout pour ces trois espèces de grains 23 ℔ la tonne. Voyez maintenant la taxe (Kapitelstaxen) pour la 20 année (1744–1766) nous trouvons alors, que le prix moyen pour le seigle a été 13 ℔ 9 ß 3, l'orge 10 ℔ 1/5 ß 3, l'avoine 6 ℔ 4 3/5 ß 3 tout 29 ℔ 13 4/5, par conséquent 6 ℔ 13 4/5 de plus que l'évaluation de Pontoppidan; mais le prix de marché ne fesait même la taxe de Kapitel; je vois par exemple par le Handelsbuch pour 1758, que le seigle était à 24 ℔, l'orge à 18 ℔ et l'avoine à 10 ℔ — la tonne, par conséquent tout 52 ℔, tandis que la taxe de Kapitel pour la même année ne fesait que 38 ℔ 8 ß 3. Pontoppidan compte aussi trop pour d'autres articles d'exportations. Il calcule l'eau de vie à 22 ℔ par anker, tandis que le prix était à 43 ℔; du beurre 20 Rd. la tonne, mais il était à 30 R. du lard à 16 Rdr, il était à 24 Rd.

Après les grains nous nommerons le bétail, l'article d'exportation (alors) le plus important pour le Danemark. Le calcul en est aussi trop bas.

Il évalue 32,000 boufs à 14 Rd. pièce
6,000 chevaux 40 —
10,000 cochons 10 ß —

Mais même l'exportation, sans considérer le prix, fut plus grande. Pontoppidan dit lui même, que l'année 1746 on a embarqué de seulement de Hjerting ou l'Arde pour la Hollande 10,178 boufs. Le montant de toutes les exportations de bétail fut évaluées par Pontoppidan à 3/4 de million de Rbdr. courant, et l'exportation de marchandises grasses, parmi lesquelles seulement 4000 Tonnes de beurre à 3/4 de million Rdlr. La valeur de tous les articles d'exportation malgré les bas prix qui ont été adoptés, fait cependant 2 1/2 mill. de Rbdr courant. Mais comme l'exportation des Holstein et de Oldenbourg ne sont point comprises dans l'évaluation, et cette exportation ayant été très considérable par rapport aux relations de commerce des duchés aux les trois villes anséatiques Brême, Hambourg et Lubeck, n'ont pas bien en considération deda, et par suite des prix trop bas de Pontoppidan, évaluer tous les montants de l'exportation des Danemark, Slesvig, Holstein et Oldenbourg à 1/3 de plus, donc

avoit environ 3/4 million de Rdlr.
Martfeld évalue l'exportation de grain
seulement à environ 350,000 tonn
mais comme en attendant il évalue
le montant de l'argent bien plus
haut que Pontoppidan, nous
ne nous arrêterons pas à [redacted]
plus longtems ici, ayant plutôt
l'occasion de parler de l'ouvrage de
Martfeld sur le commerce de
grain du Danemark.

Parlons maintenant des autres
productions de la Norwège, et les articles
d'exportation que le pays avoit alors.
De l'argent Sölot, on a gagné de
1747 à 1766, par conséquent pendant
20 ans, 6,372,192 Rdlr courant, ce
environ 318,000 Rdlr, par an. —
L'exportation de Cuivre fut environ
3 à 4000 Skld par an, ce qui valu
d'environ 1/4 million de Rdlr. Cette
des années, où l'exportation a été bien
plus grande; on trouve la donnée
pour l'année 1763: 509,338 Rdlr.
——— 1764: 444,918 —
On a exporté du fer environ 30,000 Rdlr
par an, outre le fer de fonte. La
valeur en était porté d'après des
tableaux très exacts à 430,000 Rdlr
par an. Le montant de ces 3 articles
que n'ont éprouvé aucun change-
ment [redacted] remarquable
depuis 1760, se montait à environ
un million de Rixdalles, par an.

Le commerce de bois de la Norwège
ainsi que l'exportation des produits
est donné bien différemment; cependant
je trouve, que les résultats, que j'ai
— obtenus de 5 différents résultats

s'accorde à fixer avec le calcul le plus exact de Brem. Au plus bas, le montant de l'exportation peut s'évaluer à ——— 2½ millions Rdlr par an tout pour le bois, la poix, quelques pelleteries autres articles. Sonto[pp]idan évalue tout l'exportation à 3 millions de Rdlr courant. Suhm donne plusieurs extraits des livres de douane, d'après lesquels la valeur de l'exportation fut dans les ans 1764-1765, environ 1,550,000 Rdlr par an; cependant n'y comprend pas ni l'argent, ni ni. Mais Suhm fait lui même l'observation, que par suite du commerce de (Smighandel), comme le droit d'exportation a été entièrement bas, fort, on doit supposer la somme bien plus forte. Quelque peu de foi qu'on puisse ajouter aux livres de douane de ce tems là. On voit par ces livres, que toute les exportations l'année 1768 se montaient à:

pour le Danemark — 666,521 Rdlr.
— Slesvig — 487,851 —
— le Holstein — 198,443 —

il est dit que Kallundborg n'a pas exporté que pour 1190 Rdlr, quoique Sonto[pp]idan a des notes que ces sources les plus sures, que de cette ville on a exporté de très grandes portées de grain. D'après ces notes absolument il a été exporté de Corsör, de Kjöge, d'Ege, Copenhague n'a exporté en 1768 que pour 317,680 Rdlr

× Tel ——— regardez seulement les exemples suivants sur le ———

Il est dit que Dalberg qui a
une connoissance considérable de ce
que cette ville a été son bénéfice
pour 100,000 Rdrs par an, en un
mot, entreprend une absurdité
après l'autre, et cela ne s'entreprend
qu'à une étendue sans fin, s'en
voulant parcourir tout cela
minutieusement. Brand dit
dans son traité très
(genialske) sur un Douanier
Danois:
„Je suis loin de regarder les
„douanes comme les vrais
„thermomètres de l'état, puis qu'il
„me semble évident, que même
„ceux qui fournissaient des
„extraits, ne communiquent
„que peu de renseignemens
„fort peu véritable utilité. Il
„ne nous apprennent pas
„que c'est que l'importation
„l'exportation, mais seule-
„ment elles sont déclarées
„les douanes, et ne peuvent être
„que les deux choses sont par
„l'occasion d'éviter le péage des
„états si divers."

Il s'entend, qu'en copiant seule-
ment les listes sans des preuves exactes, et
sans parcourir critique deux objets, de ces belles listes de douanes
ne sont que de peu d'utilité et ne
conduisent par au but. Entreprendre
très rarement une telle recherche
critique; on copie, sans y penser.

N°. 2 - Suite de Comm. de la navig.n de Danemark. p.r Wathandom de la P. 52 de Norgiàl à la page 116 -

BIBLIOTHÈQUE SUISSE GENEVOISE

Combien de pareils capteurs ne supposent pas par exemple, que le montant de la vente des marchandises chargées de 20 p. Cent et la somme qui s'envoie à l'étranger. Et cependant dans la réalité il s'agit d'être d'être ainsi. Nous expliquerons cette énigme qui pour beaucoup de monde est encore un mystère. Afin que l'inspection de douane puisse veiller exactement à ce que les marchandises mises en vente ne soient point vendues plus bas qu'environ le prix de la facture, il lui est permis d'offrir (at vare Medbydende), et elle se fait ainsi acheter en tels cas un ou autre numéro. Lorsque cela a lieu, on paye alors au propriétaire le prix de la vente, après déduction de 30 %. Le propriétaire est ainsi obligé de hausser ses marchandises bien plus haut que le prix d'achat, s'il veut être dédommagé. J'indiquerai cela par des chiffres : Une pièce de

marchandise coûte par exemp
en prix d'achat 18 ℔, et ses
à la vente publique de la douane
21 ℔, le propriétaire perd donc
5 ℔; car de ces 21 ℔ la douane per
les 30 p/Cte ordonnés, qui font 6 ℔
et par conséquent le propriétaire
ne reçoit que 14 ℔ 11 ß pour une
marchandise, qui lui coûte 1
Veut-on éviter la perte, il faut
alors porter le prix de la vente à
25 ℔ 13 ß, par conséquent à 7 ℔
13 ß plus que cela ne coûte.

Le droit de 25 ℔ 13 ß pay
conséquent un droit 4 3/4 Ct au lieu
des 30 % ordonnés. On pourrait
bien citer plusieurs autres exem

Après avoir fait cette remar
épisodique, nous fixerons maint
nant nos regards sur l'exporta
de la Norwège. Elle nous semble
avoir été dans ces temps à 3 1/2 m
Rbdr

Bram la donne comme suit:

1) Production de montagne 1,050,00
2) Exportation de bois — 1,200,00
3) dito — de poisson — 1,200,00
4) de toutes sortes d'autres
marchandises — 550,00

autant 4,000,00

que nous réduisons à 3 mil. d

Nous quittons maintena
le commerce norwegien, que n
pourrons plus tard décrire plus

amplement, et nous nous tournerons maintenant du côté du commerce des Indes orientales. De 1746 à 1766 la compagnie a envoyé 62 navires avec une Cargaison de la valeur de 13,256,000 Rbdr. Les cargaisons rapportés par ces navires se montaient, d'après le prix de vente publique, à 26,479,253 rigsdaler, dont 5,076,800 Rbdr restèrent dans le pays. Le reste, 21 3/5 millions, était exportait, outre les grandes sommes, aux-quelles s'est monté les oridinaires marchandises de (Föreings-Gods), et qu'on peut évaluer au plus bas à 50,000 Rbdr pour chaque cargaison. L'exportation fut donc dans ces tems (comme Pantoppidan aussi la porte) 1,150,000 Rbdr par an. Outre les grands avantages, que le pays avait maintenant sur les chargemens rapportés, ce que nous développerons plutard dans la période de l'Amérique du Nord, il avait aussi celui que rapporte l'usage d'un Quantum de marchandises de la valeur de 1,150,000 Rbdr,

ainsi que pour droits, argent aux
frayeurs, emballage, provision,
courtage, assurance, loyer de
magasin, (La Kronprinz
ouvrage &c. &c. (qui en tout ensemble
pour Kiel et le reste du transport
peut s'évaluer au moins à
10 p. C.

Le commerce des Indes occidentales
a beaucoup augmenté dans
l'espace de tems actuel. On
manque il est vrai des calculs
étendus; en attendant par le
mémoire du Gouvernement. v. Pröck
de l'année 1767, que la valeur de
la production de l'île St. Croix
l'année 1755 ne s'est monté qu'à
200,000 Rigsdaler. Elle a successivement augmenté, et de
évalue la production pour l'année
1766 dans toutes les îles occidentales
à 2 mill. 4 p. de Rigsdaler. L'an
1754 le nombre des navires sortis
pour l'Europe fut seulement 3
et l'année 1766 déjà 38. L'année
1754 n'existaient que 8 moulins
à vent, en 1766 — 63. La prem
année la récolte des sucres ne
que de 1910 Fade, tandis que dans
11 fois de plus, c'est ainsi que ce

misérable de — comme l'appelle Olaffsen — a — augmenté en production. Le commerce d'Islande a occupé 30 navires et la valeur des marchandises exportées se montait à ¾ million de Rbdr. La navigation du Groenland, ainsi que pour celle des Féroë a aussi occupé une partie de navires, et l'exportation est évaluée à 125,000 Rbd. La navigation a également augmenté; on voit par les listes des magistrats à Copenh. que l'année 1743 la ville comptait 197 chefs de corporations, en 1766 le nombre — augmenté à 315. Mais il nous semblera encore plus remarquable au sujet de l'état de la navigation — lorsque nous comparons le nombre des navires et tonnage de l'année 1767 avec l'état — actuel, nous voyons que l'année.

1767	le Danemark avait	818	Navires, jaugeant	24,379	Last
1828	———	1416	———	29,611	—
1767	Copenhague	"	———	11,843	—
1824	———	———	———	15,415	—
1767	Altona	———	———	4,239	—
1824	———	———	———	5,562	—

Il est très probable que quelques (dans les mêss)
erreurs ont existé dans ces jours; —
cependant il me semble, que
celles que l'on trouve dans Suhm, sont
les plus fidèles. Martfeld dit,
il est vrai dans son écrit sur le
commerce de grains p. 50.
„ Quelques uns tirent cependant (nombre de)
une conséquence de ~~11~~ 6 nos
navires à l'avantage de notre
commerce, et de là à nos certains
avantages dans le Commerce,
mais une telle résultat est celui
d'un marchand et non pas
Celui d'un état. Un état
peut avec aussi peut de fondement
calculer son avantage dans le
commerce en proportion de la
quantité de navires, que
peut s'approprier la balance
générale dans le commerce,
D'après que le nombre de lettres
de commerce dans leurs propres
bureaux de poste ou dans ceux
d'autres états.

Il nous est incompréhensible
comment une tête si éclairée, qui
déjà alors avait la meilleure
opinion du commerce, pouvait
paraître avec des comparaisons si
absurdes. Martfeld ajoute à
ces observations que tout dépend

de la manière dont les navires sont employés, ~~(~~ (Hvorledes" Skibene benyttes"), mais ce hvorledes peut s'appliquer à tout autre objet quelconque. On voit par exemple plusieurs centaines de milliers de tonnes de terrain de nouveau labourées, et l'on voit de là l'avec justice l'augmentation et développement de la culture, mais on ne s'informe encore avec un „Hvorledes" et on demande comment le pays est cultivé. On dit alors, que tant de centaines de milliers de tonnes de grains s'exportent du pays, et conclue de là l'augmentation du commerce; mais il y a ici encore un „Comment" (Hvorledes) s'il demande: ~~quelle est~~ comment est la qualité de ces marchandises? de ~~cet~~ telle sorte d'une, et ~~cet~~ telle pour l'autre; mais de cette manière on peut déraisonner tout, et envisager ~~tout~~ la chose ~~de tous~~ du côté obscur. En attendant que l'on remarque les débats du parlement d'angleterre et que l'on écoute les premiers hommes d'Etat, Liverpool, Canning, Huskisson &c. concluent de la navigation le florissement du commerce,

quel'on lise les débats du changement de l'acte de navigation, on apprendra que les deux parties fondent leur prétention et preuves que sur le nombre de navires, ainsi que le tonnage, et en vérité ! de telles preuves, fondées sur l'expérience des connaissances pratiques, ne sont pas faites à dissiper ou anéantir par des comparaisons absurdes. Mais Martfeld s'est laissé entraîner par un ardeur patriotique (ce qui souvent est le cas) et pour faire valoir sa prétention, a pris tout des côtés obscurs ; Mais le comité de commerce dans son noble zèle est à beaucoup d'autres patriotes. Dans ces toutes les époques sont légales ; nous entendons ainsi les plaintes (ainsi entendues) contre sur le manque d'affaires, la diminution du bien être, et des choses. Mais à la fin de cette recherche nous apprendrons jusqu'à quel point s'étend le fondement de ces plaintes, et le bien être des pays a diminué.

Cependant pour revenir à

X malgré ses excellentes idées et connaissances

52

tout dernier recherches, autrefois du regne de Frederik cinq, nous devons repeter en peu de mots, ce que nous avons dit sur le commerce du pays à cette époque. Nous avons vû

1) que l'exportation du Danemark et du Holstein de grains, le détail ainsi que m. ses graines se montoit à — 3¼ million

2) L'exportation de la Norvège de métaux, poisson, bois et autres articles à — 3½ —

3) Le commerce des Indes orientales, occidentales, du groenland donne un surplus au plus bas — ¾ —

Rbd — 7½ —

Comme le Danemark a pris de la Norvège en echange marchandises me partie de grains et marchandises grasses, qui y ont été portés par les Danois, nous l'evaluerons ensemble à 1½ million, et nous gardons p. conséquent ainsi 6 millions de Rigsdalers courant. Ce fut donc cette somme, que d'autres pays nous enlevèrent, soit marquerons, lettres de change, ou produits, dont nous avions besoin. Maintenant pour ce qui est du commerce de

fret d'decommission nous ne
voulons point le porter en
évaluation, quoiqu'il ait été
important, mais nous le comple-
rons dans les 6 millions de ces
objets. Outre cela il y avait d'autres
pays qui devaient faire des remises
pour les droits du Sund, qui-
dans le tems s'montait à
environ 1/2 million de Rigsdales
courant. Mais ici il y a encore
un objet, que je n'porte pas en
évaluation, mais je veux dire,
ce qu'il faut pour approvisionner
5 à 6000 navires avec provisions
et autres nécessités, pendant le
séjour à Elsneur — ce que les
capitaines ont encore à
payer en commission (provision)
d'expédition, ainsi que l'equipage
du navire, qu'on peut bien
évaluer à 40,000 hommes, &c. —
Evaluons tout cela en bloc à 30 Rbds par
navire, cela fait cependant un
montant de quelques tonneaux
d'or. Après les droits du Sund
nous avons à compter les Sables
mentionnés plus haut, qui se
montaient à 650,000 Rbds (beaucoup)
an. La monnaie a aussi ga-

dans cette période. En réunissant toutes ces sommes, nous obtenons un total de 7,100,000 de Rigsdales. Une somme si considérable de 18 millions de marks Banco par an était plus que suffisante pour couvrir les payemens du pays à l'étranger, aussi et pour établir un cours favorable, surtout comme par suite de leurs dépenses extraord. les finances en ce moment leurs ont fait des emprunts à l'étranger, dont 2 millions de Rigsdales furent pris à Hambourg et 6 millions à Amsterdam, Nous avons déjà remarqué que le commerce produisions, commissions et profits a beaucoup rapporté dans pendant la guerre de 7 ans. Afin de protéger le pavillon danois, ordonné convoi aux navires marchands moyennant un droit à la caisse de l'Etat, (v. les rescrits du 14 de 21 Juillet 1759) on favorisait aussi beaucoup les prises à l'étranger, pour l'avantage du pays. Cela se voit aisément par les rescrits du 7 mai, 23 Juillet et 23 Septembre 1757, dans lesquels il est dit:

„ quelles navires et cargaisons
„ (obragte) doivent se vendre.
„ Les prises doivent se vendre sans
„ la sentence préalable, et seulement
„ montrer leur (Kommission) lettre
„ de pirate."

Toutes ces circonstances ainsi que les précédentes ont aussi contribué, à ce que l'état du change fut très avantageux, à quoique la banque arrêtait le rabaissement (Lösung) de ses billets, quoique les expéditions guerrières ont pris une grande partie d'argent, nous vîmes cependant le cours dans les 4 années de 1757 à 1760 de ce tems à un état point très — avantageux, celui de 114 p.c — environ 10 p.c. Cte aussi de pari, mais même dans les années 1762 1763 à 1765, malgré les expéditions considérables, — malgré la création des billets (la masse des billets fut pendant toutes ces années environ 7 p.c à 7 3/4 millions) et malgré la baisse du fond de la monnaie sur les de douze schellings, le cours ne baissa pas beaucoup au dessous de pari, il variait de 131 à 125, et à la fin de 1765 il retourna

cures à 121 ½ %. Tellement
l'influence avantageuse [redacted]
qu'ont eu (le commerce) les circonstances
mentionnées sur [redacted] cet objet.

Mais les opérations de la
bourse ont aussi puissamment
contribué pour cela. C'était
dans le temps (1761) que l'habile
Scheinmelman (depuis ministre d'Etat)
arriva en Danemark. Il devint conseiller
dans les affaires financières, on
lui confia l'exécution de différentes
opérations de finances, et plus
tard on lui confia l'emploi
(maître) de trésorier. Il contribua par
ses opérations de Bourse (de change)
et d'emprunts, dans quoi il fut
aidé par ses talents mercantils
et son séjour à Hambourg, à
[redacted] le cours, et à sauver les
finances d'embarras (soutenir)
(öieblikkelige). Les moyens,
tels que les emprunts étrangers,
l'impôt extra, l'emprunt sur
les billets de banque — hypothéqués
la vente des domaines royaux,
on été employés par lui même
pour les opérations de bourse
et de cours, qui exerçait pour
les finances. Il fut heureux,
si son génie fut le malheur
du pays; car l'augmentation

de l'influence, et ce rendu
indispensable, il devoit
(ce
(egeur a adig)), qui l'entraina
à des entreprises surtout avec la
banque, d'où provient tout le
malheur et confusion à l'égard
de la monnaie qui
suivit depuis lors. C'est sous
un pareil de semblables opérations, que
(sous les différentes périodes
l'on a continué tantôt) avec plus de
succès, tantôt avec moins, et quelque
fois sans aucun succès durant, -
depuis l'établissement des comptes
de banque en l'année 1776. Nous
voyons que semblables opérations
s'exécutent aussi maintenant
avec beaucoup de modération,
précaution et sagesse par les directeurs
de la banque nationale, dont
l'excellent spécial a donné à
un homme, qui réunit des connois
sances mercantiles à beaucoup
d'autres connaissances, appartenant
à ce métier. J'ai exposé dans la
vie du conseiller de Cour Meyer
p. 70 ce que j'entendais par ces
opérations. Ces opérations réussissent
toujours, si elles sont concordantes
avec les (Amsterdinger) de
finances et que celles-ci soient

jouit cachée à la banque.
L'empreinte de Schimmelmann
en 1763, lorsque les billets étaient
en si grand nombre, le pays sans
monnaie, et la banque ~~[illegible]~~
~~[illegible]~~ en danger de s'arrêter, fut
une entreprise prompte et très
heureuse; car sans une somme
considérable de monnaie sonnante
le pays n'aurait pas été sauvé.
On doit d'autant plus admirer
cette démarche prompte, que
l'empreinte fut justement connue
dans un tems, où on pouvait ~~[illegible]~~
moins l'attendre. Car cela eut
lieu dans la fameuse crise de
commerce 1763. L'empreinte
en billets, qui l'on fit dans le pays
même, suivant le rescrit du 14
septembre 1762, fut aussi très
bon, seulement il est à plaindre,
que les raisons mentionnées dans
le rescrit sont (mis le vende)
et injustes. Il y est dit:
„ Pour le mieux du pays, ainsi
„ que pour voir l'abolition (~~[illegible]~~)
„ de ~~[illegible]~~ negoce et
„ Agio non permis ~~[illegible]~~ qui se fait
„ avec les billets de banque, qui
„ consiste en ce que plusieurs —

" personnes mal-intentionnées ne
" veulent point le Réservoir de change
" sans une avance de quelques p. Ce
" quoique le roi veuille que personne
" n'y perde d'aucune manière

C'est n'est vraiment pas de
cette manière que nous ferons
le public revenir de son opinion
qu'il a une fois conçue. En
attendant le maître trésorier a
cependant toujours montré
lui même, la bonne volonté au
laquelle il disparaît de la
monnaie; il est dit dans le
rescrit du 24 Juin 1764.

" que personne, dont la famille n'
" pas si grande, que les impots
" extra de la même sorte par mois
" un Rigsdaler a au de jus, ne doit
" payer cet impot avec des billets
" de banque, mais doit payer son
" le montant en monnaie —
" sonnante."

Ce ordre fut ensuite reporté,
puis que l'on trouvait de la difficulté
à l'exécuter.

Nous quittons ainsi la
(position) marche du commerce, ainsi
que l'histoire de la monnaie sous
le regne de Frédéric cinq, qui

cessa par la mort de son fils dans le premier mois de 1766. Le pays était chargé de dettes de plus de 20 millions de Rigsdalers courant, avec des arrangements previous, qu'il devait entretenir, avec un grand état militaire et civil, avec une liste (Pensionist Liste), à l'egard de laquelle dite très justement: Chez nous le chagrin d'une maison et famille est de suite ailleurs de l'état et surtout des dépenses trop en grand en proportion des forces de l'état. Le peuple était surchargé de 10 millions de Rigsdalers argent effectif (6¼ C. Dalers) d'impôts, le pays manquait une grande partie des monnaie, le commerce était entièrement retranché, qu'on avait défendu l'entrée de 150 articles de minéralogie de plantes et animaux; on était tourmenté par des maladies de bétail, des prix de grains élevés et des lois de (Konelove) nuisibles, et enfin surchargé d'une grande quantité de billets de banque irréalisables. C'est dans cet état que Chrétien sept reçus

le gouvernement dans un âge tro
jeune, et peu accoutumé aux
affaires de l'Etat. Ce Prince delui se
trouvait, il est vrai, des ministr
sages, sensés, instruits et avec expé
-rience; mais les circonstances et les
evenemens entraînèrent des
bouleversemens et changemens, q
malheureusement eurent une fin
fatale.

Nous essayerons maintenant
de parcourir cette période depuis l'an
automne de Christian 7 jusqu'au
commencement de la guerre de l'Am
-rique du Nord. Je dois sans la difficul
car les arrêts étaient rendus de
même que la cour, mené d'un
des esprit de parti, et on a beaucou
de difficulté d'arriver à la vérité.
Par conséquent quel'on m'excuse,
que pour ce qui concerne cet espace
de tems, je m'en écarte peut être
un peu de ce qui strictement
appartient à cette recherche. Si
on veut se laisser entraîner par les
le grand nombre de plaintes exagérées
et de descriptions obscures sur la
situation misérable du pays, sur
la misère et pauvreté du peuple,
que l'on avait de ce tems nous

ont donné, on doit bien s'étonner
que le peuple, sans ~~des~~
entreprises violentes, peut ainsi
secouer le joug et les charges,
éloigner le mal et tracer le chemin
pour l'éclaircissement et le
bien être. Mais on doit encore
plus aux hommes qui alors
se trouvait à la tête du gouver-
nement, qui ~~sauvaient~~ par des
conseils sages, par des ordonnances
favorables, ~~à~~ savaient réveiller
le peuple, l'éclairer et lui montrer
le chemin de son véritable
bonheur. Dans cette période
nous vîmes des hommes, distingués
par des ~~vues~~ connaissances, sagesse,
réflexion et activité. Les ordon-
nances parlent en faveur des
intentions de ces hommes, et
les progrès faits sont des preuves
de l'atteinte de leurs efforts.
Que l'on réfléchisse à ce que
l'on avait à combattre, des
privilèges, (l'ordonnance) des
habitudes enracinées, ~~vieux~~ préjugés
&c. Par conséquent il ne peut
nous étonner, si par ci par là on
découvre des difficultés à entreprendre
un ou autre changement.

Nous ne devons donc pas supposer que seulement l'intérêt à ~~entretenir~~ guidé ces hommes; car si j'parle avant ~~dire~~ faire voir du dégoût à renoncer à des droits, obtenus par des charges et faits, je demande alors: est-ce que de nos jours on est si porté et si complaisant, sans égard au rang, à de abandonner de tels privilèges? — Quel'on affiche dans ce cas le protocole de la police, et que l'on voie, comment la justice est journellement tournée pour protéger des merciers, (chôk) et ouvriers; Chacun défend ses (Laugs = donner). Ici ~~un~~ un ouvrier diligent, qui s'occupe de menuiserie et charpenterie, dans ses heures de récréations, est amusé par un (menuisiers) charpentiers. D'honnêtes femmes qui ont appris à faire des habits d'après mesure ou broder, sont amusées par les chefs des tailleurs, marchands de soie et drap. On n'ose pas aller dans une voiture de paysan à travers une ville marchande, sans s'exposer à être arrêté à la barrière par des voituriers. Il serait trop long, si nous continuons au remorque — en un mot

tout et des privelèges, ou
comme nous l'appellons mains=
-tenant droits, personne ne
renonce à ~~un~~ du droit, jamais même
celui du tutoiement. — Aulieu
que nous avons vu des hommes
d'alors de leur propre volonté
renoncer à des droits au grand
avantage du tout. Que n'avons
pas fait ~~Frederic~~ Thot,
Moltke, Bernstorff, pour les
sciences, les arts, l'anéantation
de (Landvæsnet) et
pour répandre la doctrine de
l'économie d'Etat? Quel'on
ase sujet Cequele feu Frederic
Luthen dit dans ses
pensées économiques tom. 7 p. 76.

« C'est à moi à montrer, ce
« que d'autres dans ces 30 année
« ont fait, l'honneur appartient
« uniquement à dieu, et à
« moi rien que des remercimens
« sans fin, que je fais à ~~M~~
« son Excellence M: le comte
« Moltke, comme celui, qui le
« premier dans honora ces feuilles
« de sa (bruce) pattention, sans laquelle
« elles auraient fléché dans leur
« naissance et n'auraient
« jamais devenues vertes. Son
« ~~M~~ amour pour la verité qui

(Bar saamegt
over med disse Blade), c'est
à Me que nous sommes —

redevables pour la liberté, quelle obtinrent dans la presse, dont on n'avait jamais entendu. —

, et qui maintenant a eu tant de beaux fruits &.

Si on veut se faire une idée de l'esprit, qui regnait alors, qui l'anima parmi autres ordonnances celle de 15 avril 1768 — concernant la commission de campagne, qui sous le ministère Goldberg par ordonnance de 1773 fut comme rappelée, jusqu'à ce le comte Molteke s'occupa — sérieusement de ces objets en 1781, et depuis fut entièrement organisée sous le gouvernement de notre regent actuel. Ou ne doit pas nous laisser entrainer par des écrivains — libidineux, souvent ignorans, principalement lorsqu'il s'agit d'économie d'état, de Commerce et de Monnaies. Car pour anéantir toutes les déclamations mal fondées sur l'état misérable du pays, dans quoi Suhm aussi s'est distingué, je n'ai que suivantes présenter les preuves très importantes. On a affaire pour les extraits totaux du système d'impôt de 1769 présentés au Conseil

l'année 1771, parce que celle
ci pour le Danemark n'est
sont monté qu'à 62,949 Rd-
et pour les duchés 89,693 Rdlr.
Nous croyons que cette circonstance prouve
complétement, que l'état du pays
n'était pas au plus mauvais.
En attendant je ne m'augurais
pas de mentionner faire dans cet aperçu
des grandes
erreurs qui effectivement eurent
lieu, et je m'arrêterais principa-
-lement aux bouleversemens
que Schimmelmann fit avec
la banque. Des écrivains qui
en 1770-74 principalement
nous ont donné des éclaircissemens
sur notre commerce, furent
Martfeld et Lubeck; cependant
les observations du premier sur
la réponse du conseiller d'état
Guldberg (Philocosmus tit
Philodamus) n'est pas entièrement
sans passion (Lidenskab), car
Martfeld ne pouvait pas oublier,
qu'il fut congédié. (En attendant)
cet écrit
contient beaucoup de remarques
et propositions sur presque
toutes branches d'administration,
sur les divisions de la campagne
(Landvæsenet), navigation et
commerce. L'auteur paraît

à l'effet de ses remarques avec un nouveau plan de commerce, que ne contient pas moins de 90 points. J'en citerais les principaux, auxquels j'ajouterais les explications et observations étendues.

1. Des esprits (vingt sols de) dans les collèges d'économie, commerce & chambre.

2 Secrétaires, chargés de pouvoirs & devant être choisis parmis les étudiants surtout instruits dans la politique.

3 Liberté parfaite pour les commerçans, ainsi que des assesseurs honoraires pour le collège de commerce et d'économie.

5,6,7. L'abolition des distilleries d'eau de vie à la campagne et fixation de tems pour la distilation ainsi qu'une taxe générale de tous les pays de spa et bierre.

8,9,12 Continuation des arrangemens commencés pour l'amélioration de la campagne et de l'agriculture et l'abolition des privilèges de (Stalsforing) et sur l'amélioration de la bergerie.

10. L'abolition du monopole de tabac.

13 Des lois pour la conservation (et entretien) des premiers produits du pays et pour la sureté du credit tant commun et hors du pays.

15,16,17. concernant la pêche à la baleine et pêche ainsi que les mines

en Norwège.

18 Indication des nourriture principale pour certains endroits

19, 20, 21. Monopole de la qualité que soient donnés à toutes nos villes marchandes et des divisions [redacted] trop compliquées dans de certaines classes, et de certains articles de corporation pour les dites [redacted] Norwège.

22. Timbrement des marchandises comme mesure de police importante pour chaque métier.

23 Voir la construction de navires comme une fabrique dans l'état.

25 Recevoir des artistes étrangers à bras ouverts.

26 Répandre les arts au moyen des écoles (Rialskolen)

28 Patentes de 20 ans pour de nouvelles invention.

29 Maintien de tous monopoles bien organisés contre tous les offenseurs.

30 respecter les droits de propriétés des particuliers

31 bien organiser le commerce intérieur.

32 D'encourager des avantages réciproques au commerce des royaumes et capitales.

33 De transformer les ordonnances imbécilles de commerce du 4 Août 1742 en un plan complet.

34. Commerce de fret libre, malgré l'ordonnance du 28 Janvier 1682.

35 Le fondement principal du Commerce étranger doit être de veiller l'ordre et le fleurissement des (Nœringer) du pays.

36 Le commerce des Colonie le plus possible lié avec la capitale.

37 Commerce libre en Irlande.

38. 39. Commerce de compagnie ne doit point agir contre le commerce ordinaire, et laisser le tout à la compagnie générale de commerce.

41 La part des nobles dans le commerce doit se considérer dangereux.

42 La part d'un monarque dans le commerce doit se considérer comme

3. des avantages gagnés au particulier contre l'état et la caisse de l'état, quoique la caisse particulière de royale profite du même commerce.

44. De donner des lois pour la navigation, d'après la nature du Commerce.

45 Les canaux pour le commerce dans les pays étrangers doivent être pris dans les savans politiques nationaux ou commerciaux étudiés.

46 La [illegible] justice de commerce et diminuer de dissentions de commerce doivent se faire promptement.

51 47) Le demi-tolot (Matros pesning) d'après les lois hollandaises et non pas d'après les anglaises.

49, 50, 51, 52, 53, concerne le mauvais procédé de la banque.

54 Le timbrement des métaux fins, doivent avoir la forme d'après leur usage dans le commerce, et le [redacted] monnoyage doit dans l'endroit du pays, qui — procure aussi de la circulation dans l'état.

55. La baisse des rentes à 4 p. Cts

56 un nouveau tarif de droits convenable à l'espagne.

57 Les droits des colonies et des compagnies doivent se considérer dans le même rapport avec leur propre [redacted] avantages de commerce, comme le droit, que l'on impose au commerce dans le pays, en proportion du Commerce du pays.

58, faire un nouveau tarif de consommation.

59 (at large) La consommation sur la dernière sorte des marchandises.

66 Liberté dans les impots pour ma[redacted] un état de liberté (Fristaat) trop grand en comparaison des autres états du pays, diminuer peu à peu, pour aider à la diminution des dépenses de l'état.

67 (Ostages) de nouvelle terre, donner 20 ans [illegible] d'exemption de droit.

68 Abolir l'impôt de famille, impôt de Kop.

69 Impots et charges extraordinaires doivent se prendre aussi longtems que possible, avec augmentation des articles qui dans la consommation peuvent supporter des impots; après cela de l'impot de grain, comme une espece de consommation.

70. Plan des revenus pour l'encouragement de l'industrie (Nürnberg)

72 Des recompenses de la Caisse royale aux employés distingués dans l'état, en proportion de l'importance de l'emploi, la difficulté et l'honneur de l'homme dans la monarchie: afin que l'employé puisse devenir un pere de famille époux et un homme honoré dans le rang, et sans crainte de mourir dans la vieillesse, affamé, endetté, méprisé et abandonné partout le monde.

73 Lorsque les fonctionnaires ne peuvent payer une partie des revenus bourgeois pour des dépenses imprévues.

74 et 75. Des calculs exacts doivent être tenus de ce que les marchandises qui entrent et qui sortent.

52

78. Protection de et tout secours possible pour les efforts de la société royale de Landshusholdning.

79 L'emploi de nos chandiers du pays doit être trouvé au degré, que ni la mode appauvrisse ni la pauvreté ou manque de (inutile) dessince rende la diligence et industrie des bourgeois ou le bien être de quelqu'un.

82 De favoriser autant que possible l'avoissement politique de la population.

83 Un empêchement sérieux et actif de la transition impolitique d'un état à l'autre.

85 bonne police.

86 L'education de la jeunesse doit être arrangée politiquement et importante dans chaque état du royaume

samt for hver Henseende med Stadens, og Universitetets, Academiers og offentlige Skolers Foranstaltninger indrettede til — Pinarke af offentlige ikke blot private Henseender Befordring.

87 La justice juridique.
88 La politique doit donner au tout
la meilleure et la plus haute for-
90 Finalement le véritable
honneur politique, la propre
attention de monarque aux
actions des bourgeois, faites pour
l'avantage et celui de l'état,
devenu la récompense de ceux
que la méritent, et le dernier
mouvement d'activité de
chaque homme dans l'état,
comme dans la monarchie.
Voici l'extrait de tout le plan,
qui se trouve dans le susdit
ouvrage p. 367–429. Mathieu
a publié un autre écrit sur le
commerce de grains de
Danemarck, un phénomène
extraordinaire dans ces jours.
Dans cet écrit l'auteur montre
plus de clarté, maturité, et
surtout de la clarté dans l'expo-
qu'on manque dans celui
déjà mentionné. Il attribue à
Colbert (Kornlovven) des 1735
l'influence la plus nuisible dans
chaque branche
d'administration; il prouve,
que le Danemark dans ce temps
ne pouvait se nourrir, par consé-
quent il était tout à fait

absurde, de forcer la Norwège
inférieure à prendre son grain
exclusivement du Danemark;
il prouve, que seulement de là
vient le mauvais traitement
du grain d'avoir, parceque
le cultivateur, est toujours
certain d'avoir du débit en
Norwège; il parle de cet
objet très undétaillé et
conseille de tenir le paysan
obligé à fournir du grain au
au poids, que le grain devait
seuler et se vendre, avant
de devenir A que cela doit être
—, de la marchandise de
laquelle on puisse disposer,
— il prouve que cette loi de
grain produit des besoins,
ou la cherté des prix élevés et
disproportionnés sur les terres
et grains, que cette loi —
empêche la culture de grains
précieux, tels que froment,
seigle &c, et favorise le
(Land= og Torprang)
ruine détruit les petites villes marchandes,
arrête la multiplication
de la population, et nuit
aux finances. Ensuite il

parcourue avec beaucoup de
(Sagkundskab) le tarif
du droits de 1672, 1683, 1686, 1691,
1732, 1735, recommande la
baisse ~~déduction~~ du droit élevé sur le
café et le vin. Il prouve avec
beaucoup de fondement, pour qu'
tout l'interêt du pays ne doit
pas être sacrifier pour les proprié-
-taires de terrains, qui ont
acheté leur biens à des prix trop
hauts ou n'y gagnent pas.
Ce qui est encore remarquable
dans cet écrit c'est la
circonstance suivante. L'écrit
est imprimé en 1774 et paraît
qu'en 1785, immédiatement
après que notre roi actuel a
commencé à prendre part au
gouvernement du pays. Il
faut supposer, que l'on a
empêché l'auteur de faire
publier le livre (ce que l'on a appris
aussi par le 5e vol. de recueil
paru de l'histoire du Danemark
par Holberg). C'est d'autant
plus remarquable, lorsque l'on
lit Philodanus (Lafontaine) la
réponse (de Gulberg) à Mastfeld
1771, dans laquelle [illegible] on
parle du mérite du dernier
comme de la manière suivante

« Parmi les peu de bons ouvrages,
« qui ont paru dans ce printems
« de liberté d'~~xxx~~ crire, je n'en
« ai lu aucun, que j'estime
« plus que Philocosmus (Martfeld)
« reflexions. Si le cher public
« a ~~les~~ daigné donner
« quelque confiance à mes
« recherches, je me considererais
« heureux, si mon temoignage
« pouvait aider a exciter le
« respect pour cet ouvrage,
« qui mérite à un degré
« élevé. Qu'on ne peut considérer
« mes louanges comme partielles
« car cet homme est à
« écrite." (est contre moi que)

J'ai deja cité Liebeker. Cet auteur a ~~envisagé~~ traité la chose, au sujet des prix de grains élevés, du même côté que Martfeld, mais semble aussi beaucoup du grand tort, que la distillation d'eau de vie entraine dans le pays, par ~~sa~~ suite de la grande ~~xxxxxxxxxxx~~ destruction de grain. Il dit alors qu'il (600,000 T.) employait 5 millions pour l'eau de vie. Liebeker donne en outre plusieurs

de motifs, pour les prix de grains élevés, parmi autres le manque de fumier, par suite de la perte de l'étable ; il recommande principalement la culture de la pomme de terre, à laquelle on ne s'attachait pas dans ce tems là. Entant que cela concerne toutes les propositions faites par Marfeld pour des changemens, je dois renvoyer tout le monde au grand nombre de bonnes ordonnances, par lesquelles presque tous les changemens proposés (heureux) ont été introduits, depuis que notre Regent actuel a commencé à présider aux gouvernement du pays. Nous voulons, entant que cela concerne la campagne, citer les ordonnances du 8 Juin 1787 et 20 Juin 1788, ainsi que à l'egard du commerce l'ord.ce du 6 Juin 1788, et le tarif du 1er Janvier 1797. Considerons toute cela d'une manière impartielle et nous supposer à l'époque de 40 ans passé. Dirigeons ensuite notre attention sur l'angleterre avec toute sa grandeur colossale, voyez comme depuis les dernières

10 année on a commencé
avec une grande quantité de
mauvaises lois de commerce
& politique — voyez comme
des hommes comme Liverpool,
Canning, Goderich et Huskisson
son eurent à combattre
pour leurs lois de commerce
raisonnables, même contre
les hommes les plus éclairés
et vrais patriotes, voyez ce
qu'un Peel a dû supporter,
pour faire passer sa proposition
concernant la banque, et
pour imposer à la même
de retirer d'échanger les billets
pour de la monnaie sonnante.
Supposons, qu'encore —
aujourd'hui on manque
un protocole de gages prétendus
nous serions alors obligés
d'avouer, que même chez
les plus parfaits il y a
des imperfections.

Après avoir exposé ces
observations, nous nous achemi-
-nons pour continuer notre
recherche, à parler surtout
de la banque et de la monnaie.
La description en sera

triste par à cause des conséquences
nuisibles, que cela a eu dans tout
le tems écoulé depuis lors. Il faut
savoir, que l'état dans toute
cette période, à l'exception de
l'expedition d'Alger, qui a dû
coûter 2 millions, comme aussi
l'ouvrage durci l'année 1766–
1769 a aussi pris une portion
d'argent, n'a eu autrement
aucune dépense extraordinaire.
Les revenus de l'état se montaient
à 6,200,000 Rbd et les dépenses à
5,400,000 Rbs. courant, il y
avait donc par an un surplus
de 800,000 Rbs. que l'on
employait à la dette qui aussi
a été diminuée d'environ 4 mil.
de Rbs. courant. Quant aux
(ces dépenses
revenus) de l'état, on a différentes
notes spéciales, qui sont aussi
intéressantes qu'importantes.
C'est seulement par un hasard
(en notes)
que elles sont arrivées à la
connaissance publique —
je le citerais. Parmi les personnes
qui après la chute de Strucense
ont été éloignées, il y avait le
distingué historien comte

Ulrik de Holstein, qui l'année 1771 devint président des magistrats de Copenhague. Il avait été bailli à Tondern, et on a de lui une description statistique de ce bailliage, un chef d'œuvre dans son genre. On le trouve dans „Urkunden und Materialen, 2 vol." Le comte Holstein fut aussi employé aux finances, comme le fameux Général Gehler, qui fut également exilé. Ces hommes, mais surtout le comte Holstein, a conservé ou sauvé tous les papiers, appartenant au métier, dans lequel on l'avait employé, et ces documens importants se trouvent copiés dans le Magasin de Busching 8e, 14e, 17 vol., ainsi que dans Urkunden und Materialen. On a aussi un écrit paru l'année 1795: „Authentische „actenstücke als Beiträge „zur Statistik der dänischen

„Staten in den letzten 70 Jahren,
„aus den Papieren eines ehemaligen
„Statsmannes am Hofe dieses —
„nordischen Reichs." Mais quoi-
=que ~~[illegible]~~ leur ci contienne
différents bons éclaircissemens,
il est cependant bon d'être aussi
fidels, quelles sources citées plus
haut; je les ai comparé très
minutieusement. Environ ces
pièces sont accompagnées de
beaucoup de personalités, qui
déjà par la leur enlevent une
partie de leur ~~[illegible]~~ exactitude.
Veut on avoir quelque renseig=
=nement sur la banque et finance
d'alors, il faut alors non
seulement citer et copier, ce
qui malheureusement se fait
si souvent, mais il faut
parcourir très exactement chaque
objet, comparer, corriger et conclure.
J'ai employé toute mon attention
à cet espace de tems important,
je me suis procuré beaucoup
de renseignemens, et ~~[illegible]~~ donné
toute la peine possible pour
arriver à un résultat. —
Ici dit: Au commencement
de l'année 1761 le montant de la
dette de l'état était était —
20,232,905 Rix dalers Courant.

Dans cette dette est compris l'emprunt hollandais déjà mentionné de 1763–1764, ainsi que la dette à la Banque ; cependant on peut voir par les différentes (Oppositions), que dans l'intervalle de 1764–1770 a été encore payé une partie de l'emprunt hollandais. Mais il existe une obscurité sur la dette originaire à la Banque et le payement — l'année 1763, qui est difficile à éclaircir.

On voit par les actes portés dans le magasin de Büsching, que la dette à la Banque en 1763 a été de 11 millions, et que par suite de cela on a été obligé de faire ledit emprunt chez Boas, et Sifton. Ceux-ci ont payé une grande partie de la dette à la Banque, de manière qu'il ne restait plus que 4 millions. Il faut maintenant se souvenir, que l'argent que la caisse de l'état a emprunté de la Banque dans les années 1762–1763, est la seule et la plus grande partie de

billets. Outre l'emprunt aux finances, la banque a aussi prêté à des particuliers, pour elle a également donné des billets. En réunissant maintenant les deux sommes, les billets délivrés par la banque dans cet intervalle ont dû se monter à environ 14 millions ; mais autant que l'on connaît la masse des billets par les livres de la banque il y avait à peine la moitié de la somme portée. Ce qui suit l'éclaircira :

1761 le montant des billets délivrés était	5,184,000
1762	6,804,000
1763	7,180,400
1764	7,713,600
1765	7,904,000
1766	7,308,200

Si l'on admet maintenant, que la banque pouvait aussi avoir prêté son capital Conto, ainsi que l'argent qui se trouve sur les Foli, dont de grandes sommes se composaient de monnaie courante, il faut alors déduire de l'autre côté la somme, que la banque aux différentes époques avait pr. Cassa, par conséquent non donné. Le Capital Conto a été de 2,500,000 à 2,750,000 Rigsdaler, & les sommes

68 en folio étaient :

en 1761	331,300
1762	500,270
1763	1,093,730
1764	293,620
1765	246,830
1766	229,540

Mais toutes ces sommes ne font aucun résultat ne répondent pas à la question, d'où la banque a-t-elle prêté les grandes sommes, que les finances ont reçue. — Nous voyons par compte de prêts de la banque, que :

1761 le montant des billets délivrés était	2,998,375
1762	4,763,123
1763	4,748,948
1764	5,413,698
1765	3,170,414
1766	3,942,534

comme maintenant les finances, même après que les grands payements aient eu lieu dans les années 1763-1764, devaient à la banque 44 millions (général) sur le compte d'emprunts de la banque (pas) même se trouve une si grande somme, il semble

alors évident, que les commissaires de la banque eut dû faire tenir un compte secret, sur lequel tout était porté tout ce qui concernait les finances, et qui n'arrivait pas à la connaissance générale; car on ne peut l'expliquer d'une autre manière.

Continuons l'histoire de la banque. Le maître trésorier a conclu une convention avec la banque, lui a promis de payer les 4 millions de rig, dalers courant jusqu'à l'année 1772, moyennant que la banque s'obligeât de ne plus faire de plus grands emprunts aux particuliers que de 3 millions. Par cette dénomination raisonnable il semble, comme si l'état d'une manière indirecte voulait mettre des bornes au délivrement de billets, mais la manière dont se faisait le payement (celoverde) anéantissait son premier but, supposant qu'il ait été ainsi. Déjà l'année 1767 les commissaires de la banque dans une assemblée générale, tenue le 11 mai, ont fait connaître aux intéressés le but de la —

dirention du trésor, de faire
un payement important.
Le maître trésorier fit donc
la proposition suivante. Au lieu
d'argent les finances voulaient
distribuer pour 2,400,000 Rdls.
d'obligations de route, qui
devaient se partager entre
6000 actionaires, savoir 400 Rdl.
par action. Mais non seulement
ces 2,400,000 Rdl devaient
se déduire (afskrives) de la
dette, mais les intéressés devaient
en même temps, céder 4/5 de
leur action au trésor, pour
cette somme qu'il leur
revenait. Les commissaires,
qui déjà le 10 février en
avait fait paraître quelque
chose à la presse, louèrent
cette proposition dans l'assemblée,
comme dans l'assemblée générale
de 10 je dis dix intéressés, fut
accepté et décidé. Ni le comte
Moltke ni le Baron Rhott,
qui étaient (forts) partisans de
la langue, étaient présents à
cette réunion générale et à la
suivante.

Il est dit dans le 8 vol. p. 265
du magasin de Büsching

„ Die Interessenten welche aus dieser
„ Operation das, was nachher erfolget
„ ist, ohngefähr vorher vermuthen
„ konnten, und die gänzliche Aufhebung
„ der Bank schon damals besorgten,
„ sperrten sich gegen gedachtes Projet
„ und zeigten, das es zum offenbaren
„ Nachtheil des Königs gereichte,
„ und da ein jeder liebe Bank, als
„ der Steuerdirection für 4/5 ihren Actien
„ fidieren würde, häufige Aufkündi-
„ gungen zu besorgen wären, —
„ offerierte sich auch, die Bezahlung
„ der Schuld des Königs one dessen
„ Willen niemal zu fordern. —
„ Allein alle diese Vorstellungen halfen
„ nichts. Boron von Schimmelman
„ drang durch, 6000 Obligationen,
„ jede zu 400 Rd, wurden ausge-
„ fertiget, und auf diese Weise
„ 2,400,000 an die Bank bezahlt,
„ welche dagegen auf so hoch sich
„ gegen die Interessenten endigte,
„ oder um besser zu sagen, ihnen
„ 4/5 von jeder Actie abkaufte,
„ den König aber gleichsam in den
„ Kauf treten lies, ihres Orts hin-
„ gegen denselben, wegen dessen,
„ so Er ihr schuldig war, auf
„ so hoch abschrieb. "

Dans les actes authentiques cités plus haut on raconte l'injustement, que dans cette opération on a seulement déduit 400,000 Rbd: On voit que cela n'est pas ainsi par ce qui se trouvera dans la seule N:o 29 de la balance faite le 24 Janvier 1771 par la commission de trésor et supérieure des effets et dettes de l'état:

„Poussieurs d'obligations, qui „ont eu déduction dans leurs „ations . . . . . 1,138,000 Rigs:

Ce fut cette somme, que l'on devait encore sur les obligations, données en 1767 aux — intéressés de banque déjà mentionnés des montant de 2,400,000 Rbd: une partie de ces obligations arrivèrent aussi à la caisse particulière; car on voit par déclaration de 1771, que depuis un ordre royal on a rendu à la caisse de l'état en obligations un montant de 985,891 Rbd: les intéressés de la banque ont donc reçu en leur dette 2,400,000 Rbd: et les fonds ne restèrent encore dans la banque environ 1½ million. L'année 1768 on fait une semblable réunion Générale, comme l'année —

précédente, et on décida, que les intéressés devaient maintenant changer leur actions primitives, sur lesquelles était 400 Rbd, et en recevoir à la place une nouvelle de 100 Rbd.

Le profit net de la banque pour l'année 1767–1768 a été 90,075 Rixdaler.

pour 1768–1769 —— 90,120 —
— 1769–1770 —— 96,343 —
— 1770–1771 —— 96,491 —
— 1771–1772 —— 98,521 —

Le change (de bytte) fut fixé les deux premières années à 15 Rd, dans les 3 dernières à 16 Rbd. Une action de 100 Rbd était alors au prix 312 à 320 Rbd. L'octroi de la banque avait expiré l'année 1776. Il est ce qui était maintenant plus naturel que d'avoir attendu jusqu'à ce l'octroi fut expiré, et alors, de le renouveler du pays le demandait, avoir ouvertement refusé le renouvellement, ou le changer de manière dont les circonstances l'exigeaient. Personne ne pouvait avec raison se plaindre d'un tel procédé; mais le maître trésorier ne voulait pas se donner de autant de tems, par même les 3 ans, jusqu'à la fin de l'Octroi. Au commen-

Comme de l'année 1773 on fit le changement suivant avec la banque. Les intéressés cédèrent toute la banque au roi, moyennant 5 p. Cct. pour chacune des obligations de 350 Rdlr. Ce qui faisait une somme de 2,100,000 Rbdr. Ordonnance même par rescrit du 5 février 1773 qui tous les curateurs, libres de toute (Tibreas), devaient consentir à ce changement. Lors du changement de la banque fut payé la caisse de l'état adonc outre ces 2,100,000 de Rbdr nommés, distribués de l'année 1767, encore 2,100,000 Rdlr. en obligations, ce qui fait en tout 4 p. millions. Comme la caisse de l'état devait maintenant à la banque 4 millions, ce changement monta par conséquent que p. millions, et pour cette somme les financiers prirent possession de tous les capitaux de la banque, hypothèques &c. qui se montaient à 3 3/4 - 4 millions de Rigsdaler. Les billets ne rentrèrent pas et déjà le 1er Dec. 1773 la masse des billets était environ 9 millions de rigsdaler courant, donc seulement 3 millions de moins que notre

circulation actuelle. Au reste je n'ai pas pu le trouver — ce que d'autre. Cependant prétendu, — que ce change= =ment a été lû et fait conclu dans une assemblée générale des intéressés de la banque.

Dans Eggers » Memoires sur les finances d'autriche » 2 vol. p. 65—67 on lit un aperçu historique de la (ville) banque courante de 1736 à 1774, qui demande différentes corrections. On doit croire par l'exposé chronologique de l'auteur, que le gouvernement prenait dans les affaires de la banque était une conséquence immédiate et inévitable des nombreux emprunts aux finances en 1762. Eggers dit:

» Die Regierung glaubt sich verpflichtet, der Bank durch » Zwangsgesetze beizustehen, die » Zettel der privat Bank würden » fur Landes Münze erklärt, die » jedermann anzunehmen schuldig » seyn sollte. »

Mais ce

× (Indblanding) par des lois forcées eut lieu déjà le 6 Octobre 1757, dans mesures, entre autres prêts faits par la banque se montaient à plus de 2,186,000 Rdlr, et les billets distribués ne se montaient pas plus qu'à environ 3 millions, ce qui n'eut pas beaucoup après 20 ans de travail pour l'augmentation des productions, le développement de l'industrie, et [redacted] l'extension du commerce. Il n'y donc pas eu aucun abus, comme Eggers dit dans un autre endroit. Les intéressés ne s'écartaient pas des principes et bases primitives de la banque, et jusqu'au 6 Octobre 1757 les billets furent promptement changés pour la monnaie sonnante. Mais alors il fut [redacted] prohibé de continuer ce payement en monnaie ce qui entama le fond de la banque. Lorsque donc entre lieu, un abus arrive après l'autre, surtout après que le maître trésorier Schimmelmann entra dans la direction des finances. Il n'y avait nullement besoin de

(Indblanding) si on n'a pas — comme l'expérience le montre

× Indblanding, veut dire ingérence des affaires d'autrui

la prospérité —

choisi la Banque
pour des opérations de
banque ; car si ce
(Indblandsbanken) effectivement
avait été nécessaire, il aurait
dû être d'une qualité toute
différente, c'est à dire mettre
des bornes au délivrement
de billets, pour les quels on
n'a pas reçu de valeur, mais
non pas défendre l'échange
pour de l'argent
monnaie, et détruire de cette
manière le tout. Dans ces
circonstances il aurait dû
être le plus grand devoir de
la direction de la Banque, d'après
la responsabilité que l'on doit
au regnant et au pays, en
conformité du serment,
qui l'attachait à la Banque,
de s'opposer à un tel impiété-
ment, et si son opposition
eut été en vain, alors de se diriger
au Throne d'une manière très soumise, pour montrer
amplement les suites nuisibles,
qu'une pareille rupture
pouvait entraîner, et
si aussi cela par avait été sans

fruit, et qu'une autre influence
eut été contre les devoirs des sujets
de la direction, de faire alors,
comme l'ordonne le 21§ de
l'Octroi, de diriger ouvertement
les empreints, se dissoudre ainsi pour
mêmes, et arrêter toute —
délivrement de billets.

— Dans le 21§ il est dit: „La
„banque doit de nouveau s'abolir
„et s'absorber soi même, soit
„en avant pour un tems soit
„en se séparant entièrement.
Mais cela n'arriva pas; bien
des intéressés furent bien mis
derrière la voiture pour d'autres,
qui n'avaient devant eux que
de l'avantage momentané
(öffentlich), ainsi à quoi
donna lieu suffisamment à
l'empreint au finances. —
Cependant voyons que Eggers
dit dans à l'occasion que la
banque fut idée aux finances
„Vermuthlich hofften man
„ihren Credit dadurch —
„herzustellen, es schien auch
„billig (??) das die Staats Kasse
„die ansehlichen Vortheile selbst
„genöse, welche nun für die
„Bank daraus flözen, das ihre
„Zettel authorisiert waren,
„obschon sie gleich sie nicht

mehr einlösen konnte."

de

Mais grand Dieu! était-ce donc les intérêts de la banque, qui l'année 1757 ont demandé que les billets fussent autorisés à devenir un moyen de payement régulier! Était-ce donc ces intéressés, qui ont demandé qu'on arrêta le payement de numéraire? Est-ce que la banque a eu quelques avantages dans le prêt des finances, dans ces cas celle-ci ont aussi eu les leurs, et le ministre (s'est) trésorier a même, après qu'on a vuidé les caves de la banque, a reservé 20,000 Rdlr, pour pouvoir se procurer l'argent (de) nécessaire, je ne vois pas, pourquoi la Caisse de l'état devrait jouir d'avantages, qui uniquement reviennent aux intéressés de la banque. Je ne puis non plus être de la même opinion que Eggers, de considérer en Hollande comme un moyen (palliatif); c'était précisément

le meilleur moyen et le plus
décisif, que l'on pouvait avoir
choisi alors, et il aurait encore
été meilleur, si on avait
l'empreint plus grand, et que
l'on eut rejeté l'étoile à la
Cinque, au lieu de servir de
paroles impérieuses ou menaces on
proje avec des obligations au lieu
d'argent. Le conseiller de
conference Pistel parle de cette
banque dans son excellent et
instructif traité de la monnaie
du Danemark 1 vol. p. 451,
comme suit:

Eunomia

„Que l'octroi de 1736 pour la
„banque courante manquait
„chaque division, tant concernant
„le rapport entre son fond en argent
„(Sölvcholdning) et la masse de billets
„qu'elle devait faire circuler (udgave),
„et entre la grandeur absolue
„de celle-ci."

Il est incontestable qu'il aurait
été bien mieux, si l'octroi avait
contenu les décisions mention-
nées, malgré que d'après le
procédé en usage on n'y aurait
pas fait attention; mais la
question est: ces décisions sont-elles
été absolument indispensables?

7) La banque prêtait sur toute
sûreté quelconque, que la division
considérait comme bonne et
réalisable; pour cela la banque
distribuait des billets, qui
jusqu'en 1757 à la demande
étaient - destinés changés pour de la
monnaie, comme la banque,
aussi longtemps qu'elle était
particulier, et aussi longtemps
que les bienfaiteurs ne s'interdisaient
pas, a été attaquée au déliver-
=ment de ses billets (Noter), qui
pendant 21 ans ne cédèrent pas
3 millions, dont même 1,200,000
Rbd, sont restés pr. Cassa, ou
l'argent pour ces billets. Mainte-
=nant il faut observer, que la
banque, suivant le 18§ de
l'octroi, avait droit de cet
autorisation, après un court
avertissement de redemander
les sommes prêtées; elle
pouvait sans l'intervention
de la justice ordinaire, par ses
propres employés faire réaliser
publiquement les gages, et
à cet égard elle pouvait être
égal à la banque, si par la
réalisation elle avait reçu
ses notes (billets) et argent. La
division à l'égard des points
mentionnés me semble
à cette époque pas entièrement
nécessaire.

Après que la banque eut été ~~prise~~ mise sous la direction du gouvernement, parut une ordonnance du 15 avril 1774, qui, dans ce qui est le plus important, est conçue en ces termes:

„Comme la nécessité exige, quà „l'égard de la dite banque aucun „de ceux qui ont été fait par les „derniers intéressés à l'occasion „de l'octroi, nous ordonnons de; „Donne comme c'est notre opinion „et volonté, que la banque, „malgré le changement qui a eu lieu dans la propriété et possession des actions, doit rester sans le moindre changement dans son précédent état, nous confirmons à cette fin non seulement l'octroi, que notre père Chrétien VII de heureuse mémoire a communiqué aux précédents intéressés de la banque sous le 29 8bre 1736 dans tous ses points, clauses, règlements, ainsi que tous privilèges, grâces, que auraient pourraient être accordés à la banque, mais nous voulons très graciesement que notre direction supérieure du trésor dorénavant, tant dans les réunions ordinaires à la banque,

comme toute autre part où elles pourraient se demander, doit représenter les intérêts de la banque, et afin, que la direction supérieure de suite soit informée de l'état de la banque, nous trouvons nécessaire, que les commissaires de (Stands) à la banque, aussi qui resteront près de la dite banque, doivent toujours assister aux reunions de la direction supérieure de trésor, et en être membre, de manière que la direction supérieure de trésor, aussi que ces commissaires de (Stands) doivent toujours se composer de moins de 9 personnes. Ce qui fait que nous repetons de la manière la plus stricte, que la banque ne doit jamais être considéré pour autre chose, que comme un établissement pour le bien général du pays, et que les avantages que l'on en retire, aussi longtems, ne doit ni peut s'employer d'une autre manière, que au payement de la dette du pays — (très sérieusement) car nous vous ordonnons, vous qui devenez maintenant membres de la direction —

supérieure du trésor, que
vous devez toujours exécuter
le plus exactement possible notre
volonté ci dessus et ne devez
permettre
, nullement que personne que
ce puisse être n'agisse contre,
ou fasse quelque chose, qui le
& moins puisse entraver
(gerade) la banque à
(Nachdeel) , mais
vous devez constamment avoir
soin que dans toutes les mutations
tout se règle d'après l'octroi."

Autant le plan a déjà été
projeté sous le ministère
Struensee. Mais depuis longtemps
vû, surtout depuis que
Schimmelmann se chargea de
la direction des finances, que les
droits (gracie) et avantages de la banque
étaient trop étendues ; on
voyait que les intérêts
de la banque augmentaient
chaque année, on craignait
craindre, que son influence sur
le tout ne s'augmenta davantage
à un degré encore plus élevé
car déjà en 1755, lorsque le billet
de la banque les circulation
n'était que 3 millions, les

intéressés ont reçu 60 Rdl en échange. C'était cette grande ressource de revenu que Schimmelman voulait employer à diriger à la caisse de l'état, s'il ne regardait pas aux moyens, par lesquels on atteint le but. Sous le ministère Struense l'état de la banque fut le suivant:

Les finances devaient	1,800,000 R.	d'intérêt revenu	72,000 R.
Prêt à des particuliers	3,000,000 "		120,000 =
du fond de capital	600,000 "		24,000 =
		avec décompte	10,000
		revenu de la banque	R. 226,000 R.

Auxquels dépenses de la banque étaient:

Dépenses d'administration	20,000 R.
Autrésor pour la fourniture de l'argent	20,000 =
	R. 40,000 R.

Ordonner maintenant à 6000 actionnaires 16 R.

Echange (Udbytte), qui ferait 96,000 — 96,000 R.

Par conséquent il y avait donc un surplus de 90,000 -

C'était bien attrayant. Le plan qu'on organisa maintenant, pour prendre possession de la banque, était celui-ci. Une action était dans ces temps là dans un musée

au dessus de 300 Rd; lorsqu'on s'achetait toutes les actions ensemble, on avait tout le bien de la Banque pour la somme, quelques livraisons devant à la banque, et un revenu considérable était ainsi assuré à la caisse de l'état, même si la masse des billets restaient dans les états que. On risquait par conséquent de faire un emprunt en Hollande à 4 p. p. Ct ou moyennant la déduction de la rente viagère (Livrentes Afdrag). On avait cet argent n'avait chercher achat les actions de la banque en Hollande et on à Hambourg. A Copenhague on savait où se trouvait les 1000 actions de 1760, on a déjà fait l'accord nécessaire avec les possesseurs (Rhendehavoni). Lorsqu'on fut ainsi en possession de 3,000 actions, il était important de réfléchir si l'on devait faire paraître le plan ou attendre. On attendait pour l'exécution de ce plan pour obtenir plus d'influence dans la marche des cours et l'annonci

Mais après la chute de Struensee on ne fit rien de suite à l'affaire, qui d'ailleurs avait déjà eu l'approbation du roi; mais après quelque tems, on examina le plan de plus près, on l'exécuta, avec moins de politique, moins d'indulgence et plus de frais. Il est dans le magasin de Büsching vol. 8 - p. 268:

„ Der König kaufte die Bank
„ nach dem vorigen Plan, —
„ unvermerkt als Particulair,
„ jezt aber kauft er sie als
„ König und par une acte
„ d'autorité."

Il est dit encore p. 269-270:

„ Das übrigens der König bey
„ dem Ankauf der Bank, ein
„ ansehnliches gewinne, ist oben
„ Bereits erwähnet worden.
„ Dagegen würde es ein unrichtiger
„ Gedanke seyn, wenn jemand diesen
„ Ankauf der Bank als ein
„ Mittel ansähe, die auswärtigen
„ Staatsschulden zu bezahlen; indem
„ solches nicht füglich anders
„ geschehen kann, als durch
„ eine überwiegende vortheilhafte
„ Balance im Handel. Wird diese
„ hergestellt, so das Dänemark

„von dem Ausländer mehr Geld
„einnimt, als an selbigen
„bezahlet, wenn der Ackerbau
„gut cultiviret, die Fischerey
„eifriger und regelmässiger betrieben
„und der auf auswärtige Dinge
„sich erstreckende Luxus vermindert
„eingeschränket wird, alsdenn
„läst sich hoffen, das die Schulden
„so der Staat auserhalb contrahiret
„hat, abgestozen werden können.
„Dasenn nur die Bank von der
„Obersteuer-Direction derselben
„erfordert, so wird es ihrem Credit
„auch weiter keinen Stoz geben,
„wen gleich der König eigenthümer
„davon ist. Es mus nehmlich das
„Haupt-principium bey der
„Bank, vermöge dessen kein Zettel
„gemacht, noch ausgegeben wird,
„der sich nicht auf baare Münze,
„oder auf ein gewisses, sicheres der
„Bank verpfändetes Eigenthum
„gründet, niemals aus den Augen
„gesetzt werden; denn sobald man
„von diesem Principio abgeht, und
„Zettels ausgiebt, die sich auf nichts
„gründen, und ein repraesentans
„sine repraesentatio sind, so wird
„der Credit alsobald alteriret, und
„das ganze Publicum ist der
„grösten Gefahr ausgesezt. Die
„traurige Erfahrung, so man
„davon in den Jahren 1760 bis

79

„ 1762 gehabt, und die Möglichkeit
„ ähnlicher Fälle sind vermuthlich
„ die Betrachtungen gewesen,
„ welche verursachet, das einsichts=
„= volle Mannes, nachdem sie
„ ihre Einwendungen verworfen,
„ und sich gezwungen gesehen,
„ in der lezten Versammlung
„ zu erscheinen, die Achte, so
„ den König zum völligen
„ Eigenthümer der Bank machte,
„ mit zitternder Hand unter=
„= schrieben haben."

Nous avons vu maintenant, comment a été le sort de cette banque particulière; les billets étaient une ~~mauvaise~~ source de moyens ~~ressources~~ commode pour les finances, ce qui entraîna ensuite tant de bouleversemens. Lorsque la nécessité force un Regent à se servir de moyens, par lesquels les principes ordinaires sont secoués et mis de côté — lorsque les circonstances ~~forcent~~ forcent à prendre dans le moment actuel, est-ce que c'est alors le devoir de chaque bon citoyen, de tendre la main à celui, pour ~~sauver~~ sauver le tout. Nous l'avons vu dans tous les pays, aussi en Norwège; car d'après — l'ordonnance du 5 Janvier 1813 on y a fait une nouvelle réduction, et prohibé aussi un emprunt forcé de 4 millions. Mais la nécessité à la fin de l'année 1767 était d'elle nature, que l'on aurait dû se servir de tels moyens violens? on était en 1773 de cette qualité.

L'état des finances était — il
si misérable, ne pouvait on
pas le sauver, de manière
que l'on ne put 3 ans de plus
jusqu'à ce que l'Octroi fut
expiré et évités par là un
pareil enthousiasme dans la
propriété des particuliers, et
présenter un exemple si affreux
Non, tout cela ne fut pas le cas
dans ledit espace de tems, au
contraire les revenus de la caisse
augmentèrent de
de l'état plusieurs tonnes d'or
il n'y avait aucun surplus
d'impôts. On se vit même état de
pouvoir payer des sommes
considérables sur la dette
de l'état. Il n'y avait donc
ici aucun besoin l'année 1769
qui fut dépendre la manière
de payement de 2,400,000, et
quoique le pays souffrait un
peu par les mauvaises récoltes
de l'année 1770—1772, les
circonstances n'étaient cependant
pas telles, que cela puisse dépendre
le procédé de la banque en
1773, qui au outre ne donna
lieu à aucune amélioration;
car nous voyons, que la masse
des billets déjà le 31 Decbr 1772

se augmente à 9,571,000 Rdl courant. Un regent ne peut, dans aucune branche d'administration, être aussi mal conduit, comme celle des finances, principalement lorsque la caisse de l'état se trouve en embarras. Aussi le maître trésorier d'alors a-t-il fait d'intuitions nobles ou que frauduleuses, chose des écrivains ont fait diversement et indirectement, pour cela on exige des preuves de faits. Mais que le trésorier lui même s'est exposé à de telles accusations, c'est qu'il a fermé les yeux aux soupçons, et qu'il a été exposé à de grandes tentations. — Déjà la circonstance, que de suite après son arrivée en Danemark au gouvernement il acheta 57 plantations de Ste Croix, mises par lui-même à sucre pour 400,000 Rdl courant, devait souvent, surtout en ce tems, le mettre en concours avec l'intérêt de l'état. Il était aussi pour des sommes considérables dans toutes les compagnies

P. 97 de l'original

Mais ce qui l'exposa le plus
à des soupçons, fut à ce qu'il
paraît, l'opération de cours de
change, ainsi que le Changement
de monnaie, qui dut lui
dérober lui fut abandonnée
abandonnée à son jugement
il faut observer ici, que dans ce
tems là on ne connaissait pas
beaucoup ces sortes d'affaires,
qu'elles se faisaient la plupart du
fois à Hambourg, où le
Baron se tenait, et observait aussi
ses affaires mercantiles: par
conséquent nous ne devons pas
trouver remarquable que le
jugement à son égard a été
sévère et souvent amère.
Nous lisons dans Clio, 2 liv. tom. p.
76.

" Le baron de Schimmelmann
" fut élevé au rang de Comte.
" Nonobstant il continua, comme
" dans toutes les marches précédentes,
" sur l'escalier de l'homme, son
" commerce à Hambourg, où il
" avait encore à la mort un
" comptoir. L'établissement de
" l'échange d'avoir, surtout le
" cours haussant et tombant des
" billets de banque d'avoir pour
" du courant d'avoir et Banco

82

" de Hambourg, dépendait de lui.
" Dans toutes les associations
" de commerce de Copenhague.
" Il réunissait 8 cinq millions."

Il avait par l'une manière ou de l'autre

On trouve de pareils événemens dans plusieurs écrits, que nous ne pouvons pas nous mêler de juger; mais ce que nous croyons pouvoir juger, c'est, que de semblables affaires ne devraient pas avoir été abandonnées au jugement d'un seul homme, mais que de tels choses devraient se faire en réunion d'autres employés expérimentés, et sous leur contrôl sévère. Cependant nous craignons d'avoir nous avoir été trop longtems à cette triste histoire de la Banque et nous nous occuperons maintenant de la dette de l'état dans cette période.

On a différentes notes sur cette dette; je les ai comparé exactement, et j'ai trouvé, que la dette de l'état l'année 1771 a été 16,458,000 Rigsdalers courant, par conséquent 4 millions de moins qu'à la

mort de Frederic cinq. —
Nous devons cependant —
remarquer ici, que les Hamb=
=bourgeois, en conformité du
traité de 27 mai 1768, on
laissé un million de Rigsdales
de leurs prétentions sur la caisse
de l'état, par conséquent le
véritable payement sur la
dette de l'état n'a
pas été plus haut que de 3 mill.
Hörst n'était pas d'ailleurs —
dans l'histoire de Struensee
autorisé à porter des plaintes
de ce qu'on n'a pas agi
fait par rapport au payement
de la dette, au contraire on a
fait beaucoup à ce sujet, tandis
lorsque porte en évaluation
800,000 Rigsdales (de plus) par an, avec
lequel la caisse de l'état était
chargé depuis la mort de
Frederic cinq. L'impôt entre
qui était destiné pour des
rentes et payements, ne s'élevait
monté qu'à plus de 940,000 Rd
(non pas comme Hörst le donne
à 1 ½ million). On trouve
précisément dans le magasin de
Busching 14e vol des notes —

§3 Spéciales sur cet impôt, d'après
lesquelles l'impôt se montait
à 939,225 rixdalers courant
On a aussi des calculs exacts
de certains autres sujets des —
prétentions de la caisse d'état.
× indestructible Le montant s'en montait
à 4,392000 Rdlr. Lorsque
maintenant les (alider)
se composaient en grande
partie de prétentions sures,
il faut cependant (car) retrancher
une grande somme; car
outre que plusieurs prétentions
sont douteuses, on trouve
aussi parmi les différentes choses
dues par la chambre des
rentes, caisse de la poste, ainsi
que les hôpitaux. L'entier
doit faire de la confusion,
complique les comptes, et
rend difficile la vérification.
Cela fait bien un joli effet
sur le papier, quelles
actives sont mentionnées avec
une somme considérable,
mais dans la réalité ils —
manquent cependant toutes
les sommes d'argent, pour

laquelle — commencé est le cas — la caisse de la poste, la Chambre des rentes [illegible] arrêté d'abiter.

A l'égard de cet article tous nous avons à faire mention de la productions, le commerce, la navigation et le cours. Pour l'amélioration de l'agriculture et la situation du paysan, d'après l'ordonnance de 15 avril 1768, 6 mai, 13 mai, 6 juin et 18 Juillet 1769 on a beaucoup fait, ce que Mattfeld même accorde. La société de (Landhaushaltung), qui à cette époque fut beaucoup favorisée par le comte Moltke, augmenta — sa sphère — d'administration. — Le commerce doit sa marche régulière, quoiqu'il y ait reçu une blessure par la mauvaise récolte dans les années 1770–1772. Le commerce des Indes occidentales et occidentales — augmentait toujours.

84 Par ordonnance du 6 Déc. 1772 le Commerce aux Indes orientales fut aussi ouvert aux particuliers, moyennant une Rétribution à la compagnie. Le commerce a aussi reçu nouvel [illegible] un [illegible] plus régulier. Pendant cet tems la compagnie a reçu en retour 27 cargaisons de la valeur 12,592,240 Rixdales, qui ont donné des avantages. Le commerce des Indes orientales et surtout celui de retour a reçu de [illegible] nouveaux reglemens, et la production a augmenté. On ne fit aucun changement au commerce d'Islande et du Groenland jusqu'à la dernière année de cette période; le roi le reprit alors, ayant été jusqu'à présent mal conduit par la compagnie, qui reçut (de la caisse du roi maintenant) pour le changement 30,000 Rdr. On manque [illegible] entièrement

des notes sur la navigation de la capitale pendant ces tems. Sachant je suis [redacted] parvenu à posséder une liste de la navigation de et pour Copenhague, et je la copie ci après:

1766	arrivées à Copenh.	3858 n.
1767	—— ——	3848 -
1768	—— ——	3849 -
1769	—— ——	3591 -
1770	—— ——	3632 -
1771	—— ——	3489 -
1772	—— ——	3481 -
1773	—— ——	3417 -
1774	—— ——	3274 -

Les navires sont ont été environ dans à la même proportion je me vois aussi en état de pouvoir donner des éclaircissemens sur les revenus de droits et de consommation de la Capitale; Les montants de ceux ci sont:

1766	—— ——	519,394 Rd
1767	—— ——	540,060 —
1768	—— ——	518,474 —
1769	—— ——	542,449 —
1770	—— ——	541,737 —
1771	—— ——	521,518 —
1772	—— ——	513,283 —
1773	—— ——	511,296 —
1774	—— ——	469,092 —

Nous verrons ensuite, combien ces revenus ont augmenté considérablement dans la période de 1775–1784.

Pour ce qui est des mines d'argent en Norwège, on a gagné dans l'espace de tems mentionné pour 3,419,544 Rixdales. Cet espace de tems a pourtant été très remarquable à l'égard de la diplomatie. Les préliminaires de (Stages Kiöbet) qui fit que tout le Holstein fut réuni au Danemark, fut conclu l'année 1767. Le traité avec Hambourg de 27 Juin 1768 fut par moins important concernant les questions de limites et frontières et Gottorpe, mais pourtant de Bernstorff l'aîné, quoique la diplomatie sous sa direction de 1752 à 1772 a couté au pays l'énorme somme de 5,756,203 Rd. Courant, ou environ 1/2 million de Rixdales argent effectif par an.

La taxe de Kopitel pour les 10 années mentionnées a été en général pour les 3 espèces de grains souvent nommés seigle

orge et avoine, 6 Rigsdalers 2½
Ensuite nous devons aussi regarder la marche du Cours dans cette période. Les premières 3 années 1766–1768 il était à 123–122 ½ p.c, par conséquent mieux que pari. L'année 1769–1770 la caisse de l'état avait des dépenses considérables et extraordinaires pour l'expédition contre Alger, le cours déjà était 132–127
Le pays eut aussi quelques mauvaises années 1771 et de la sorte parut le Cotail, qui également contribua à la baisse du cours; mais lorsque ces (toutes) événemens cessèrent et que le commerce commença à revenir, alors le Cours (de l'année 1774) s'améliora, et à la fin il était, par une masse de billets de 9 millions de Rdlr. courant, 12½ p. Cent, donc mieux que Pari.
Nous quittons ainsi cette période; elle s'annonçait par de meilleurs jours. L'enrichissement du peuple se voyait le plus clairement possible dans l'année 1775 qui commença.
Mais tout à coup s'éclaircit le ciel du commerce de Danemark, la guerre

de l'Amérique du Nord
donne de la force au
Danemark. Dans cette
brillante période de commerce
(1775–1784) le pays et le peuple
reprirent des forces, et étendirent
leur activité à un degré digne
(dû)
d'admiration; le pays apporta
s'assurer pour l'avenir un
rang non moins considérable
parmi les nations navigantes
et commerçantes. Il est vrai
que cette période s'est terminée
par une espèce de crise de
commerce, une ~~[illegible]~~
suite presque ordinaire après
une paix qui survient tout
(surtout)
à coup, ~~[illegible]~~ lorsqu'elle vient
après une guerre si maritime
et coloniale si nuisible dans
le commerce. — Il est
vrai aussi, que cette paix a produit
un embarras et suspension
momentanée, & que les dernières
(entraîné)
expéditions ont ~~[illegible]~~ de grandes
pertes. Il est de plus vrai,
que le jeu d'actions a ruiné
une partie de familles, et
d'autres ont mis ~~[illegible]~~ de
grandes sommes d'argent;
mais il n'est pas moins vrai,

que tout cela ne signifie pas
peu de chose en comparaison
des énormes avantages, que
le pays a recueilli de ce com-
merce répandu dans cette
période, et dû non seulement
en argent, mais aussi par les
relations de commerce avantageu
qu'il a instituées, et du grand
nombre de connaissances, que
les négociants ont acquis, qui
a contribué à nous tracer le
Chemin de la période suivante
encore plus avantageuse de
1792–1807, dont le profit
immediat, étendu, et
solide aurait été impossible,
si la guerre de l'Amerique
du nord avait précédé, dans
quoi le pays a réuni des
forces, et surtout a formé
une flotte de commerce, qui
au commencement de l'année
1792 se composait de 3282 navires
jaugeant environ 105,000 Lasts
de commerce. Dans le
Handelstidende pour l'année
1788 se trouve un excellent
aperçu du commerce d'alors
en Chine, et aux Indes orientales,

il y a parmi autres choses
ce qui suit pp. 675 :

« Le cas est une des mieux les
« plus remarquables du
« grand commerce asiatique,
« alors l'augmentation de
« connaissance dans le
« Commerce, construction navale
« et la marine, méritait
« aussi d'être appelées au
« fond pour le Danemark.
« Une preuve de cette augmen-
« tation sont avaries rares et
« la navigation active dans les
« mers les plus dangereuses.
« Dans les 18 ans de 1737 à
« 1755 de 61 cargaisons avaient
« 14 se perdirent. Dans les 4
« années de 1783 à 1786 il y
« a pour 102 cargaisons seulement
« une navire qui a été sacrifié,
« et autour quel n'était aucun
« dans les années suivantes.

Plusieurs personnes ont
regardé cette période
du côté obscure, et ne tendit
immédiatement après la paix
de 1783 ni que de la
desolation et de la misère, comme
si le pays était perdu pour
toujours. Cependant ces

descriptions a été des conséquences
des circonstances, qui avaient
de l'effet sur eux, qui criaient,
car il faut savoir que beaucoup
[d'états]
sur des commerce par mer
portaient leur d'autant un
peu haut; et la perte était
considérable pour les personnes,
mais la perte de ce petit nombre
de personnes, qui a fait gagner
d'autres, qu'a-t-elle dû
à faire au bien être du
pays? Mais ces criaux souffrans
et criaux de criaux ont sans
doute beaucoup contribué à
ce que le gouvernement s'est
mêlé de tant de compagnies de
compagnies de commerce,
ce qui a formé des intérêts si
différens et par à tant nuit.
On trouve le tableau dans
un rapport très bien écrit
sur le commerce de la Baltique
qui se trouve dans le Handels-
tidning pour l'année
1787:

" Le but par l'établisse-
" ment de tant (30,000) d'autres
" états, que tous les états (Staaten)
" d'un pays puissent prendre
" part dans le profit que l'on
" attendait du commerce.

« Dans les provinces les actions
« retrouvaient (par beaucoup
« de confiance; autrefois que
« l'idée de donner à tous les
« états une part dans le
« commerce, devint d'autant
« plus parfaite. Le roi s'est
« réservé 10,000 actions. Les
« autres parvinrent aux
« mains du peuple, par les
« employés de la cour et de l'état.
« À la bourse les chambellans,
« conseillers et copistes parmi les
« négocians et juifs, dans le
« quel mélange il y avait
« aussi des ouvriers et domestiques
« à livrée. »

Tel était l'esprit du tems
à cet égard. L'expérience
a déjà suffisamment prouvé,
que ces compagnies ne peuvent
aller; pour les établis de
nouveau et de manière, que
le gouvernement dans la
dernière instance devait s'en
charger?. car que pouvait
attendre ~~autres~~ ~~choses~~ d'établis-
-semens, qui à l'egard de
leur administration, devaient
se considérer plus comme
royaux que comme particuliers.

D'après l'octroi, la direction devait se composer d'hommes, nommés par le roi, et qui ordinairement étaient les employés les plus importans et élevés; que pouvait on s'attendre autre chose dans les circonstances défavorables tout devait mis à la charge du gouvernement, ce qui est. La période de 1792 à 1807 montra tout à fait que l'on pouvait faire un commerce étendu et considerable avec toutes les parties du monde sans Compagnies; car à l'exception du commerce du thé fait par les particuliers, qui concouraient avec la compagnie d'Asie, même dans le commerce des Indes orientales; avec Leur avantage de certains lois encourageantes quel'argent contribua au développement du commerce sans égard à un état ou objet, aucune responsabilité, que dans la période traitée immédiatement il est arrivé différentes choses à cet égard. Nous citerons le plus important

89 Par ord.ce du 18 mars 1776, concernant la contribution navale.

id – du 3 Nov. 1777, concernant plus de facilité pour le commerce particulier des Indes orientales.

id – de la même année, portant beaucoup d'ord.ces, dont le but était de livrer le pays au commerce de tabac sur charges.

id – du 11 mai 1778, établissement de la caisse des ~~pays~~ incendies pour les marchandises et effets – mais dont l'octroi a cependant beaucoup d'imperfections.

id – du 15 8.bre même année, concernant la consommation.

id – du 30 Decembre 1780, concernant augmentation considérable des dépôts.

id – du 13 avril 1781, concernant l'abolition de la communauté. (Fille de Kab.t Ophovius).

id – du 2 Decbr. 1782, concernant libre navigage.

id – même année, concernant le canal de Holstein.

(Nous devons accorder que toutes ces ordonnances, tendent à des ~~[illegible]~~ améliorations bonnes et utiles: aucun que nous

croyons, que les favorisations,
qui ont été accordées à plusieurs
~~unités~~ associations de
commerce, sont mal
organisées et nuisibles.

Nous voulons cependant
(cependant) à ces
associations ~~les~~, (dans) qui l'histoire
de notre commerce jouissent
~~les~~ rôles importants — quoique
court. La favorisation ~~qui a~~
~~la~~ la compagnie des Indes occidentales ~~[illegible]~~, fondée en
l'année 1778, ~~[illegible]~~
renfermait toutes sortes de
privilèges de dépôts, décida
à la compagnie tous les
revenus de la douane et
droits de sport ~~[illegible]~~ à St. Thomas
pour 16,000, ~~[illegible]~~ toute
accise (Accise) de droits sur le
café dans tout le royaume
et les duchés pour 70,000 Rdl.
(Le droit était 6 ß la livre). Le
roi donne à la compagnie
la faculté de retirer des
marchandises et matériaux
à St. Thomas, après qu'elles
sont mis en bon état, pour
le compte du gouvernement,

Lauwerda
Leur ~~envoyer~~ de loger, à
Copenhague ne ~~veut~~ cède à
~~la~~ la compagnie les
magasins, moyennant
un loyer modique. La
compagnie peut introduire
libre de ~~tout~~ droits des matériaux
de navire pour leur propres
batiments. La compagnie
est exempte de droits de port,
chargement & Tonnage, peut
faire exécuter la besogne
de (Waterschouten)
par ses propres employés, elle
est exempte de papier timbré,
et peut même attendre —
on emprunt jusqu'à la
somme de 500,000 Rdh,
si les propres fonds ne
suffisent pas pour ~~la~~
tenir le commerce en activité.
Maintenant il ne faut pas
croire, qu'une telle compagnie
favorisée de charge d'obliga=
=tions dans la même proportion
mais voyez! tout ce qui se
fait, est, que 5,000 actionnaires
chacun avance 100 Rd pour
un capital de ½ million
de Rigsdaler courant!!!

page 108 del'original

Recettes. La compagnie de commerce des Indes occidentales, qui pour le reste n'était pas restreinte aux Indes occidentales seules, mais pouvait faire le commerce, où et en quoi il leur plaît. Voyons maintenant la compagnie de la baltique instituée l'année 1781. Pour ce-ci on a un fond plus grand qui est de 3 millions Rdlr. courant, que la caisse royale avance et en fait distribuer par la direction de la compagnie 30,000 actions à 100 Rdlr par action et dont le roi se reserve 10,000. Ceux à qui elle appartient, qui s'inscrivent pour des actions et font l'avance avant 11 Décembre 1782, il obtient même du rentes de la caisse de l'état.

En attendant la compagnie n'a reçu de la Caisse de l'état comptant ——— 1,382,675

Le reste en effets:

37 navires, jaugeant environ 8600 Lasts comptés à 774,223 R.

Restant de marchandises — 526,683 =

4 magasins et autres propriétés — 258,161 =

propriétés sur la côte de Guinée — 99,258 —

1,617,325 =

Somme — 3,000,000 R.

L'octroi cite comme motifs
de pour l'établissement de
la compagnie ce qui suit:
« La position engageante,
« mais non pas suffisamment
« utilisée, des états d'avois pour
« le commerce de la Baltique,
« les espérances que l'on avait
« alors du canal
« du holstein. Le but que
« l'on avait parlé n'était pas
« moins grand que d'un dépôt de
« marchandises de la baltique de
« chaque qualité, débit général
« de tout pour la Baltique par
« toute l'Europe, Indes Occi-
« dentales et
« commerce exclusif en Guinée.
— Pour atteindre un but si
important et pour maintenir
la navigation en Guinée, la
société reçut par an de la
caisse du roi 25,000 Rdlr, et
et conserva toujours un
dépot de 30,000 Tonnes de
marchandises en grain, la
société reçut 5,000 Rdlr par
an. Il faut bien observer,
que ce Quantum pour se mettre
dans le magasin de la Compagnie

libre du contrôle de la douane
et libre de droits d'entrée. —
Ensuite la compagnie doit avoir
un dépôt de marchandises
dans la Baltique d'une valeur
moins forte que de 400,000 Rd
« après, » — et il dit, « qu'aussi
bien la marine, que des natio-
naux puissent se fournir
à tous temps et à bon compte. »
Après cet aveu de toutes les preuves il est
dépôt la compagnie
peut emprunter de la 400,000 Rd
et les autres, ainsi que 1/2 p/c
de prime d'assurance de marchan-
dise, que la compagnie doit
payer, et remboursé
par la caisse de l'état. Le
roi promet encore à la
compagnie de 1782 le privilège
de fournir seule les mar-
chandises nécessaires à la
marine. La compagnie
obtient ensuite toutes les
exemptions de dépôt, et même
dans les endroits, qui se trouvent
près du canal de Holstein pour
y changer des marchandises.
Le roi fait arranger une
place pour la compagnie à
Kastel Peyuts pour dépôt de

92 lois, (pour cela) sans que la compagnie
paye le moindre droit, elle
jouit pour le reste de toutes les
prérogatives, que celle des Indes
orientales a obtenu, et même
le marin de la compagnie tout
exempt du service militaire,
le § 25 détermine même:
» que les capitaines et argou
» de cette compagnie doivent
» être exempts de tous frais
» et impôts en tems de guerre
» comme en tems de paix de
» quelque nom qu'elle puisse
» être et ne payer la moindre
» espèce de frais ni impôt."
On doit bien s'étonner en lisant
de tels reglemens — cependant
voyons plus loin —. Le
gouvernement s'est reservé de
nommer la direction
pour les deux compagnies,
qui entre les composaient
de ministres, les premiers
membres des colléges, dont
les actions duquels devaient
être libre de toute
(Tilsen) et revision! Aucun
que l'entendance l'avance reçoit 5 %
de l'avance, dont la direction
seulement reçoit 2 %.

Aurette appartenait auprès
de la compagnie de la
Baltique 65 employés
reglementés avec un appoin
= tement de 15,684 Rd. par
an. Il y avait outre
cela beaucoup d'employés
à l'étranger et dans les pays
non européens, seulement
dans la côte de guinée on
avait à payer (y compris les
militaires) 230 personnes.
Ayant parlé de la compagnie
ne nous ne pouvons laisser
de dire deux mots
de la compagnie du Sund
pour les actions de laquelle ne
s'étant pas présenté assez de
d'amateurs. L'argent
avancé a été gardé dans la
caisse de l'état, et elle a
pour cela distribué des
obligations de 5 ans, qui
d'après l'excellent ouvrage
de mr. le conseiller de
conférence Schmidt Phiseldeck
sur les obligations (et actions)
à 488,825 Rdr. Ce qui en
outre appartient à ces réunis
de commerce, c'est le

× nopsigelige

commerce réuni de l'Islande, Groenlande, Feroë et Finmark, établi en l'année 1781 pour compte du gouvernement, qui déjà chaumpour lui, depuis 1774 ~~le~~ le faisait pour compte du gouvernement, lorsque la société de commerce générale fut (en 1782) avec 330,000. Pour ce nouveau commerce réuni on fera un fond de 2 millions, qui en cas de besoin pourrait s'augmenter ~~de~~ ~~autant~~ de plus. On comprit aussi dans le montant (de 2 millions) 66 navires ainsi que magasins. La direction est libre de toute responsabilité et reproche, ou même le Directeur est exempt de toute responsabilité, d'accusation devant la loi et la justice.

C'est ainsi que l'on est parvenu, à rendre la cause de l'état intéressé d'une ou d'autre manière dans ~~le~~ le commerce ~~de~~ du monde entier. Le gouvernement

acquitta les intérêts, la dette nationale fut augmentée et la liste de pensions fut moins. Hartfeld dit dans les 90 points de déport, que l'on devait abandonner les compagnies de commerce à leur propre sort et dans cela il avait bien raison car quoiqu'il fut à désirer de se débarrasser le plutôt possible de ces compagnies monopolisées, il pouvait alors être sur quelles compagnies auraient été obligés de se dissoudre d'eux mêmes, sans l'intervention du gouvernement et sans mettre pour cela en dette la caisse de l'état, ni la surcharger de pensions. En attendant il fut y avoir eu des motifs inconnus, qui cette loi parlant en faveur de la manière de dissolution choisie, surtout à l'égard de la compagnie des Indes orientales. Le roi dissolvit cette compagnie avec 260 Rdlr — l'obligation à Rentes pour chaque action ou avec 1,300,000 Rdlr. Avec cela les intérêts primitifs avaient en vérité

p. 112 de l'original

qui mettait

raison d'être très contents; car
les actions achetées ensuite à
des prix très élevés ne purent
se mettre ni en ~~circulation~~
considération. Les intéressés
primitifs ont successivement
reçu en change (Abgytle)
pour chaque action 250 Rbl,
en d'ailleurs une obligation
du gouvernement, de 260 Rbl,
qui en tout fait 5 fois autant,
qu'il a été payé au commence-
-ment pour ~~chacun~~ chacune.
Quant à la compagnie de la
Baltique la diminution a fait
tout pour la soutenir. Le
gouvernement fit même aux
intéressés des offres avantageuses
marqua et d'une autre
manière, pour continuer le
commerce, mais cela fut en
vain; car l'auteur dit dans
le Staats distinde, N° 34 de
1788: —

" une nouvelle commission
" de recherche a finalement
" prouvé l'impossibilité de
" la continuation du commerce
" de compagnie. Elle a parlà
" accompli la prophétie des
" personnes entendues dans le
" commerce, qui plutôt ~~se~~ avaient
" été utile par la vérité,

que de plaire en flattant les idées favorites de celui qui domine par le pouvoir.

Le roi a déjà depuis quelques tems cédé à la compagnie les 10,000 actions retenues pour un million de Rdlr, auxquels la compagnie effectivement payé 700,000 Rdlr. Les intéressés avaient parlé l'avantage, que maintenant l'échange n'était partagé que parmi 20,000, qui autrement se serait parmi 30,000. Malgré cela les intéressés entouré 10 Rdlr en échange, et ainsi desanpoin furent dans ces grandes espérances. La dissolution effet aura environ 1,300,000 Rdlr d'obligation du gouvernement, quelques unes à 75 et quelques unes 70 Rdlr par action. On céda le commerce de guinée à la maison de commerce Dantzfeld & Hoffmann, qui continua jusqu'à la traite des nègres dans cesse. Mais j'ai remarqué que lors que l'on fut les Statuts de la compagnie

n'a été aussi absurde dans
la base des effets,
que l'on a été à l'
(annettelsen) dans ses entreprises,
quelle compagnie s'encharga
l'année 1781. On évalua
et on compta alors 37 navires
à 774,223 Rdlr, et quoique
la compagnie a fait batir 6
nouveaux navires, qui ont
coûté 200,000, et acheté 8 autres,
à 200,000, les 40 navires, jaugeant
4622 Lasts de commerce, que
le gouvernement reçut, ne furent
pas taxés plus que 196,825 Rdlr.
Le commerce d'Islande fut très
utile pour les deux pays. L'année
1786 ouvrit à chacun, et
par là à indistinct le commerce
fait jusqu'à présent pour compte
du gouvernement. Le
commerce du groenland et de
Faröe continua pour compte
du gouvernement.

Après avoir fait la description
de cette compagnie, nous passons
à montrer, dans quel degré
le commerce auroit s'est
augmenté, et dans quelle
manière avantageuse il a dû avoir
de l'effet sur chaque branche
de metier (Erhwersgreen) et
fondé le véritable bien être
dans le pays.

Nous commencerons avec le commerce dans les Indes occidentales, qui par suite de la guerre avec les états de l'Amérique du nord a été très avantageux sous le Dannemark, surtout à l'egard de nos colonies, dont on en avait fait un soi disant commerce d'entrepot. La production des îles a considérablement augmenté, et déjà l'année 1775 45 navires ont apporté des chargemens pour Copenhague de la valeur de 1 million. La production maintenant, autant que les livres de douane le montraient, augmenté à 20,000 Tade de sucre ainsi que 8000 Tade rum, mais beaucoup prétendent que l'exportation générale a été plus forte. Si on veut se faire une idée du commerce considérable que faisait des Indes occidentales, il faut alors savoir, que seulement dans les année 1781=1783 il y en avait pas moins que 465 navires, de 40 à 160 Lasts de commerce, qui ont reçu les passeports pour y aller. L'année 1782 arrivèrent à Copenhague pour 3 millions de Rdlr de marchandises des Indes occid

= tales. L'accroissement annuel combien de navires ne furent pas envoyés dans d'autres ports et pays ? Et le commerce d'autre (Mellemhandel) se dans les Indes occidentales elles mêmes de quelle importance n'a-t-il pas été.[2] On peut conclure des avantages considérables, que la compagnie des Indes occidentales a donné, que ce commerce de marchandises et de prix est produit au pays. Le surplus net de la compagnie après quelques années d'activité se montait à un 1781 par année qu'à 1,450,000 Rdlr. Courant, dont 1,200,000 fut placé dans le fond, et 1/4 de million distribué en échange (Udbytte), — les années suivantes l'échange se montait de 50 à 100 Rdr par action. La compagnie a ainsi avec 20 de ses propres navires, ainsi que d'autres, quelle affreta, dans un espace de court de cinq ans, gagné 2 millions et 1/2 ; mais le pays a gagné beaucoup plus, car l'équipement de tant de navires qu'il a été par conté ?. Quelles grandes

somme ~~de~~ la compagnie n
-t-elle pas été obligée de pay
pour les navires affrétés ? Com
n'a-t-on pas dépensé pour
l'établissement et l'adminis
ti et aux Indes occidentales
Seulement les émolumens d
la direction supérieure se
montaient à 100,000 Rdlr. D'au
de parts de marchandises si
considérables, que n'ont elles pa
pourvu aux payes ? Quelle somm
considérable ne formait pas le
droit ? Les 2 millions et 1/2
doivent être supplés par ses
objets, et alors nous obtenons
résultat plus considérable. S
il ne s'agit que de la compagnie
mais les particuliers que n'avaien
ils entrepris ? et ceux-ci combie
n'ont ils pas gagné depuis, surt
dans les 4 années avant l'éta
-sement de la compagnie ?
(Lauze et son vertueux ami
Handel)
du commerce des Indes occid
que d'après ce aperçu il a d
donne un bénéfice extraordina
Nous avons à cet objet beau
de notes, d'ap
lesquelles on obtient un état de bén
un résultat plus sure et plus
satisfaisant.

N:o 3. Nathanson

Voir page 116 de l'original à la page 155

97 — les années suivantes l'échange (Wechselkurs) de 50 à 100 % par ation. La compagnie a ainsi armé 20 de ses propres navires, ainsi d'autres, qu'elle affréta, dans un tems de court 5 ans, gagné 2 à 3 million; mais le pays a gagné bien davantage, car l'equipement de tant de navires qui n'a-t-il pas coûté? La compagnie que (ensuite) n'a-t-elle pas payé

J'ai par couru ces plus par 2 de notes, et j'ai comparé les calculs, et malgré, la grande quantité de fautes importantes dans les chiffres, qui se sont glissé chez les écrivains compétents je suis cependant arrivé à un résultat. Je trouve par exemple qu'un petit écrit, que le Directeur feu Ryberg a publié en 1783, que les charges communes de retour des Navires de la Chine:

1 Prince Frédéric remontait à 323,481
2 Frederik Kobenhavn Slot — 490,286
3 Juliana Maria — 506,608
4 Leve de Danemark — 520,110

Les entre jeux dans l'enchaînement

ouvrage de Henning sur les fi
nances 1re vol., qui a acc
pté la valeur de ces charge
revenus à 90,000 Rbl de plus
Ryberg. Le tableau fait a
beaucoup de tort par Ledeb
Leschlys sur le commerce dan
de la Chine et les Indes orient
s'aunde avec celui de Henn
qui en général est très exact
une faute importante s'est
glissé dans Thaarup dans so
guide pour la statistique de la
monarchie danoise p. 575, o
est dit "que les cargaisons arr
dans les 208 navires de 1775 à
1786, se montè à 65,250,191
d'autres auteurs ayant suivi ceux
Olufsen l'ont encore sans d'a
recherche copié; mais c'est
les navires y arrivés dans l'es
espace de tems ne peuvent pas
que 106, et la valeur des
Chargemens ne peut pas plus
50,806,237 Rbl. La faute co
ble qui s'est ainsi glissée

provient, Lorsque l'auteur a réuni les changemens exportés avec les importés, et les a ainsi donné comme ceux qui sont revenus. Le conseiller d'Etat Thaarup a par une remarque corrigé cette faute dans l'écrit qu'il a publié sur l'état de la compagnie asiatique — qu'il souhaiterait continué — en donnant comme base de calcul les tableaux de Leschly. Les résultats de mes recherches sont ceux-ci:

De 1775 à 1784 la compagnie envoya 25 navires à la chine. En même tems également 21 idem pour les Indes orientales. Des particuliers y envoyèrent également 49. Le montant de l'argent reçu ainsi que marchandises fesait 11,678,746 Rbd. Dans l'espace de tems de 1776 à 1785 arrivèrent à Copenhague ou Danemark: Des navires de la compagnie 24 de la chine

idem ——— 16 des Ind. orient.

4 pour compte particulier 43 — id

Le montant de ces cargaisons

fruit 43,785,737 # de la
cour compte étranger 7,148,131
Ce que est arrivé chaque revenu
en (Gènement suit),
fait par an environ 4 3/8
millions. Ce que le pays a
gagné par un commerce si
important ? Le commerce
de la compagnie le plus
avantageux a toujours été
aux Indes. Dans l'état
du Danemark par Holberg
p. 648, on trouve un aperçu
de ce commerce, duquel on voit
que le commerce de la Chine de
1732 à 1753 a donné un bénéfice de 46 p%, 51 3/4, 61, 79 p%
83, 105 et 118 2/3 p Ct. Dans la
" réponse raisonnée par les rapp
de la commission pour
recherche du manque de la
caisse ", il est dit p. 3.
" Dans toutes les difficultés
" mentionnées ci notre compagn
" a toujours (ou) dans les dernières 12
" années de 1772 à 1783, une
" échange de 10 à 30 p. Ct du capi
" total, pour lequel était mis
" la valeur des actions par le

, nouvel octroi de 1772, ce qui
, en (Gouvernement) est
, plus grand qu'aucune
, compagnie n'a donné dans
, asiatie, cependant on peut
, calculer avec exactitude que
, le capital a été doublé.

Si l'on suppose maintenant
d'après ceci, que le
benefice net de la compagnie
a été 20 p/Ct, il se montait
alors dans les autres 12 années
à 8,360,000 Rdh, et si ne
suppose que 15 p/Ct, alors le
montant n'atteint que
6,720,000. Ce qui les intérêts
en change reçu dans ces 12
années feront 3,360,000, ou
par an 278,000. Rysbergen,
qui comptait les années,
que l'on pouvait encore
attendre de retour en 1783,
évalue l'change à 442,000.
Mais si au contraire on
compte l'intervalle, en
question, de 1776 à 1785,
alors l'change pour ces 10
ans a été 3,216,000 ou
l'un dans l'autre 321,600 Rds.
par an. Mais ce que la

cargaison a donné un échange
n'est pas très connue, que le
a gagné; il faut alors porter
évaluation a) ce qui un état
=ment si considérable coûte
par an, b) les intérêts des
Capitaux que la cargaison
doit, c) la somme que on
place dans le Capital pour
tout cela est un revenu pour
le pays, quoique pas pour les
intéressés. On peut par conjec
le plus approximativement
25 p Ct dans surplus de la somme
que coûtent les marchandises
je compris le fret, mid un cargo
avec 29 millions en surplus
7 millions et 1/4, en tout 36 1/4
de millions, qui ne le montrent
des cargaisons importés dans
ce pays de retour pour consom
dans. Outre ce qui est arrivé
comme déjà dit, pour compte
étranger, du montant de 7,14
nous devons aussi compter le
voir des autres marchandises
de transport
(Förings-Gods). Les chiffres

Lausanne à peu près 20 de 1772
à 1791 1,460,000 Rdlr. C'est
ainsi quelle est taxée; mais
la somme est bien plus grande,
si nous considerons, que depuis
le Capitaine et supercargue
jusqu'au mousse de la chambre
ils étaient tous commerçans.
Il y a des capitaines et super-
-gues qui pour leur compte
apportaient 50,000 Rdlr, la
somme a peu près ainsi que dû
être bien forte. On lit a ce
sujet dans l'esprit souvent
cité dans le Handelsstand
p. 673. (des subsistances marchandes de transport)
" La valeur exportée par
" les navires mérite une
" observations, car elle n'est
" pas (par auctionnement)
" mais taxé. L'année 1785
" elle s'est monté à 316,315 Rdlr.
" et l'année 1786 — 180,632 —
" On ne croirait pas, que les
" équipages de navires, aux-
" -quels ces marchandises taxées
" pas appartiennent, pourraient
" y defraud-er quelque chose
" de considerable, puis qu'en
à cet égard en Asie comme en Europe

» et à cause de
» (Recognition) particulière, on
» tient un double controlle à
» la compagnie ; cependant les
» Arithméticiens, qui possèdent
» les connaissances nécessaires
» prétendent, que les marchan-
» dises transport (Föring godz)
» doit aumoins se multiplier
» par 3, si on veut lui donner
» sa véritable valeur. La
» véritable valeur de celles-ci et
» d'une partie des ventes devest
» asiatiques peuvent aussi difficil-
» lement s'exprimer par des chiff
» que les présents (employés) de la
» les compagnies doivent retirent
» des Indes orientales, et quelles
» négociants de l'étranger
» gagnent, comme bénéfice de
» passage, quels Capitaines d'un
» gagnent de voyageurs étrang
» droits de séjour de leur chan
» dise asiatique un Faroë. »

(voit)
Il paroît, les sommes
considérables auxquelles
les marchandises de transport

ans d'ascendant, d'quoique je
sois d'accord avec l'auteur,
que ces mots s'expliquent
par des chiffres, je crois
cependant, que l'on peut
supposer au plus bas, que
les marchandises de transport
venues de Paris 83 navires arrivés
dans la présente période peuvent
s'évaluer à 4 millions. Le
montant de toutes les
marchandises, rapportées
pendant ces 10 années, peut
environ 48 millions, dont
à 7 millions restèrent dans le
pays. Le reste fut exporté
pour l'étranger. J'ai déjà
fait remarquer, quelles
avantages le pays a
recueilli par l'envoi de ces
marchandises, qui fut
évaluée à 10 p Ct, mais
pour ceux qui de cette période
on peut évaluer encore
plus haut le droit des

marchandises, qui arrivaient dans des navires particuliers; si même nous ne prenons que 10 p. Ct. le bénéfice profit fait 4 millions. Les droits ne montent seulement à 2 millions. Il reste encore à mentionner l'avantage le plus important, quel pays est par ce commerce, qui est le profit. Voici un calcul approximatif. Le tonnage des navires revenus ferait 19,860 L.C. savoir:

24 navires de la compagnie (de la chine) à 140 } 13,840.
16 ——— ——— de tonn. 235 }
42 navires particuliers à 140. 6,020 —

On compte les premiers 13,840 à 400 Rd p. Ct. 5,536,000 R.
les autres 6020 comptés à 300 Rd 1,806,000 -

Tout donne autant 7,342,000 -

Le calcul de Leschlys tendant suivant les gages (Hyren) ferait 3,547,240 Rdr. J'ai calculé l'effet d'après la requête (Juley) du défendeur agent Dirtzfeld dans la

délibre affaire d'approfondissement
lors à l'examen des dispositions
entre lui et conseiller de
confidence Archer. Il a
prouvé dans cette requête
une une clarete rare
(comme tout ce qui sortait
des mains de ce négociant
remarquable) que c'était
plus avantageux pour la
compagnie, non seulement
de venir en aide à ses propres
navires, mais que l'on
devrait même mettre
quelque choses à frêt. Il
exposa des calculs qui ne
furent pas contredits que les
navires contenant à la compagnie
484 Rdlr par Last de commerce,
au lieu que je n'ai évalué le
frêt qu'à 400 Rdlr par Lasts de
commerce. Ensuite j'ai
évalué le frêt des navires
particuliers qu'à 300 Rd,
quoiqu'il ait été plus grand
dans la révolution de France,

card d'après l'ensemble de Cafés-
-rune Archer n'ayoge en fret
dans ce tems de la Chine en
Angleterre 32 £. par Tonneau
et dans celui-ci seulement
20 £. Nous croyons donc
pouvoir tirer de ce premier
pouvoir tirer le résultat décisif,
que le commerce des Indes
orientales, dans la date époque,
a rapporte au pays au
moins 2 millions Rdl. Courant
par an.

Nous avons parlé du com-
-merce des Indes orientales et
occidentales, et nous pouvons
maintenant suspendre notre la
société Campagnie de la Baltique
Quoique elle n'ait donné aux
intéressés plus que 200,000 Rdl.
d'échange, cependant les pays,
par rapport à la rapidité
de son activité, n'a pas gagné
de sommes si considérables. -
Elle tenait en Mer 51 navires,
dont 29 les 2 premières années
furent envoyés en Afrique
avec Cargaison 1,282,489. Elle

fet venir de la Baltique 88,674
Tonnes de grain, et le surplus
de la société était d'après une
balance faite dans les deux
premières années de commerce
824,065, dont 500,000 Rdl,
furent mis dans les fonds.
Quant à la société réunie de
l'Islande et Groenland, on
comme n'efit pas de
grands progrès. On a
différentes notes exactes, des
quelles on voit, qu'dans
tout le tems la somme
d'achat (Indkiöbs summen)
des productions Islandaises
n'efit pas plus de — 217,596 R.
groenlandais ——— 126,000 —
superée ——— 25,000
Si on y ajoute le fret
et les dépenses, le tout ne va
pas plus de 3/4 million, dont
une partie considérable,
et le reste environ 3 à 350,000 —
furent exportés. ~~de l'or~~
Cependant nous devons remarquer,
que par suite de triste
événement, qui eut lieu

f. 124 a. Original

en Islande l'année 1783, le
commerce a un peu diminué.
(mesures de revenue)
Le commerce de pêche a été
assez considérable dans la pêche
de l'Amérique du Nord pour
tous les pays; partout on voyait
des navires d'avis. La méditer-
ranée n'était remplie; il
y avait bien un nombre de
navires, (mouvements)
jaugeant environ
90,000 Lasts de commerce.
Nous savons maintenant
que le pêche a été très élevé
dans cet espace de tems, que
l'on payait jusqu'à 150 rdk
par Lasts de lamé de cette année
pour Hamburg, ce qui est
donc très (une) lucrative
de grand profit, que cette
branche de Commerce
a produit.

Dans les 10. années engagés
jusqu'à 2,761,396 Rdk courant. Le
commerce de production de la
norwège a été très vivant,
principalement dans la dernière
moitié de cette période —

les productions du pays ont trouvé
du débit (prompt) à des prix assez
élevés. Nous avons déjà mentionné
page 54 les ~~mon~~ montants
approximatifs de l'exportation,
qui aujourd'hui a augmenté.
On voit par le Tableau ci-joint
pour l'année 1792, que l'exporta-
tion générale du bois des
douanes du diocèse de Agerhuus
a été de 1781 à 1789, 122,752
Lasts — et toute l'exportation de
la Norwège a été l'année
dernière (1830) 168,409 Lasts. La
L'exportation de fer et du cuivre
a été plus grande qu'elle n'est
aujourd'hui, et quant au commerce
des ~~pêches~~ poissons en Norwège,
je trouve dans la description
statistique (de Norwège) topographique
par Kraft ~~de Lasse~~ 1re Livraison
du 4ème volume, que
l'exportation de poissons secs
de 1782 à 1786 a été — 250,609 Kil.
poissons secs ——— 79,092 —
et l'exportation de poissons
secs de 1822 à 1826 ——— 269,177 —
poissons secs ——— 53,731

envoit donc par ceci, quel l'exportation était alors aussi forte qu'à présent, à l'exception du harang, qui ne met que peu de Il faut maintenant observer, que dans ces tems 1782-1786 non-seulement l'exportation pour le Danemark comme dans le pays, et elle ne n'était par conséquent compté dans elle pour les ports étrangers. Ces années à Bergen pour des ports étrangers :

L'année 1780. 614 nav. jaug. 34,248 L.
et l'année 1827-589 — — 19,273 —

Si maintenant le tonnage était plus grand, il faut alors compter la dite circonstance à l'égard des Etats danois. Les revenus des douanes montaient dans les dites années 1782-1786 en tout 117,000 Rbd par an. Les droits sont, il est vrai, plus haut, mais maintenant on paye aussi des droits de toutes sortes de grains, qui viennent du Danemark, qui anciennement en étaient

exempts. Par ces preuves nous pouvons nous convaincre, que le commerce a été considérable, et devait de toutes les productions s'est monté à plus de 3 millions de Rdls courant, (somme) à laquelle je l'ai évalué page 54.

Quant aux productions danoises, l'exportation du bétail (marchandises grasses) et des grains était considérable et avantageuse; ce dernier n'a pas été le cas avec les grains. L'exportation pour la Norvège était, il est vrai, forte, mais n'atteignant toutes les provinces, le Danemark, la Norvège et les Duchés, nous trouvons alors, qu'en — l'espace de 1775 à 1784, d'après la recherche exacte d'une commission, il fut importé des ports étrangers plus de ports danois pour des pays — étrangers chaque année:

qu'il n'était exporté

de seigle 100,228 Tonnes.
orge 27,042 —

Mastfeld avait donc raison, lorsqu'il prétendait, que le

Danemark, dans, et sans ne pouvait se nourrir soi-même.

Quant à la navigation nous avons encore à parler de ce qui suit. Les navires arrivés à Copenhague furent:

l'année	1775	3740
—	1776	3920
—	1777	3908
—	1778	4278
—	1779	4696
—	1770	4576
—	1781	4993
—	1782	5123
—	1783	5020
—	1784	4164

La navigation par le détroit du Sund a beaucoup augmenté dans les derniers tems. Jusqu'à 1775 le nombre de navires, qui s'expédiaient, était environ 6000, il a monté de cette manière:

1777,	— 9053	navires dont	dans 1110
1778,	— 8476	—	— 1214
1779,	— 8272	—	— 1263
1780,	— 8291	—	— 1341
1781,	— 8281	—	— 1588
1782,	— 8375	—	— 1634
1783,	11,233	—	— 1796
1784,	— 10,867	—	— 1673

Les revenus d'Elsineur ont du pour cela augmenter en conséquence.

Nous avons ainsi montré, dans quel degré élevé les ressources du pays ont augmenté, et nous ne voudrons point fatiguer nos lecteurs en répétant chaque objet. Les revenus de la caisse de l'état ont du par conséquent augmenter dans la même proportion, ce qui aussi a été le cas. Le calcul, que les revenus ont monté environ à 8 millions de Rigsdaler courant. Nous pourrons mieux juger de l'augmentation du revenu par les revenus suivants du droits de consommation de la capitale:

Ils ont été pour 1775 ——— 516,696 Rdl.
1776 ——— 623,818 —
1777 ——— 594,032 —
1778 ——— 642,767 —
1779 ——— 733,107 —
1780 ——— 772,779 —
1781 ——— 898,762 —
1782 ——— 940,135 —
1783 ——— 1,158,492 —

Les revenus de droits et de consommation ont été pour tout le pays outre les droits du Sund (dont le montant était de 550,000 Rdlr) :

1781 —— 2,077,343 Rdlr
1782 —— 2,236,475 —
1783 —— 2,560,355 —
1784 —— 2,565,728 —

Soudain retentit la caisse de l'état [illegible] en que deux dépenses extraordinaires, l'une dont les frais ont été couverts par le canal en Holstein, lequel après déduction de l'avance déjà mentionné d'environ 1½ millions, a coûté à la caisse de l'état 2 millions Rdlr. — Ensuite elle eut une dépense extraordinaire pour les navires de guerre, qui furent équipés, pour protéger le commerce et maintenir la neutralité; ces dépenses furent en partie couvertes par un [illegible] d'impôt extraordinaire pour [illegible] prescrit par l'ordonnance du 13 mars 1779, dont le payement dura jusqu'à 1783, lorsqu'il fut aboli.

Autrefois que la dette de l'état a été augmenté, et principalement à l'étranger. Elle a été:

l'année 1771 — 7,302,000 Rdh.
l'année 1786 — 14,373,494 —

par conséquent la dette étrangère a augmenté dans cet intervalle 7 millions de Rdh. courant. La dette du pays a été l'année:

1771 environ 8,800,000 Rdh.
en 1786 — 12,073,000 —

Celle-ci n'a donc été augmenté que de environ 3,200,000. Cette augmentation dans la dette du pays n'a cependant pas eu lieu dans la période augmentation, mais dans les années 1785 et 1786, que nous montrerons plus tard. L'augmentation de la dette de l'état de 1771 à 1784 ne peut donc être évaluée qu'à 7 millions de Rigsdaler courant. En

attendant il a inconsi-
-derable, devoir la dette
de l'état de 1775 à 1784 —
hausser à un point effroyan-
-table. La dette de billets
a été, après déduction du
restant de la caisse de la
banque : l'année
1774 environ — 9 millions
et l'année 1784 —— 17 ——

Un accroissement de
billets si considérable de la
dans un tems, que les revenus
de l'état ont augmenté, et
qu'en outre la dette à l'étranger a
augmenté à 7 millions, dans
un tems, que le pays était en
paix, et n'était pas affligé
par d'autres événemens mal-
-heureux survenus, devoir
dans un tems (Fil) une
formation de billets de 8 —
millions Rdx courant, est
aussi triste, qu'inexplicable.
Mais, voilà dit :

„ dans la période de l'Amérique
„ du Nord et surtout immédia-
„ tement après la paix, on a
„ été obligé de venir au
„ secours des commerçans;
„ on prêta [illegible] 4 millions,
„ et c'est à cause de cela que
„ la masse des billets a eu
„ lieu."

Mais en quoi consiste effectivement ce cas? Voyons: Nous trouvons (p. 36–42.) dans le 2ème vol de Thamp, une liste étendue de l'empreint, auquel la caisse de l'état est venue au secours des négociants l'année 1783. Et [illegible] fait à 29 différents maisons de commerce associées, se montant à 1,778,506 Rds courant, parmi les débiteurs se trouvent comme les plus grands:

Le baron Bolten — 600,000 Rd.
La société de com.ce de Sudervaldt 200,000 —

Mais la [illegible] majeure partie de toutes les sommes prêtées

fonds remboursées la même
année. On lit dans le
Adresse avis N° 229 pour
l'année 1783, ce qui suit:

« On fait savoir par la présente
« d'après ordre supérieur que
« comme [redacted] au mois de
« mai dernier il prêté et avancé
« à M. le baron de Boltzen une
« somme considérable de la
« caisse considérable moyennant
« des gages et hypothèques dans
« les 4 navires des Indes orientales
« aux leurs chargemens ap-
« partenant au dit M. le
« Baron Boltzen, savoir le
« navire Prins Carl, Louvoig,
« Schimmelman & [redacted] Kjöbenhavn,
« [redacted] ladite obligation dit gage
« a donc maintenant payée à
« la vente des 3 premiers navires
« à la vente de leurs charge-
« mens, demandant que
« non seulement le dernier
« navire Kjöbenhavn, mais
« aussi tous (autres) les effets

(19)

" appartenant au Baron Bolton
" se trouvait libre de dette à
" la caisse de l'état ou la banque
" royale."

Il a été de même avec toutes les autres maisons de commerce solides et respectables, à l'exception de quelques unes, qui ont tardé à renouveller, et devaient en tout, l'année 1790, environ 250,000 Rdls. La formation des billets n'était donc pas une conséquence de la crise de commerce de 1783, que nous apprendrons d'ailleurs dans les périodes suivantes. Quelle était donc la différence d'une augmentation si extraordinaire? Et ce que les dépenses de la caisse d'état ont tout augmenté dans ces 10 années de paix, il est alors à plaindre, que la balance (Underbalance) n'a point été couverte par des impositions. — Mais même l'impôt (afgift) extraordinaire prescrit par ordonnance

du 19 mars 1779, a été abolie au mois d'août 1783. On voit dans les suites du procès entre la banque l'année 1773, ce n'est qu'ici que nous trouverons tout le malheur et confusion à l'égard de la monnaie du pays.

Nous avons vû, p. 90, que la direction (supérieure) des impôts d'après ordonnance du 15 avril 1774 (maintenant) des ~~épiceurs~~ » doit représenter les intéressés de la banque. " Les — commissaires de la banque ont dans conformité des dispositions de cette ordonnance ont tenu annuellement une assemblé générale, à laquelle étaient présents des membres de la direction supérieure des impôts, qui les décidait et entendait tout ce qui avait rapport à la banque. Dans (ces) 10 années, le profit net de la banque après déduction de toutes les dépenses et perte, environ 1,450,000 Rdlr. courant, bien entendu : que les finances

et le comptoir de la banque, qui devait des sommes si considérables, ne payait aucune rente. La

Comptoirs de la

banque seul devait à la banque presque 3 à 4 millions. Actuellement la dette du comptoir de la banque a augmenté, depuis son établissement.

Dans ce cas on devait dans les sociétés de commerce réunies

de l'Islande, du Groenland et des Feroë on doit encore actuellement emprunter 800,000 Rdlr. La banque est aussi une perte d'environ 200,000 Rdlr de chez un de ces employés inférieurs, qui cependant fut remplacé par les autres caissiers royaux. La dette des finances à la banque à cette époque (1784) fut évaluée à environ 10 millions de Rdlr courant, outre les sommes considérables, prêtées à des compagnies de commerce, sous de garanties royales &c.

Nous (encore) avons à ajouter à l'égard de la banque, quelques remarques considérables (concernant) (le petit courant) par la banque et les finances depuis 1761 (p. 40) du petit agiot au change de 176 ½ p. C. furent l'année 1775 reduites à ⅓, ce qui donna lieu à beaucoup de mécontentement parmi le peuple, surtout (lorsqu'on) répandit aussi le bruit, que les billets de un Rixdales allaient aussi être reduits. Le peuple se montrait aussi très porté à se soulever, en menaçant d'attaquer la banque, comme aussi le palais de Schimmelmann. Les suites auraient pu devenir sérieuses; cependant le roi se montra au peuple, et (leur parla) l'envoya Bülow sur la tranquilisa, et le même jour parut une affiche, qui contredisait le bruit al'egard de la reduction des billets des rigs dalers.

Voyons maintenant a la fin, comment le commerce interieur

- tout d'un côté, et la formation des billets de l'autre, a extrêmement influé sur le cours et les prix des grains. Le prix général de la taxe de (Kapitel) pour ces années citées fut ainsi: le Seigle 2 Rdl. 3 ff 8 ß ou 2 Rbd. 4 ff 8 4/5, l'orge 2 Rbd. 3 1/5 ß, l'avoine 8 ff 9 3/5 ß ou réuni circa 6 1/4 Rdr. calculé cours — général de 130 font 14 Bq ff 6 1/2 ß. Par conséquent plus bas que nos prix actuels. Le change dans les premiers 6 années ~~était~~ jusqu'à 1780 à peu près pari, 123 à 126 p.C. La masse des billets a été ~~augmentée~~ (presque augmentée) d'une moitié; car en 1784 de ~~était~~ 20, 580, 630 Rdr (dont, comme nous l'avons déjà observé, entre autre peut supposer que 7 millions en circulation effective), par conséquent d'après le Change de Paris presque 27 millions de Rdr. — 9 millions de plus que la masse actuelle de circulation,

bien entendu, qui avoit été de
27 millions circulant aussi
des lettres de Change de 2 à 3
mois, et d'ailleurs dans ce
tems on s'est servi de toute
sorte (de) hypotheques, comme
un moyen d'argent. Les
billets n'ont (pas) perdu d'avantage
que 1/10.

Avant de passer à la période
qui, par rapport au commer-
-cement de la participat
de notre regent actuel dans le
gouvernement, nous devons
encore parler de la compagnie,
qui a joué un role si important
dans l'histoire de commerce,
et dont le sort a eu beaucoup
d'influence dans presque
tous les états. En jettant
un coup d'oeil attentif sur
l'établissement, il nous
semble alors dans ce tems
(ligestaaten Staat (Staten)
Toutes les affaires, négociations et
réunions ressemblaient beaucoup

† est très intéressante dans les
annales de l'histoire de Danemark

p. 135 de l'original

aux assemblées (Middes) actuelles
des représentants du peuple.
Lorsque ceux-ci s'occupaient
à leurs constitutions, les autres
se recriaient sur des convulsions;
s'introduisait ici un parti
d'opposition permanent, il
y avait ici des ultras et des
libéraux; il ne manquait
que des esprits de parti, pour que
l'assemblée fût clairement
le pendant de celle qui
se tint à Coblentz en l'année 1783,
et qui était surtout contre
l'actif Rybing. Pour se
faire une idée de l'esprit, qui
régnait alors, et qui fesait
que le gouvernement se
mêlait d'affaires particulières,
je dois copier quelques
documens, que je trouverais
remarquables et utiles. La
chose était ainsi: un
manque de caisse d'environ
600,000 Rdr fut découvert
par la commission de
révision; le caissier, le contrôleur
de livre, le secrétaire, ainsique

le directeur de Lintrie Haale
ont assemblé par une fausse
écriture de livres et d'autre manière
ont fait cette fraude sans
pareil. Les intéressés qui avec
raison en étaient fachés, —
accusaient les autres M.rs Directeurs
mais principalement les trois
intendres dans le commerce,
Ryberg, Fabricius et Hammar,
Lemarquer de leur vallaire
convenable et prétendaient
avoir recours à Ceux
ci. A cette occasion on avait
aux intéressés une lettre de
convocation très soumise en date
du 19 mai 1783, dans laquelle
la direction exposait l'affaire,
portait de ce qu'on espérait en faire
poursuivre les capitaux intérêts
(underlagne), défendant leur
procédés, et proposait à l'assemblée
de tenir dans une assemblé
générale, que l'on fixait pour le
6 Juin:

" que la discussion soit exempte
" de responsabilité, d'après le
" 2e chapitre (7e article) de la convention,
" à l'égard des conventions
" secrètes du caissier, le teneur
" de livre et le discuteur de fautes
" et fraudes les uns des
" autres dans le marque qui
" vient d'être trouvé."

Mais le même jour, que cette
lettre de convocation parut, la
discussion fait une requête au
roi, dans laquelle l'affaire
est exposé ainsi, que quoiqu'ils
se croyent libre de responsabilité,
" nous devons cependant supporter
" d'après la sévère justice, qu'il nous
" a été donné (Lazy) par les
" intéressés. Le temps qui est nécessaire pour l'exécuter,
" sera de plus longue durée qu'on
" le croit, pendant lequel nos
" maisons de commerce, que
" nous avons dirigé former les
" plus anciennes et accreditées
" du pays, souffrent beaucoup
" de leur crédit, puis que toute
" personne qui ne connait pas

« l'affaire, supposera que nous
» pourrons être coupables. La
» perte, que le mauvais état de nos affaires
» de commerce importantes, particulières
» = mentionné dans cette année comme celles
» (ou tant pour la compagnie d'Asie,
» comme les négociants particuliers
» avec les Indes et les autres Compagnies
» des marchandises pour 10 à 12
» millions non attendues, et pour
» les quelles une somme considérable
» ait (trassées)) sera pour
» l'état, et particulièrement pour
» cette espèce de commerce, ne peut
» être de peu d'importance; car quand
» il n'y a que peu d'acheteurs ou
» spéculateurs, alors les marchandises
» remuent pas, et les prix, comme
» la paix continue, baissent considérable-
» = ment, dont il résultera, que les re-
» rentrées pour les sommes tirées de
» l'Inde manqueront. Pourrait-on
» donc trouver quelque moyen, par le
» quel les intéressés de Cette compagnie
» pourraient être satisfaits pour la
» perte dont qu'ils souffrent, avant
» la prochaine assemblée générale,
» il nous restait alors l'espoir, que
» les intéressés abandonnassent leur
» prétention à la direction; ce que

„ nous croyons pouvoir le mieux
„ s'attendre, à V. M^té très
„ gracieuse voulait accorder
„ à la compagnie d'asie actuelle
„ la prolongation de son actuel octroi
„ pendant 20 ans, du 12 avril 1792,
„ tout en conformité de l'octroi
„ de votre M. du 23 Juillet 1774.
„ très gracieux
„ Car la compagnie pourrait par là donner
„ aux intéressés l'occasion de
„ regagner, un peu de la perte par
„ l'augmentation du commerce, et
„ finalement à l'avantage de la
„ propre caisse de votre M., et si
„ les actions étaient
„ reçues à la bourse comme
„ gage calculé à 800 Rd, dont la
„ valeur intérieure et plus que cette
„ somme surpasse (overgaat),
„ on pourrait alors renouveller le
„ credit de la compagnie."

Sur cette requête parut la résolution suivante du 31 mai, qui est remarquable:

„ Lorsque dans notre octroi
„ très gracieux nous avons expres-
„ sément déclaré, que ni nous
„ même, ni personne de notre
„ maison royale, qui peuvent
„ avoir des actions dans la compagnie

» des Indes orientales, ne voulons
» exercer aucun droit de voix, et celui
» par cequ'encore voulons conserver
» aux intéressés de la compagnie
» l'entière liberté de diriger leurs
» affaires d'après la pluralité des voix:
» Ainsi, quoique nous même comme
» M. notre père nous ne faisions
» donner aucune voix; il existera
» cependant sur la présente une
» loi bien plus forte, une loi gravé
» et profondément gravé dans notre
» cœur, qui nous oblige à faire
» entendre notre voix dans ~~la~~
» notre
» réunion générale, non pas comme
» intéressé (car ~~c'est~~ il n'en est aucun de nous)
» mais comme un roi
» donnant des conseils, comme un
» père sensible pour la compagnie,
» non pas pour la compagnie
» seule, mais pour tout intéressé,
» absent ou présent. Et ce comme
» par votre père, accompagné d'un
» dilection impartiale, et ce que
» vous Intéressés et tous sujets
» chers, devez entendre par le barreau
» de notre avocat de chambre
» (Kamme advocat), ayez
» vous voudrez sans doute trouver
» nous connaissons ~~la~~ l'honnêteté

" devons sujets) prendre en considé-
" ration dans votre délibération
" qui suivit.

). Nous savons que le billet de
" convocation et en outre, que la
" compagnie sans s'y attendre s'est
" vû menacé pour environ cinq
" tonnes d'or par des employés
" perfides, et nous avons regardé
" même telle infidelité avec le mé-
" contentement que elle mérite, et
" nous sentons relativement à notre cœur sensible toujours
" nos intérêts (Ce que sentons
" pour la perte de nos
" sujets.

" Quels intérêts sentiments
" aurions nous et bruits des coupables
" suivant la loi, et y joignons
" des mesures si actives et promptes
" que la restitution légale n'en
" soit point différée, et, comme
" cela a lieu quelques fois,

(red allehaande Kunstgreb bliver
langt uklakkelige, und den Kunde
og burde). Nous le disons, et
" nous aperons que les soins des
" intéressés pour eux mêmes, et
" considerons (ligesaa billigt),
" que cela est nécessaire d'après
" toute justice.

2 Nous supposons pour moins que
« l'assemblée générale actuelle nomme
« une commission, pour examiner
« et donner exactement l'état de la
« compagnie, ainsi que jusqu'où
« remonte le manque de la
« caisse; et nous imposons à la
« même commission, d'agir avec
« toute la promptitude possible, afin
« que l'assemblée générale puisse
« ensuite apprendre exactement sa
« perte.

3 Lorsque le manque aura été
« déterminé, et que la déduction ait
« donné sa réponse, et que l'on
« sait aussi jusqu'à quel point
« les maisons des employés infidels
« peuvent suffire pour la
« restitution: nous croyons alors
« qu'il sera tems que les deux
« juges (Desdorcerne) doivent
« connaître par une réflexion,
« quelles personnes doivent juger
« le restant à qui manque
« encore, et dans quel ordre, si
« toutefois une responsabilité
« subsidielle pourrait avoir lieu.
« Nous voulons, par surcroît, que
« l'on tarde plus tard, que cette

réflexion nous soit suivie
envoyé avant d'être présenté
dans la Journée de l'assemblée
générale.

4 Nous voulons aussi, que l'actuelle
assemblée générale doit nommer des hommes capables
et expérimentés, pour trouver,
et ensuite proposer à
l'assemblée les Moyens
nécessaires pour (après) réparer avec
entièrement pour l'avenir
la cause et effets de la compagnie
contre de telles pertes et pareil
désordre.

5 Nous croyons, que l'ordre et
procédé que nous venons de
prendre suivre est celui, qui
est dessus pour une réunion
honorable; celui, qui convient
à la nature de la chose, avec
équité, avec justice, avec le bien
de la compagnie, après et
à l'avenir.

6. Les intéressés apprendront
par ici, que notre volonté
n'est pas, que la discussion dans
la recherche, qui maintenant
doit avoir lieu, doit s'exempter

de responsabilité, autant que se trouve pouvoir reposer sur les Directeurs; mais ce que nous voulons par amour c'est d'exercer contre des hommes qui sont dignes pour tous, et utiles pour l'état, soit des reproches ou quelque entreprise violente, maintenant dans une époque, où la recherche n'a point encore, et quel'on connaît la perte qu'imparfaitement, avec les circonstances qui dépendent de la perte. De juger avant de connaître, c'est de l'impétuosité, et d'agir d'avoir des calculs assez complets, si même on tombait juste, ne fait honneur à aucun homme.

Tous ceux qui pensent bien doivent sentir, que si même la sévère justice à la fin d'une recherche attentive faisait une répréhension à la direction, sous l'inspection de laquelle (infidèle) ces employés se trouvaient, il y aura alors un autre tribunal, nous voulons dire la chose, que nous choisissons nous même les uns

(par devant Celui de)

Le tribunal de l'équité, de la
la dissolution sera certainement
entendue avec sensibilité,
qui se voyait abandonné par
un collègue, et exposé à une
conjuration d'un trésorier,
caissier & secrétaire, qui étaient
donné le mot et la main pour
attaquer (vraie) la compagnie,
et cacher leur trompperie à la
dissolution. Quelle homme est
sure dans (propre) sa maison, lorsque
un valet, ~~il~~ auquel on
a plus de confiance, conspirent
pour le voler, et aveugler ses
yeux sur la fraude.

8 Nous nous trouvons d'autant
plus portés à regarder la
~~con~~dissolution d'une d'une
~~abl~~ & œil inquiet, que nous
avons des listes que nous nous
sommes fait présenter sur
l'état de la compagnie et
change donnée pendant
plusieurs années, nous avons
trouvé, qu'il est inconstable que
cette dissolution a du profit, car

l'effet est la vrai preuve. Nous avons de cette manière calculé de 1753 à 1763, parce que pendant (en Europe) cetems là on avait une guerre de 8 ans, et ici nous l'avons mis à côté de l'autre de 1772 à 1783, mais quelle différence si on fait tout le compte.[2]

9 Il faut ici rappeller que dans la révolution il y a des hommes qui possèdent de telles maisons de commerce, qui par le quelles on a dans toute l'Europe un crédit, et dont le nom et poids dans toutes les places de commerce non seulement aide à soutenir le crédit général du pays, et mais acte et peut être utile à la compagnie tout dans d'autres cas, qu'à présent aux ventes (Auctionner) qui se présenteront.

Les Intéressés doivent tous (principalement) savoir, combien cette époque est sensible et difficile pour tout ce qui a rapport au commerce, et principalement (pour) le notre qui

servoit surchargé d'une grande
quantité de marchandises, et
un débit le plus lent possible.
Les intérêts doivent tous concourir,
combien il est nécessaire dans un
pareil moment de veiller
au salut de chaque branche
mais de commerce, afin qu'elles
puissent ensemble soutenir le
crédit, et aider le commerce
de l'état à travers les grands
empêchemens qui se font
devant.

Et nous sommes entièrement convaincus,
que les intérêts non seulement
voyent ceci, le conçoivent,
mais ils auroient honte,
si dans un autre endroit, où
leur roi leur a donné et conservé
leur droit devoir, ils
n'exerçoient pas leur liberté
d'une autre manière, qui
pût nous être plus agréable,
c'est à dire, pour l'objet de
l'attention paternelle, qui est
uniquement le bien de
la compagnie, le salut
de notre commerce dans une
époque pénible. Tous

le monde sait que nous avons
fait nous même et ce que nous
ferons pour elle; Tous ceux qui
sont ici réunis savent, que
tous sentiront avec une pleine
reconnaissance que nous avons
si souvent fait pour la compagnie,
c'est à dire pour leurs intérêts.
Ce que nous attendons, ce
que nous pouvons attendre
avec justice de chacun des
intéressés qui se trouvent ici
présents; c'est: c'est que toute
animosité possible disparaisse
de cette délibération aussi que
de toutes les autres suivantes,
et tout ce que l'on dit, que
ce qu'on décide s'exécute, ne
porte pas la moindre teinte
de personnalité, de jalousie ou
colère; que la direction jouisse
de l'estime, que de bons bourgeois,
doivent avoir de bons bourgeois, et
que la direction apprenne l'égalité
que l'homme doit montrer à
l'homme; et chacun voudrait
s'attendre dans un cas, où l'on

et desapointé, par ce que l'on
connaissait mr Lebrun sa bonne foi et
et sa loïa, que personne ne
(instantanément) dans toute
la ville; et enfin quelque chose
même, c'est à dire le bien de
l'état pour le bien duquel la
campagne, seul l'unique
but de l'assemblée générale.
Lorsqu'on suivra notre prémière
volonté paternelle, et que le
choix de cette réunion soit
du conseils, de manière,
que si nous nous apercevons
informer, nous puissions
que leur intérêts dans ce
moment dangereux, ont
répondu à notre confiance
comme des enfans obéissants,
nous declarons par la présente
comme roi et seigneur, que
Lorsque la
réflexion, que nous avons
enseillé dans le 3e article, nous
arrive, nous laisserons à
(qui la décision doit de Femme
l'assemblée générale de la

faculté de choisir (de nos) les propositions suivantes :

a) Si on trouvait que dans la dite réflexion que la direction s'était engagé (tilfundet) à payer aux intéressés les manques de caisse, que les coupables ne pu payer, et que les intéressés dans l'assemblée générale que l'on tiendra dès, jugent par la pluralité que les payeurs du manquant, nous ferons députés payer (à cette manque de notre caisse, et nous ferons ensuite un tel avant avec les Directeurs, par lequel notre caisse sera assurée, et les Directeurs resteront entièrement en leur pouvoir.

b) Mais si dans l'assemblée les intéressés se décidaient à courir l'égalité, et [redacted] abandonner les reproches qu'ils peuvent avoir à faire à [redacted] la Direction, nous voulons, qu'on y une entière restitution leur

P. 145 - de l'orig.

120

soit de faite, prolonge l'octroi de la compagnie pour 10 autres années, c'est à dire jusqu'à la fin de 1802, et (ou) dans lequel elle ne exige, d'après l'exemple d'autres nations, une somme pour le renouvellement, ni augmente l'impôt de la compagnie à la couronne, lequel deux articles nous avons (omis) pour le bien de l'état, mais que nous décidons entièrement pour ces 10 années.

11 De même que les intéressés ont à observer exactement la tranquilité et douceur que nous leur avons recommandé dans ces délibérations, et qui sera la condition, sous laquelle nous viendrons au secours des intéressés d'une ou de l'autre manière proposée, nous declarons en conséquence, que les directeurs, qui resteront près à la direction, doivent, autant que les employés comptables

p. 145 de l'original.

par leur infidelité aux (Gerould) le manque de raison
trouvé, mis (être) en sureté par l'un
ou l'autre de nos jeunes proposés
par nous dernière que dès
à présent il soit sans inquiétude.
La quelle déclaration concernant
particulièrement les maisons de
commerce Fabricius & Ryberg
et Hemmer, je répéterais ici,
afin que ces trois maisons doivent
et puissent être regardées par
chacun, comme si aucune
responsabilité reposait sur eux,
puisque nous nous sommes
reservés, par (la) quel ces maisons
qui nous sont chères ainsi qu'à
l'état puisse ~~ait~~ se soutenir
tranquillement et sûreté.
Le résultat de cette affaire, ou
de la fraude commise par
les employés, reste de la manière
dont elle pouvait être. Nous
déclarons ceci pour tous nos
intéressés justement dans les
l'intention lieux, que cela devienne
généralement connu, que
ces trois bonnes maisons

malgré le malheureux
accident, sont aussi leurs
et solides, comme auparavant.

12. Finalement nous voulons,
que les intérêts réunis, dont
le bien nous est si cher, et
pour le meilleur desquels nous
avons montré des soins particuliers,
fassent bien attention:

a) Que nous leur avons montré
l'exemple pour l'entière
exécution de la justice, par conséquent
à qui est passé pour se corriger
et suffisamment se remédier.

b) que nous leur avons conseillé
par l'exemple d'une conduite
judicieuse et honnête de voir
imaginés les arrangements les
plus énergiques pour empêcher
de tels maux pour l'avenir, par
conséquent, de se donner de la
sureté pour le futur.

c) L'extrême [illegible] adversité, qui a
encore tel malheur, avec douceur
s'égaré, ayant dans [illegible]
vue le bien de l'état et celui de
la compagnie, et hérité de tous
les deux, par conséquent ne pas
perdre de vue l'époque difficile
actuelle.

d) Finalement nous avons nous
mêmes, que notre Grace pour
la compagnie et l'accomplissement
de nos promesses gracieuses, et
entièrement dépendant de la
manière d'agir, que nous avons
le plus raison d'attendre, de
sujets sûrs et sages.

Fredensborg le 31 mai 1783.

Christian Rex.

O. Höegh Guldberg

Pour l'assemblée générale
de la compagnie des Indes
orientales le 1 Juin 1783.

Lorsque cette resolution royale
est parue, la direction parut avec
une lettre du 31 mai comme
ces termes:

Nous avons, il est vrai,
proposé dans le billet de
convocation du 19, que la direction
doit être exempte de la responsabilité
du manque (decisive) occasionné par l'infi-
-delité du caissier et du teneur de
livre; mais comme après plus
de reflexion de considération nous
avons trouvé nécessaire, et que

le remarque de Caisse en lui même soit exactement déterminé, et la raison de cette faute examinée et éclaircie le plus possible, avant que nous devions présenter de cette matière désagréable à l'assemblée générale, comme aussi notre honneur exige, que nous devons faire connaître notre innocence, en expliquant ce que nous voulons mettre comme cause, avant de mettre notre ~~petition~~ rapport sous le jugement de M.
Les intéressés, nous
(sa proposition ci dessus ci dessus) la proposition ci dessus à l'assemblée générale, et nous prions les intéressés d'avoir la bonté, de sauter entièrement ce article, puisque, lorsque l'affaire entière aura été examinée de manière à la plus minutieuse (ce que nous avons l'intention de proposer dans l'assemblée générale) nous nous trouverons dans un tems de paraître avec ce qui est nécessaire

à notre justification et depuis
L'avocat de chambre se
présenta dans l'assemblée
générale ; on choisit une
commission de recherche ; on
fit circuler beaucoup de
papiers ; Les passions jouaient
des deux côtés, et l'affaire fut
conclue. Je considérais cet
événement comme important
sans beaucoup de rapports,
et pour cela ne pas devoir la
traiter.

Livonskaber

Nous croyons, par l'exposé
de la période qui vient d'être
terminée, (1774–1784) et
par des preuves avoir prouvé,
que le commerce de Danemark
s'est étendu considérable=
=ment, que les ressources du
pays ont augmenté année
par année, dont la totalité a
été la source de revenus
nouvelles et plus considérables.
Le peuple aurait certaine=

bien
ment plus augmenté leur
activité, et la plus grande et
la plus importante par les
les cultivateurs — aussi
été libre dans leurs actions,
assuré ses fonds mis
(soutenu),
si le pays entier n'avait pas
souffert par de lois de grains
nuisibles, et que le commerce
eut été opprimé par le poids de
lois de droits impolitiques:
et finalement, si on n'avait
pas à combattre le colosse
de 17 millions de billets formé par de
mauvais principes, et une
dette d'état par moins
surchargeante de presque 23
millions de Rds Courant.

Tel l'état du pays,
lorsque notre regent comme
prince royal commença son
activité remplie d'actions, guidé
et aidé par des employés instruits,
experimentés, zelés, eclairés et
(redige), qui
d'après leur vertus, avec la

meilleure volonté, et dans les ~~mêmes~~ intentions les plus fidèles ont ~~mis~~ offert leurs services à la patrie. Les efforts de tous tendaient au même but, qui était celui, d'augmenter la production, et étendre les moyens de revenus, en faciliter l'utilisation, et parlà, aussi que par d'autres moyens qui offrait établir une monnaie solide et ~~de la~~ stable. Toutes les ordonnances de 1785 à 1800 en portant l'empreinte. ~~Les~~ l'empreinte. Nous voulons maintenant donner un aperçu des derniers 15 années dernière passé, et les diviser en deux périodes, savoir de 1785 à 1792, et de 1792 jusqu'à la fin de 1799. Nous voulons d'abord citer les ordonnances les plus importantes concernant l'amélioration de la campagne en général, et plusieurs autres autres au sujet du commerce.

Elles sont:

8 Juin 1787, concernant les

privilèges et devoirs entre les
(Jordedrotten) et les
(Fardebinders).

6 Juin 1788, la nouvelle loi de
grain.

11 Juin 1788, libre commerce de bétail
ainsi qu'une baisse des
droit d'importation.

20 — —
(Staenbaanders Lijning)

29 février 1792, établissement d'une
agurance de feu dans
le pays.

19 Septbr. — concernant le
(Dempping) de sable
volant.

15 Juin — sur la porcelaine.

Relativement au commerce
nous remarquons:

15 Decbr. 1784, abolition de l'ord^ce de
2 Juin 1671

2 mars 1785, concernant le droit du
sel.

17 avril 1786, sur le commerce des
tabacs

8 août — libre commerce en
Islande

19 mars 1788, concernant la
monnaie du Duché.

9 Nov. 1791, libre exportation de
numéraire.

16 mars 1792, concernant l'abolition
de la traite des nègres.

15 Juin 1792, sur les droits de
Cacaos.

7 Nov. — sur le commerce de
la côte de Guinée.

\# \# \#

Le conseiller d'Etat Pitres
dit avec vérité dans le discours
(Mind etalen) sur le
~~capt~~ comte Schimmelmann
p. 21.

Nous jouissons maintenant
du fruit de ces améliorations,
mais nous oublions facilement
quel était l'état, duquel nous
sommes délivrés."

Cet excellent discours pourrait
servir ici comme introduction
pour cette période qui vient
d'être traité; ~~dans~~ car lorsque
l'auteur fait la description
de l'inégalité — du défaut, comme homme
employés, il signale aussi
un peu de mots, mais très
encourageants et expressifs,

les nombreuses améliorations
depuis 1785, dont le pays
ministériel recolte des fruits
si précieux. Il est tout
à fait superflu de développer
plus cet. d'avantage et
montrer le bon
d'une ces améliorations, princi-
palement par rapport
au (Landbouwen),
cela ne serait qu'un faible
écho des excellentes et profondes
recherches, que les hommes les
plus distingués instruits nous
ont donné dans de fleurs
ouvrages et traités. Mais
nous voulons au contraire
nous tenir aux arrangemens
immédiats et plus sûrs
le changement de la monnaie
et les finances, et examiner,
jusqu'à quel point ceux
ci ont atteint ou
ont atteint leurs
destinations primitives. Egyp-

a Dannemarc » Mémoire sur les finances du moins » traité en détail; ces plans, projetés par le ministre de finances d'alors le Comte Schimmelmann. L'auteur parcourt, explique et motive chaque particularité dans ces plans, pourquoi il s'est servi en grande partie des négociations et représentations de collège. Eggers dit dans ledit ouvrage, premier vol, p. 7:

» Es ward daher beschlossen, nicht
» ferner auf solche unsichere
» Hülfsmittel zu bauen, sondern
» vielmehr die bestehenden
» Gebrechen gründlich und
» auf immer abzuhelfen.
» Man wollte beides, die Ausgaben
» auf das angemessene Gleichgewicht
» zurück bringen, und das Gelde
» in den dänischen Staaten auf
» einen festen, unwandelbaren Fuß
» setzen, welcher die bisherige, so
» sehr nachtheilige, Veränderlichkeit
» des Courses beinahe gänzlich
» heben würde. Aber dies

„Veränderung sollte, wie eine
„weise Vorsicht und reife Ueberlegung
„es heischten, nicht plötzlich,
„sondern allmählig erfolgen;
„nun wollte sich dabei ganz
„nach den Umständen richten,
„wollte im Stillen wirken,
„nicht im Voraus durch
„glänzende Verheissungen
„blenden."

Mais c'est précisément pour ce partage, que ces négociations, que le plan a perdu sa consistance, et parla ainsi sans effet à l'exception de la partie, qui concerne la souveraineté du holstein. La charge que l'on avait imposé au ministre des finances, était il est vrai difficile; il avait il est vrai beaucoup à combattre, pour remettre de l'ordre dans les finances et de la stabilité dans la monnaie, mais cependant il nous semble, que le ministre des finances, malgré son intention décidé, de vouloir abandonner tout ce qui était illusoire et incertain, il y tomba lui même, car nous voyons, qui l'a mis toujours une porte ouverte, par la quelle il pouvait se glisser (s'insinuer) pour dire des choses dangereuses et dont qui étaient la langue aux

ses billets, et comptoir de banque avec ses lettres de change, qui d'ailleurs l'ont toujours détourné dans ses efforts autrement si équitables et zélés.

Après ces observations qui servent d'introduction nous passons au premier résultat qui est lié en 1784, et dans la suite fut l'indemnité du 8 Juillet 1785. Voyons de quoi il s'agit:

Dieses Patent ist in mehr als einer Rücksicht sehr merkwürdig. Es enthält die Hauptgrundsätze des Plans, dessen standhafte Vollziehung Dänemark die Verbesserung seiner Finanzen verdankt. In diesem Betracht gewährt es also die vollständigste Uebersicht aller einzelnen Veranstaltungen aus ihrem gemeinschaftlichen Gesichtspunkt, der sich auch auf die Einrichtungen leicht ausdehnen läßt, welche damals noch nicht ausdrücklich genannt wurden."

Le premier résultat n'a pas
répondu aux espérances. Eggers
donne aussi la raison, pourquoi
le plan manqua, quoique
tout fut bien commencé et
préparé. La dette à la banque
— dit-il — avait déjà
été considérablement diminuée,
plusieurs sommes avaient été
mises de côté pour d'autres
payements, lorsque les événe-
ments des années 1788-1789
changèrent tout. On préleva
des sommes mises de côté pour
les armements de guerre, qui
prirent aussi de grandes
sommes dans la monnaie
courante; il en fut de même
de faire un nouvel emprunt
de la banque, parce que
l'impôt de biens prescrit
ne suffisait pas pour
couvrir les dépenses extraordinaires,
que Eggers évalue à 7
millions de Rdr, et de cette

maintenant nous nous trouvons dans la même position, que l'année 1784. Suivant Eggers. — La question est maintenant, si le ministre des finances avait été obligé de se servir d'autres moyens, si la source des billets lui avait été fermée par-là. Le mal de (Kraft) était dans les billets de banque, dont la quantité n'était pas en proportion de la monnaie courante ou lettres de change sur l'étranger, que le commerce ne pouvait effectuer pour le moment. Il fallait donc guérir le mal de (Kraft); il avait son origine de la formation volontaire des billets; pouvait-on — maintenant par les moyens mentionnés dans l'ordonnance du 8 Juillet 1785, regagner la balance qui manquait?

d'aucune manière; car
cette nouveauté ou se rapportant à l'ordonnance
du 10 mars 1774, (v. p. 90) elle
ne pouvait avoir lieu, parce
que justement la plus forte
formation de billets eut lieu
après la publication de cette
ordonnance, puisque nous
avons vû, que la masse de
billets a été:

l'année 1774, 9,571,000 Rdlr.
— 1784, 20,580,000 —

Il voit aussi par un petit
ouvrage très bien écrit, „
Briefe über den neuen Finanz-
plan für Dänemark" que l'on
n'était pas tranquillisé, et Eggers
de lui même dans son ouvrage,
2e. vol. p. 70:

Es warfen die Cöpenhagener
Bank ein unglücklicher umstand
das die einmal das Vorurtheil
wider sich hatte; das man
nun schon gewohnt war zu
zweifeln, ob die Regierung den
angenommenen Maasregeln
befolgen wurde.

Nathanson

de p. 155 à 179 de l'original danois.

-129-

Wäre diese nicht gewesen, so hätten die Ausländer mehr Zutrauen, die Einheimischen grössere Zuversicht gehabt."

Mais ceux ont certainement pour ~~pour~~ préjugés qui ont produit cette ~~non~~méfiance; ce fut bien plus le procédé déjà mentionné l'année 1768 et 1773. Cette méfiance pouvait-elle s'affaiblir par les moyens mentionnés dans l'ordonnance du 8 Juillet 1785? La masse des billets a aussi été plus grande en 1789 qu'en 1785, ce que Eggers même accorde. Il est vrai, que l'on ne pouvait prévoir les événements dans les années 1788-1789 et les dépenses extraordinaires qui y étaient attachées

Mais nous avons aussi vu que ces événemens ont ne firent changer le plan concerté sur la nouvelle monnaie holstenoise, et pourquoi ? parceque l'on l'avait établi sur une base solide, et parceque l'on a cherché à l'exécuter avec fermeté et vigueur. Il y avait beaucoup de moyens suffisans, dont le ministre des finances pouvait se servir l'année 1785, pour donner également au Danemark une monnaie aussi stable. Si la dette était grande, (les besoins de l'état, les revenus) étaient par contre abondans, et étaient toujours en augmentation, comme l'ordre introduit, et surtout l'économie, dans laquelle notre roi actuel a donné un si bon exemple, donnaient à ces finances

purent mettre cote plusieurs millions, (avec la) pour venir au secours de la monnaie holsteinoise. La confiance dans le gouvernement était au plus haut degré, l'emprunt de 1785 le montra suffisamment; le 1/2 million qu'il demandait fut souscrit dans une demi heure, et aurait pu avoir des sommes beaucoup plus considérables. Mais en même tems, quel on montrait au gouvernement tant de confiance, en prêtant de l'argent pour 28 ans seulement moyennant une obligation à rente, on ne voulait cependant donner que 100 Specis comptant pour 125 Rigsdales papier, telle était la différence (de crédit) que (la) l'institut de la Banque, (et celui) de celui, dont jouissait les finances en général.

Examinons maintenant
cités
les moyens, que l'ordonnance
pour regagner le Credit
qui a été perdu, et appeler
une Monnoie stable et sa
1. Le premier moyen était
de prendre un milliard
rigsdale Courant par un
emprunt dans le pays et
aussi de faire une déduction
à la Banque. — Ce
moyen était très bon, mais
la somme trop peu considérable
en proportion de la quantité
de la dette.

2. Le second moyen était, que
les fermiers devaient délivrer
à la banque une partie d'effets
et prétentions, qui peu
à peu entreraient. — Mais
comment pourrait on aussi
attendre de regagner la
balance perdue? La banque
ne manquait pas de papiers
effets et prétentions, c'était
précisément le malheur, qu'
en avaits trop. L'augmen

tation de tels effets devait
par conséquent plutôt
détourner de tels que mener
au but. Si on avait été
sure, que ces effets et
prétentions pouvaient facilement
se changer en argent,
il aurait été bien
mieux, que les Financiers (comme ils font)
déposé ces effets, et pris un
emprunt provisoire sur
une telle hypothèque, en
partie en billets en partie en
argent, tant dans le pays,
comme à l'étranger, dont
l'heureux succès n'aurait pas
manqué.

Le 3e moyen, que l'ordonnance
cite, est, qu'une portion
(Beholdning) de billets de banque,
dépendant de la caisse de l'état,
devaient également se délivrer
à la banque. — Mais (iii) la
quantité de la somme n'était
pas fixée, n'étant (une) pour
conséquent pas savoir, combien
cette somme a été. Si la

somme effectivement a été considérable, et si on l'avait porté en chiffres, cela aurait eu un effet très avantageux sur l'opinion, surtout comme l'ordonnance ne fixe pas, que les déductions quel'on fait à la banque soient ensuite anéanties. Pour cela on a été dans ces certains, si ces billets ne seraient de nouveau mis en circulation, ce qui aussi effectivement 4 ans après a eu lieu, sans que l'on ait violé l'ordre royal; car même dans ces nouveaux arrangemens le collège de finances et le comptoir de banque s'est reservé de pouvoir disposer sur tout de billets, quelles circonstances exigent, sans plus (en) traiter avec la banque. Il semble en outre dans toutes les entreprises,

que le ministre trouvait une espèce de soupçon, ou crainte de diminuer les moyens de circulation. On ne connaît par la véritable mesure de circulation, dit Egger:

„Erst auf dem Wege der „Erfahrung, konnte man „dahin gelangen, das an sich „zweifelhafte Uebel in seinen „eigentlichen Umfange kennen „zu lernen."

Que veut dire? Anne — connaissait par le mal regnant dans tout son étendue? Il semble qu'on n'a pas besoin de réunir plusieurs opinions; car on savait fort bien, ce qui a existé depuis 1774, et à quel degré il avait augmenté, comme le montrait les livres de la banque. — On connaissait

aussi le mal et ses limites
nuisibles sans borne; mais
la question est, quels autres
moyens étaient alors à
prendre, lorsque ceux qui
viennent d'être mentionnés
ne suffisaient pas? Nous
avons déjà donné la réponse;
cela ne pouvait se faire
que par emprunts, si le
pays ne pouvait supporter
d'autres charges.

Les billets distribués par
la banque se montaient à
la fin de l'année 1784, à
20,580,630 Rdh.; Mais la
banque avait en même temps
un fond d'un peu de 5 millions,
ainsi on prit les sommes,
qui se trouvaient sur Fole,
et si on considère la
provision (petite somme) que la banque
avait, on ne peut alors
évaluer le montant des
billets en circulation plus
haut que 16½ millions.

Les prêts de la banque à des particuliers
faisait une somme de 4,846,000 R.
et le montant des
lettres de change déduites
et obligations de lettres de
change faisait —— 2,567,000 -
La caisse de l'état devait donc
les autres 9 à 10 millions,
dans quoi il faut remarquer
que parmi les débiteurs —
particuliers il y avait plusieurs
qui avaient emprunté sous
garantie. Outre ces 9 à
les billets, que [redacted] millions
circulaient dans le Holstein,
pour lesquels on mettait en
argent effectif. Dans la
caisse de l'état il y avait
un restant de billets, que
nous évaluons seulement à
1 million, et ceux-ci étaient
suivant l'ordonnance destinés
pour être délivrés à la
banque. Nous voulons
supposer que de ces quelques
particuliers doivent à la

banque, il (voudrait entrer) [illegible]
million dans deux ans, qui
est également (indiqué)
par un emprunt dans
le pays on aurait très facile-
ment pu prendre 2 millions
au lieu de 1 million, ce qui
eut lieu conformément
à l'ordonnance. Si
maintenant, pour fonder
les 10 millions de billets
autorisés, on eut fait un
emprunt à l'étranger
de 6 à 7 millions, et changé
les billets courants irréali-
sables en billets specie de
realisables, si on avait changé
la banque courante en ma
banque de specie, et qu'on lui
eut donné une forme dans une
organisation, comme l'état
et l'époque l'exigeaient, nous
aurions eu alors une
monnaie aussi bonne, solide
et stable que la Hollande, et

sous ce rapport il n'y aurait eu aucune différence entre le Danemark et le Holstein. Le ministre des finances aurait alors été obligé, lors des événemens de 1788—1789, de chercher d'autres ressources que dans la banque, car nous avons vû, qu'il ne fit aucun changement dans la banque du Holstein déjà introduite.

Eggers parle de l'empreunt comme suit (1er vol. p. 163):

„Der Staat konnte sich auch diese „Summa (til Indlösning af „Sedler) auf keine andere Weise „verschaffen, als durch eine „auswärtige Anleihe, wofür „die Zinsen jährlich aus dem „Lande gehen, also der Circulation „wieder entzogen werden, und „die Kraft zur Production schwä„chen.

par conséquent 200,000 Rdh
de rentes par an, que l'on paye
à l'étranger, ont dû nuire
~~au Danemark~~ à la situation
politique du Danemark alors!
N'était-ce pas donc pas mieux
que le pays continua à garder
une monnaie chancelante et
mauvaise avec toutes les mauvaises
conséquences qui en doivent,
comme l'auteur l'a exposé
si clairement et si justement
dans plusieurs endroits? Etait-ce
donc mieux de garder un tel
cours et perdre 15 ou 20 p/Ct.
sur les sommes assez considérables,
que les finances devaient
à payer à l'étranger, en
rentes pour les états africains,
aux diplomates, pour des —
matériaux pour la flotte et
l'armée? En vérité la perte
dans le cours sur toutes ces
sommes considérables surpasse
bien le montant des rentes d'un
nouvel emprunt — et le pays

que celle perte n'éprouve-t-il pas
par une monnaie variable et un
mauvais cours ? Comme je l'ai déjà dit,
aucun moyen n'aurait
produit un secours si prompt
et efficace, que l'on
emprunt. On ne peut
s'excuser avec les difficultés
d'obtenir un tel emprunt,
ou avec des conditions trop
pénibles, que l'on exigeait.
Tout cela ne fut le cas; car
nous voyons par l'avis de
Onholm sur l'état des îles
sauvages des Indes occidentales,
avec quelle facilité, et à quelles
conditions avantageuses, —
l'emprunt des Indes occidentales
l'année 1786 fut conclu en
Hollande. La somme, que
les hollandais avaient à —
exiger des planteurs des îles
colonies sauvages des Indes
occidentales était 9,912,112.
Gylden. Pour cette somme
le gouvernement donnait,

p. 162 de l'original

y compris toutes les dépenses,
6,325,960 Gylders ou environ
65 p. Ct. de Mais on y a mis
cette condition, que tout ce que
les débiteurs remettaient, depuis
après que l'achat était conclu,
devait revenir à la caisse
royale, et pour les sommes
entrées de cette somme
on déduisit 763,890 Gylders,
de la dette de l'état à la
Hollande ne fut alors que
5,561,809 ou environ 2 millions
de espèces, pour lesquels le
roi distribua des obligations
à trente deux p. Ct, payables
dans 28 termes annuels. L'auteur
du petit écrit allemand sur
le nouveau plan de finances
donnera prétend même,
qu'au même tems on s'est
reservé (retiré dix) millions
supplémentaires de 2 millions.
Tellement haut et avantageux
était le crédit donné à

l'étranger. Un emprunt n'aurait donc pas été difficile à faire, surtout pouvant offrir les propres effets de la banque, comme les effets que la caisse de la caisse d'escompte pouvait céder à la ~~caisse~~ l'Etat banque, comme garantie de l'emprunt.

D'après ces observations je crois avoir montré, que le ministre des finances dans ces deux circonstances eut les meilleures occasions pour procurer au Danemark une monnaie stable et solide. On remontra par le courage et la fermeté, que dans la monnaie holsteinoise. Le ministre craignait, comme nous l'avons déjà dit, que l'on manquera de moyens de circulation (Umsatzmittel); car il est dit dans l'ouvrage de Eggers 1. vol. p. 158.

„ allein wie Ihnen und mir sicher
„ ist es nicht, mit einiger —
„ Bestimmtheit anzugeben, um
„ wie viel die Circulation zu
„ gros sey, und wie viel sie
„ also vermindert werden müsse,
„ Gesez auch, man wüste die
„ summa; welche nachtheilige
„ Folgen würden für alle Gewerbe
„ daraus entstehen, wenn man
„ auf einmal eine so beträchtliche
„ Einziehung vornehmen wollte.
„ In welche traurige Verlegenheit
„ würden diejenigen gerathen,
„ aus deren Händen man sie
„ zunächst nehmen wollte?
„ Kündigte die Bank der —
„ Regierung so viel von dem
„ vorgeschossenen Darlehn auf,
„ so würden neue Abgaben
„ nothwendig werden, die
„ leicht drückend für das Volk
„ seyn Könnten. Wollte sie
„ ihre Forderung an Handels-
„ gesellschaften oder private
„ Handelshäuser realisieren, so
„ würde die Gröste Störung,

137

„ vielleicht ein höchst gefährliches
„ Stocken des Handels entstehen,
„ und die Preise der liegenden
„ Gründe würden plötzlich eine
„ erstaunende Veränderung
„ erleiden."

Ces opinions sur la nécessité de la circulation de l'argent ont été suivies jusqu'en 1813, quoique l'histoire de la monnaie dans tous les temps fournisse les meilleures preuves de cette vérité. Cette nécessité se laisse par expliquer par des chiffres, par lesquelles dépend de circonstances tout à fait différentes, et souvent contradictoires. Aussi longtemps qu'on ne peut trouver une table meilleure d'après laquelle on puisse faire un calcul, il sera incertain et décourageant. C'est le cas en 1785, 1791, 1794, 1799, 1807 et 1813. Dans l'arrêt paru immédiatement après l'ordonnance du 5 Janvier, « Sur la nouvelle monnaie et finances, » il est dit :

que il n'y a que trois [illegible] moyens, par lesquels les Duchés dans ces temps-ci

société délivré de la confusion de la monnaie, et parmi ces moyens on cite: que tous les billets seraient mis hors de circulation, et une grande argent serait rare et recommandé, mais (il est dit plus loin) quelle conséquence aurait une médiocrité de plus de 6 millions de Rdl dans la masse de la circulation? Quelle influence sur la production, le commerce et le soutien des bourgeois? Que seraient devenus les débiteurs obligés à payer des impôts, et même les créanciers? La conséquence d'une telle mesure d'argent serait très incalculable."

On porte ici pas moins que de

421,000 specis de billets de Schleswig-Holstein
5 millions reçus de la chambre des biens.
12,00,000 assignations.
2,500,000 2/3 Rdl papier.
700,000 billets de 4 Rdl.
Et cependant tous ces billets

sont mis hors de circulation par
l'ordonnance du 19 Octobre 1813,
et le choix, le commerce et la
production (entière leur) marchent régulière-
ment (confusion) — telle est la dernière que
causent ces calculs. — Les —
moyens de circulation se forment
par eux mêmes, lorsque —
seulement il y a quelque
chose de réel, doit on peut les
former. En — cependant depuis 1816
nous sommes nous nous sommes par
ainsi dire formé un nouveau
moyen de circulation pour
ainsi dire nouveau, en fait
negociant en Hgue Banco?
(voyez reimmer (Germinal)
an à Thuaret p. 150). —
Cependant continuons nos
observations sur l'ordonnance
du 8 Juillet 1785. Nous avons
ensuite l'ovation d'examiner
l'objet que nous quittons —
maintenant.

Nous nous arrêterons par
au fond d'amortissement

rétablé, par ce que dans ces tems il n'avait pas beaucoup d'effet, nous passerons à la seconde partie du plan principal, qui est l'établissement de la caisse de crédit. Cet établissement était sur cela ~~mauvais~~ bien utile, si on n'en eut pas abusé. Dans les premiers 3 années ~~de~~ jusqu'au 31 Decbr. 1789 on ne prêta qu'environ 300,000 Rdlr, dont 80,000 — furent en Norwège; depuis ~~et~~ jusqu'au commencement de l'année 1800 la somme prêtée s'est montée à 3 millions. Nous ne possedons pas de renseignements publics sur cette caisse ~~plus~~ que jusqu'au 11 Decembre 1789, quoiqu'une résolution royale du 13 Juin 1788 l'ordonne. Thaarup dit à cette occasion dans son guide étendu pour la

satisfaisante de la monarchie
danois 2e vol, p. 220:
tous semblables établissemens
sont, malgré la meilleure
administration, l'
(Var dayet) le plus strict,
exposés à des abus ou à
devenir à profit à des personnes, qui ne
devraient pas y avoir entrée,
et par les quelles on somme leur à
des pertes. Cette caisse a aussi
éprouvé des pertes. La publicité
devait donner un remède —
à l'assurance; la négligence dans
en est conséquence cet ordre."

Mais outre les abus que l'on
supposait ici l'établissement
avait encore un autre
défaut, qui devait nuire au
plan principal; il consistait
dans la réunion avec la banque,
et dans celui l'on ne fournissait
par la caisse avec un vrai fond.
Son fond primitif était 1,50,000
Rdr, non pas en argent, mais

en effets, que la caisse de l'état prêtait à cet établissement, et sur les quels effets la banque courante devait prêter à la caisse de crédit. Eggers dépend ce procédé dans ses mémoires 1er vol. p. 102–104 de la manière suivante:

Es war daher bei der Bestimmung eines Fonds für die Creditkasse sorgfältig darauf zu sehen, das die Summen des circulierende Geldes durch diese Anleihen nicht vermehrt werden. Der ebengenannte ursprüngliche Fond besteht aus sicheren Königlichen Aktivforderungen, welche meistens Zinsen tragen, und in gewissen Terminen zurückbezahlt werden. Auf diese lieh die Creditkasse Geld, — entweder bei Privatpersonen oder bei der Copenhagener Bank, unter Königlicher Garantie, so lange jene noch Anleihen geben könnte. Wenn sie Gelt aus der Bank lieh, so gab sie nur 2 p. C. Zinsen, wozu der König der Bank erlaubte, diese Gelder auszuleihen."

Mais toutes ces mélanges
embrouillés ne ~~d~~ n'eurent
qu'à me confusion et incertitude
à la véritable intention
et détournée. Tous les établis-
semens semblables doivent,
autant que possible, être hors
des limites et surtout hors
de la banque, dont le but
était de réaliser, mais non pas
de donner occasion à l'augmenta-
tion des empreints.

Par contre nous pouvons
regarder avec une parfaite
satisfaction la troisième partie
du plan principal, savoir le
changement important dans
la monnaie de Holstein. La
partie du plan principal,
qui fut certainement le plus
complet et le meilleur, a déjà
sauvé les duchés des boulever-
sement d'argent les plus terribles,
par où le Danemark et la Norvège
avaient à passer. Tout ce qui
était à l'égard de dit
changement fut exécuté

avec détermination d'argent,
lui ne fesait de besoin le
ministre des finances ; il ne
(sérieux)
songea pas à la résolution qu'il
avait prise alors ; même les
événemens les années 1788–1789
ne le changèrent pas, les billets
furent mis hors de circulation,
la mauvaise monnaie —
de même. On accorda un
(tous les)
délai pour le rentrée des deux
et on fondit ceux, tout fut
exécuté bien et vite. Cette
monnaie fixe a aussi
produit un esprit, qui se
soutint et se montra dans toute
sa force en 1813, lorsqu'on
se désirait délivré de nouvelle
papier monnaie, cependant
notre Roi très gracieux a
accordé dans la sagesse aux
Duchés. Mais le ministre
des finances par la
montrée en l'année 1788 a
aussi procuré aux finances

me trouve en argent effectif,
dont mon entière grand
besoin. Quoique nous
sachions quelques nous tenons
à la vérité, nous devons
avouer, que le changement
dans la monnaie du
Holstein donne au compte
Schimmelmann la plus grande
vénération et l'amour. Mais
une autre question est si la
l'établissement de la banque
de Schleswig Holstein était
indispensablement nécessaire?
nous voyons qu'un tel établisse-
ment peut se dispenser, depuis
que les duchés jouissent 19 ans
entière dans banque, qui
ne nuit au commerce ni
à la production, ou cette dernière
a sûrement augmenté ces derniers
20 ans — si il se trouve les
moindre conjonctures favorables
pour le commerce de productions,
il y a alors à peine quelqu'un
qui sache mieux tirer partie
que les Holsteinois. Tous —

attention. Jettons les yeux sur
l'exportation considérable des
Duchés, & combien la production
du commerce n'a t elle pas
augmenté à quels moyens de
circulation ne devrait on pas
pour l'exportation de
35,000 Tonnes de cuivre ? —
presque 2 millions, et cependant
nous n'apperçevons aucune
trace de misère ou manque
d'une banque, — les choses
y vont leur train ordinaire.

Pour cela il me semble,
que Holstein n'avait besoin
de banque; voici mes raisons.
La banque citée ici réunissait
3 buts, c'était une banque de
Giro = d'empreunts et de billets.
L'établissement méritait le
crédit le plus illimité. On ne
distribue point de billets hors
des espèces effectives
déposées dans la banque, on
ne prête que sous délai ou
de l'argent; on ne fait des
prêts que pour 3 mois d'après

proportion des Espèces qui se trouvaient dans la Banque.
A l'égard de l'argent, placé sur Folio, (Giro), il n'était pas permis de distribuer des billets et par conséquent non plus de se servir de cet argent pour prêts ou de comptes. On avait donc ici pris toute précaution possible, et la Banque ne pouvait en conséquence de cela, en se tenant exactement à la loi, devenir embarrassée. Mais malgré cela je ne puis trouver la nouveauté ou grande utilité. Elle ne fut jamais employé comme banque de billets elle était indispensable pas nécessaire, et le Holstein pouvait aussi bien maintenant exercer son change (Umsatzung) de monnaie, lequel se plus part se fait en allemagne. Comme banque d'emprunts il était sans but (heuristisch), vû qu'elle ne se bornait qu'aux — emprunts d'or et argent.

comme banque de dépôt était superflue, vu que le Discontro ne mettait de grande occupation à Hambourg où l'on peut l'exécuter avec la plus grande facilité. — La à la banque n'était assujetti à beaucoup de formalités ni à la diviation, ce qui surtout ne pouvait être agréable à un négociant d'Altona. Des lettres de change sur des villes marchandes du Holstein ne se trouvaient pas, et si on établissement on voudrait les introduire elles seraient nuisibles sous bien des rapports.

Ce qui d'ailleurs a nuit à la banque fut la circonstance, que le comptoir de Banco de change à Altona sous un certain rapport se trouvait en relation intime avec la banque, et que le diviateur qui administrait

1411 Le comptoir de banque.
Eggers cherche à tranquilliser ceux, qui y trouvent quelque soupçon; car il est dit dans la banque souvent mentionné
1 vol. p. 316.

„Es (Le comptoir de banque) wird auch in der Folge der Bank mit Nutzen in einigen Fällen an die Hand gehen, und unter andern das Ausmünzen für sie besorgen, wenn Jemand die zugelassenen Geldsorten für eigene Rechnung geprägt haben will. Allein aus solchen Hülfsleistungen, welche zur Bequemlichkeit der Bank gereichen, kann nie ein Verhältniß entstehen, woraus für die Geschäfte der Bank und die Sicherheit ihrer Verfassung irgend eine nachtheilige Folge zu befürchten wäre. Aus gleichem Grunde ist es auch veranlaßet, daß der — administrirende Director der Bank Comptoirs —

beständig Mitglied der Bank-
direction seyn soll, weil
seine Kenntnisse von der
Lage des Handels in Altona
und Hamburg bey
verschiedenen Geschäften sehr
zu Statten kommen können,

Maintenant Ceux qui ont
connu les tonsitions, peuvent
demander, si un négociant
d'Altona possédait les mêmes
connaissances locales, et
si l'indication réunie elle
même, sans l'aide du
du comptoir de banque,
pouvait avoir fait soigner
le mémoyage mentionné
ici ; mais nous avons déjà
signalé, que le ministre
réservait volontiers dans
toutes les entreprises de
finances de l'aide de ce
comptoir.

Nous arrivons maintenant
à la 4e partie du plan principal
du ministre, qui a donné lieu
à l'ordonnance du 24 Janvier 1791,
concernant une entrée particulière
de billets de commerce, ainsi
que l'établissement de la
banque d'escompte et de mémoyage.
La partie du plan me semble
plus faible, et il nous semble,

que le ministre aussi en l'année
1790 laissa passer la seconde
occasion, pour procurer au
Danemark une monnaie
solide et stable, quoique
par la voie qu'il avait
choisie il le chercha avec une
vraie ardeur d'amélio-
-ré. Examinons le but du
plan, et les moyens
bien réglés pour l'atteindre.
Nous laisserons (un peu) reposer
le voleur Eggers, et nous
nous tiendrons à l'exposé
(au Kerige). Tetens.
Dans un traité sur l'usage
du papier monnaie, que
financier pressé écrivit l'année
1803, — et pour la publication duquel nous devons
remercier M. le conseiller de
conférence Collin, dans les
19e vol des écrits de la société
de littérature scandinave, —
ordonne le plan adopté en
1790, comme suit:
1. La masse de papier monnaie ou billets

courants existant alors, devait peu à peu se diminuer aux 3/4 de million de rigsdalers par an. Elle se composait alors de la banque courante (1 Juillet 1791) de 18 millions.

2 A mesure que les billets courants par cette réalisation seraient mis hors de circulation, les billets de la banque (de Specie) devaient rentrer comme vrais papier de banque, pour remplir le déficit, qui ~~dans la circulation de l'argent du pays~~ arriverait par le retranchement des autres.

3 On prédit comme une conséquence naturelle de ces plans, que la valeur des billets courant peu à peu serait augmentée, et finalement serait portée à Pari."

Nous voyons donc ici le but et ~~les dispositions~~ du plan. Voyons maintenant les moyens. L'ordonnance du 24 Juin

1791 fixe, que la banque ne doit
pas faire d'autres nouveaux
emprunts, et ne pas former
des notes, mais se borner seulement
à ceux pour petit à petit retirer
ses prétentions (Fordringer) et
finalement se dissoudre. Les
moyens pour retirer 3/4 de
million par an, la banque
la trouve en partie en Rente
et déduction de ses prétentions,
et en partie dans un supplément
de la caisse de l'état. On
supposait, que le montant du
fond de réalisation serait 9
millions. Pour procurer maintenant au Danemark une circulation d'argent, ou billets, que l'on puisse changer pour argent, une institution particulière
— la banque de Speciès d'avoir
norwegienne — (par 6000 actions
réunir un fond en argent effectif
de 2,400,000 Speciès, et malgré
que d'après la demande on a
souscrit pour 7384 actions,
la résolution qu'on avait mise
à l'égard du nombre d'actions
fois prise (Porta tous s'prouver

aucun changement. Le but
de la banque était de prêter sur
des marchandises et effets, et
particulièrement, et particuliè-
rement de veiller aux rescomptes
des promissory notes. La banque
ne prêtait pas immédiatement
sur des propriétés immeubles.
Les prêts ne devaient point
se faire pour plus longtemps
que trois mois. Elle (descontoit)
des lettres de change et obligations
de change; mais ces prêts et
ce descompte ne se faisaient
qu'en proportion de la valeur
effective qui était en caisse, et
la banque avait alors la permission
à distribuer pour chaque
1,000 Spécies valeur effective
1,900 Sp. en billets, qui se ap-
pelaient pouvaient se -
changer pour de l'argent.
Le mise dans la banque
n'avait besoin de se faire
en monnaie sonnante ou
en barres d'argent, mais pouvait
aussi se faire en billets pouvant
à vue être changés. Comme

aussi la Banque avait la faculté, de ou elle avait le choix de changer ses billets pour de la monnaie courante ou pour des billets courants d'après le change. Les billets n'étaient pas un moyen de payement forcé, tandis qu'en Holstein ils recevait dans les caisses publiques en impôts. Ils étaient aussi reçus en Danemark, lorsqu'on avait à payer des Espèces à la caisse de l'état. La première mise 10 p. Ct. se fit en mai, la seconde 5 p. Ct en Juin, en tout 15 p. Ct ou 360,000 Spec. Les autres 85 p. Ct se payaient par termes, chaque six mois environ 10 p. Ct. Le dernier payement se fit donc l'année 1795. Nous espérons donc ici à connaître les — reglemens de la Banque, et les moyens, avec lesquels

elle devait Commencer le
1er Juillet 1791.

Nous examinerons maintenant, jusqu'à quel point les moyens respondent au but. J'ai eu l'avantage de voir ce qui a été traité à cet égard en l'année 1790, et par-là j'ai été mis en état de pouvoir mieux juger le tout. L'intention était de quitter le papier qui était une tentation, et introduire une circulation d'argent: des billets qu'on put à toute époque changer pour de l'argent. Si ces billets effectivement eussent été fondé sur de l'argent, on avait alors atteint le but; mais la banque reçut des intéressés la somme (des gjörende Indskud) en billets courants d'après le cours changé, suivi de valeur effective, et sur cet argent

imaginé la banque pouvait
distribuer presque le double
de ses propres billets. Lequel
alors pouvait amener à
quelque autre chose, que
ce que l'expérience nous a
montré dans la fameuse crise
de 1799 ? Car si l'on observe
bien, l'ordonnance ne se
composait pas d'autre chose,
sinon que la banque de la banque
d'espèces commençant, où
la banque courante avait
fini. Cependant nous voulons
nous le faire un peu plus
clair. — Nous savons, que
la mise des intéressés a été
35 % ou 840,000 Spécies. Si
nous supposons maintenant
que de la 240,000 Spécies ont
été en valeur effective, alors
le reste ou 600,000 Spécies se
composait de billets courants.
La banque de Spécies pouvait
maintenant d'après l'ordon-

distribuer 1,596,000 en billets.
Supposons maintenant, qu'une crise de commerce (ou autre) fut venue l'année 1793, même pas si importante que celle de l'année 1799, qu'aurait été alors le sort de la banque? Rien autre, excepté que la banque se serait dissoute elle même, avant des être entièrement formé. Une (toute) comité de commerce, jugement de laquelle on avait envoyé l'octroi, a aussi sérieusement déclaré contre la décision, que la banque pouvait recevoir des billets d'après le Change, mais on n'y fit pas attention, et tout ce qui fut dit par ou de cette décision, fut ce raisonnement qui suit:

Tous les changes doivent se faire en espèces, mais comme avec les espèces in natura on peut à peine obtenir le nécessaire pour changer ses billets, alors,

jusqu'à ce qu'on l'obtienne,
on peut permettre que soit
changé aussi avec des billets
de banque dans l'intervalle
le ~~change~~ du moment que
la ~~change~~ est fait. Lorsque
la monnaie sera en meilleur
ordre, il sera fixé ici —
comme en Holstein
une certaine proportion
entre Specie et courant.
En vérité ceci n'est qu'une
appui bien faible pour mon
dessein de la certaine. Cepen-
dant — dit-il dit-il — le
change devint déjà meilleur
dans la moitié de 1790, lorsqu'on
commença à soupçonner
les changemens qui allaient
être faits. Mais ce que
cette amélioration était une
suite de l'établissement de la
banque des Specie, ou du
changement dans la banque

Courante, ou de la rentrée ordonnée de 3/4 million de billets par an ? Non. Car nous savons par les livres de la Banque, que la masse de circulation précisément a été augmentée du 1er mai 1790 jusqu'au 1er Juillet 1791 avec environ 1 1/4 million de Rigsdalers, pendant qu'en même tems nous vimes le Change s'améliorer de 155 à 137. La Banque des Speries ne pouvait jusqu'alors avoir influé sur la monnaie, vû qu'elle ne fut ouverte que le 1er Juillet 1791, et d'ailleurs quelle influence pouvait-elle avoir sur la monnaie 2 ans après avoir été ouverte avec un fond effectif si petit. La rentrée de la Banque courante du 1er Juillet ne pouvait (1791 au 1er Juillet 1793) par non plus avoir d'influence. Car le montant des billets

rentrés ne fut pas plus qu'environ la somme, avec laquelle on a augmenté la masse de billets dans la période du 1er Juillet 1790 au 1er Juillet 1791, lorsqu'on travaillait à la au Changement. L'amélioration de la monnaie et surtout celle du Change eut bien plutôt et fut bien plus fort que ne pouvait attendre le ministre des finances des Changements proposés et introduits; mais cette amélioration vint uniquement du commerce et navigation aussi considérable qu'importante, que la guerre, suivante, révolution de France nous ont amené, et le commerce en augmentation eut aussi une influence heureuse dans le commerce de produits du pays.

Cette amélioration de commerce
et de change ne fut pas
toujours ainsi, mais tout
continua en augmentation
jusqu'à la fin de l'année
1799, et aurait même continué
jusqu'à la déclaration de la
guerre en 1807, si la banque
de Vienne eut été mieux
fondé, si les billets de banque
avaient été réalisables, et
finalement si le compton
de la Banque n'eut pas été
mis dans un si grand
embarras. Avec tout le
respect pour le discernement
et l'opinion de Peter, je
ne puis cependant croire
la phrase suivante:
„quel expérience a trop
„souvent montré rejetté l'idée,
„que le change des papiers
„augmente dépend de
„commerce, elle même plus
„que montré, que cette raison
„pour la valeur du change
„est la moins forte."

Mais l'expérience ne nous l'a-t-elle montré ? voyons l'exemple, que Feteus présente lui même :

Les années 1788 & 1789 le change fut très mauvais, il le devint de suite après le changement de monnaie dans les Duchés. Il y avait aussi de raison pour supposer une (Underbalance) dans le pays, que l'on devait d'autant plus s'étonner, comme le change devint si mauvais par la (Overbalance) dans le pays, sur laquelle on avait tant de preuves."

J'accorde que dans ces tems là il y a une (Overbalance) ou une balance, car autrement il ne serait pas possible que le change de 1784 à 1788 put se tenir aussi à un point si mauvais ; mais

Tetens oublia ou passa entièrement les événements des années 1788–1789, et les expéditions, qui suivirent Eggers ont coûté 7 millions d'Rix daler, tout de très grandes sommes ont été envoyés à l'étranger pour les objets nécessaires à la flotte, &c. Les circonstances malheureuses étaient donc un contrepoids, à ce qu'il paraît, que la balance de commerce ne pouvait garder une égalité de poids, mais qu'il aurait un peu tourné ce côté-ci. Au lieu qu'aussitôt que les expédi-tions et les payements extraordinaires pour l'étranger cessèrent, le change s'est amélioré, mais non pas si rapidement, comme le croit Tetens.

P. 179 de l'original

Voici un aperçu de la marche du Change.

Février 1790. 159.

mars —— 158 3/4 à 156 3/4

avril —— 156 3/4 – 155 1/2

mai —— 155 — 152 1/2

Juin —— 152 — 150 3/4

Juillet — 150 — 143 1/2

août —— 143 — 140 3/4

Après cela il resta pendant 5 mois à 140 sans éprouver aucun changement.

Le commerce de productions du pays fut très considérable cette année, et les prix extrêmement hauts. Le commerce s'étoit d'ailleurs beaucoup élevé, et les productions des Indes occidentales avoient augmenté.

L'influence favorable du commerce sur le change fut secondée par une autre circonstance très importante. Les impots furent maintenant

153

payer dans les Duchés en argent effectif. Les financiers pouvaient donc disposer de la somme qui n'était pas immédiatement employée pour le payement de la caisse d'état du Holstein et cette somme disponible a bien été 800,000 Rd. S. H. C. Cela devait donc faire une grande (Wirkung) dans la marche des cours; car auparavant pour des billets de banque on achetait ici et à Hambourg de l'argent, au lieu que maintenant les financiers trouvaient leur argent nécessaire chez eux mêmes, et cette circonstance avait ainsi une double influence (avantageuse) sur la monnaie. — Cependant, continuons la Marche des cours. Au mois de février 1791 le change était 137, et continua à rester ainsi pendant quelques mois. Maintenant il varia pendant 4 mois entre 138 et 137 p. C. En avril de 1792 il était à 136 3/4, et dans (ultérieurs) juin il se soutint pendant 12 mois entiers jusqu'en avril de 1793.

Je crois par conséquent aussi [redacted] convaincu, que le change déjà en les années 1792 et 1793 aurait été mieux, si on n'avait pas trouvé convenable, d'en arrêter son amélioration trop subite. Cela a dû (arrivé) en partie par l'achat (Opkiöb) de lettres de Change pour le compte de la comptoir de la Banque, par l'achat de quelque argent pour la nouvelle banque, mais principalement par des opérations de banque; car (on) ne peut s'expliquer d'aucune autre manière, comment le change pendant ce tems (ufravigelig) pouvait continuer à rester à 140, pendant 9 mois à 137½ et 12 mois à 136¾. Chacun qui connait un peu les changes et la bourse, l'avouera

Pour moi tout cela est d'autant plus clair, que moi même j'ai souvent fait de telles opérations, ce que j'ai déjà dit dans la vie de conseiller de cour Meyer p. 70. Pendant que l'on voulait ne pouvait travailler contre l'amélioration trop rapide du change par des opérations ou achats extraordinaires, il le soutenait cependant au point mentionné, mais comme le commerce augmentait d'une manière si extraordinaire, et que les lettres de Change sur l'étranger augmentaient en proportion: il n'était donc plus possible d'arrêter le cours dans sa marche, et pour cela nous levâmes l'année 1794 le trouvons à 121 1/4.

C'était donc le commerce, et les revenus du Holstein en argent effectif, qui avait (Abflag) dans

les choses, et rien autre. Que l'on observe cependant, que le fond d'argent de la banque de Genève dans ces tems a été de fond d'importance, tandis que les billets distribués étaient nombreux; que l'on se rappelle encore qu'un autre numéraire, également supposé par M.r le conseiller de conféderation Pictet, savoir ~~2 à 3~~ les lettres de change de 2 à 3 à mois a augmenté d'année en année;

BIBLIOTHEQUE SAINTE GENEVIEVE